

Du Rôle
des
Caisses de Liquidation
dans le Dénouement
des Marchés à Terme

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 5 Mars 1937, à 14 heures

PAR

Simone RIBES

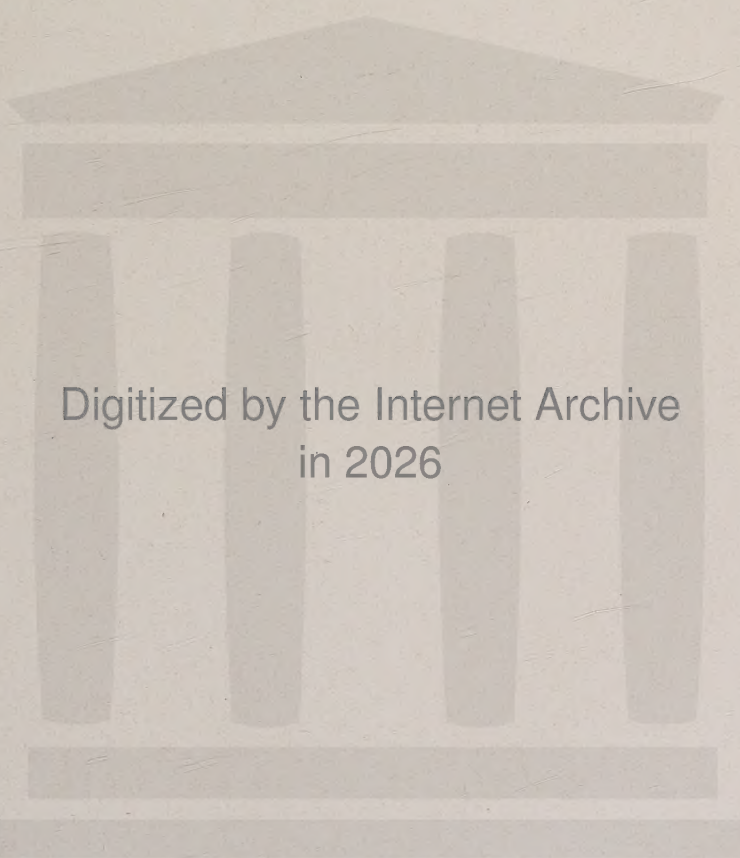
Président : M. PERCEROU, Professeur

Suffragants : { M. ESCARRA, Professeur
M. HAMEL, Professeur

Librairie L. RODSTEIN

17, rue Cujas, PARIS (V^e)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Du Rôle
des
Caisses de Liquidation
dans le Dénouement
des Marchés à Terme

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 5 Mars 1937, à 14 heures

PAR

Simone RIBES

Président : M. PERCEROU, Professeur

Suffragants : { M. ESCARRA, Professeur
M. HAMEL, Professeur

Librairie L. RODSTEIN

17, rue Cujas, PARIS (V°)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



DU ROLE DES CAISSES DE LIQUIDATION DANS LE DÉNOUEMENT DES MARCHÉS A TERME. CARACTÈRE INTERCORPORATIF DE CES CAISSES.

INTRODUCTION

OBJET DES CAISSES DE LIQUIDATION

Une Caisse de Liquidation a pour objet social, et pour fonction d'ordre économique, de garantir l'exécution régulière des marchés à terme sur marchandises, traités aux conditions des règlements de la Bourse de Commerce de la Place.

Que disent, en effet, les textes, et notamment les extraits ci-après de différents Règlements de Caisse :

RÈGLEMENT de la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises à *Paris* :

« Le présent règlement détermine les conditions auxquelles est soumis le fonctionnement de la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises à Paris, laquelle garantit dans les conditions ci-après la bonne exécution des opérations enregistrées par elle. » (Art. I^{er}, Edit. 1931-1935).

RÈGLEMENT de la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises au *Havre* :

« La Caisse de Liquidation des Affaires en Marchan-
« dises au Havre garantit la bonne exécution des opérations
enregistrées par elle. » (Art. I^{er}, texte du 1^{er} Novembre 1921).

La Caisse de Liquidation des Affaires en Marchandises
« au Havre garantit la bonne exécution des opérations qu'elle
« a accepté d'inscrire aux comptes de ses commettants. »

(Article 1^{er}, texte du 4 décembre 1934).

RÈGLEMENT de la Caisse de Liquidation et de Garantie
des opérations à terme sur marchandises de *Roubaix-Tour-
coing* :

« La Caisse de Liquidation et de Garantie des opérations
« à terme sur marchandises de Roubaix-Tourcoing a pour
« objet de garantir à un vendeur et à un acheteur la bonne
« exécution des opérations inscrites dans ses livres. »

(Article premier.)

Waaren-liquidation-Casse in Hambourg, § I :

« Die Gesellschaft garantiert beiden Contraherten die
« ordnungsmässige Erfüllung derjenigen geschäfte welche
« die bei ihr als Makler zugelassenen Personen ihr aufge-
« geben haben, und welche sie in ihr Eingangsbuch einge-
« traten hat... »

*
**

Constituées sous la forme société anonyme par ac-
tions (1), les Caisses de Liquidation des affaires à terme en

(1) Le Havre, 1882 — Tourcoing, Anvers, 1887 — Amsterdam 1888
— Roubaix, Tourcoing, 1892 — Paris 16 septembre 1921 (date de
constitution de la Société actuelle).

marchandises ont en France pour support juridique, la loi du 24 juillet 1867 : elles sont de ce fait dotées de l'autonomie juridique.

Certains auteurs les qualifient de « véritables personnalités juridiques » (2).

L'importance de la fonction résultant de l'objet social, exigerait-elle donc la classification des Sociétés Anonymes : Caisses de Liquidation, dans la catégorie juridique des véritables personnes morales d'intérêt public ?

La question n'a encore à notre connaissance été abordée sous cet angle par aucun des auteurs (3) qui se sont penchés sur le problème de l'être juridique, personnalité complexe, ayant pour objet social une fonction économique « très simple » (4), connu actuellement en tous pays sous l'appellation en quelque sorte générique : « Caisse de Liquidation » (5).

Dans le cadre de la présente étude la question sera posée rapidement.

*
**

Les auteurs de Droit commercial et de Droit Civil reconnaissent (en France comme en Allemagne et en Italie) la per-

(2) Thaller et Percerou, *Traité élém. de Droit Com.*, 8^e Ed., n° 1045.

(3) Bibliographie in fine.

(4) « ...une Caisse de Liquidation qui assure par un mécanisme très simple, l'exécution loyale des contrats passés et donne ainsi une grande sécurité aux maisons de la place et à leur clientèle ». (Senn, *De la liquidation des marchés à terme en marchandises*, thèse Paris, 1889).

(5) L'appellation figure en français dans une thèse en langue portugaise (Lisbonne, 1934) laquelle, croyons-nous, conclut en exprimant le vœu que les Caisses de Liquidation aient dans un avenir prochain droit de cité au Portugal, afin de doter ce pays de véritables marchés internationaux. (Lima Simoes (Aul. Humberto de) : *Das Caixas de Liquidacao, organismos complementares das Bolsas de mercadorias.*) Lisboa, 1934.

sonnalité juridique véritable aux fondations, aux corporations, à l'Etat enfin. Ils la dénie aux Sociétés par actions, en raison du caractère égotiste de leur fonction moderne : grouper des biens dans un intérêt particulier.

On connaît par ailleurs les critiques dirigées contre les Sociétés Anonymes, précisément en raison du fait que des biens provenant de la collectivité sont absorbés par des groupements enchevêtrés d'intérêt particulier, — le singulier glissant vers le pluriel.

Mais, c'est un autre fait — la Société anonyme par actions peut aussi, dans l'Economie moderne, servir de support à de véritables services publics, et non des moindres : Banque de France par exemple.

La formule anonyme ne s'oppose donc pas à ce que soit reconnue aux Caisses de Liquidation une véritable fonction sociale. C'est un premier point.

L'importance économique de l'organe exécutif des opérations à terme sur marchandises auprès de certaines Bourses de Commerce, justifie-t-elle d'autre part, l'élargissement de sa personnalité sur la base du service d'intérêt public, collectif, corporatif, ou mieux encore intercorporatif ?

Ce sont ici les faits qui sont interrogés. Et au nombre des faits nous rangeons les textes, libres lois des parties : en France, aucune disposition générale d'ordre réglementaire ou administratif, ne prévoit l'obligation de l'homologation des Règlements des Caisses de Liquidation, comme tels.

CHAPITRE I

ÉTUDE COMPARATIVE DU RÉGIME ADMINISTRATIF DU RÈGLEMENT DES CAISSES ET DES RÈGLEMENTS DE MARCHÉS

LE RÈGLEMENT DES CAISSES. — SON IMPORTANCE

Sociétés de capitaux, les Caisses de Liquidation sont dotées d'un Règlement, expressément prévu par les textes statutaires.

Contracter avec la Caisse implique l'acceptation totale des clauses du règlement : clauses de technique financière, clauses de technique corporative.

— *Clauses de technique financière* : époques des remises de dépôts et des versements de marges, indication de leur quotité ; époque de la garantie de la Caisse.

— *Clause de technique corporative* : a) Conditions d'admission des contractants (la Caisse est entièrement libre de contracter avec qui bon lui semble) ; b) conditions d'inscription des affaires (traitées conformément aux règlements du marché) (1).

« La seule remise à la Caisse de Liquidation de leurs « demandes d'enregistrement implique pour les contractants

(1) Les Règlements de Bourse ou de marchés fixent les époques de la liquidation des opérations à terme (livraison des unités de marchandises, ou du titre qui les représente, paiement du prix inscrit au contrat).

« qu'ils ont connaissance des Règlements de la Caisse de Liquidation et du marché de Paris, qu'ils en acceptent toutes les clauses et conditions et qu'ils déclarent s'y soumettre dans leur entier ». (Règlement de la Caisse de Liquidation de *Paris*, art. 7, al. 3).

« Le Contractant et le Courtier qui présentent une déclaration reconnaissent par ce seul fait qu'ils ont connaissance des Règlements de la Caisse de Liquidation, ils déclarent en accepter toutes les clauses et conditions et s'y soumettre dans leur entier sans que des conditions autres, stipulées par les marchés, puissent y faire modification ou novation ». (Caisse du *Havre*, ancien Règlement).

« En demandant l'ouverture d'un compte, le commettant s'engage : 1° à accepter l'intégralité des clauses et conditions du règlement et à s'y conformer ». (Caisse du *Havre*, Règlement 1935, art. 3) (1).

*
**

Le fait est certes remarquable d'une Société anonyme par actions dotée d'un Règlement « dans tous les cas obli-

(1) Suite de l'art. 3 *nouveau* du Règlement 1935 de la Caisse du Havre : « ...2° à verser : a) les dépôts dont le montant est fixé par la Caisse de Liquidation et peut être modifié par simple décision du Conseil d'Administration : b) Les marges, représentant les différences entre le prix inscrit et la cote officielle. »

« 3° A reconnaître à la Caisse de Liquidation le privilège de commissionnaire, le droit de retenir toutes les sommes, ou valeurs reçues de lui ou pour son compte, à quelque titre que ce soit.

« 4° A accepter l'indivisibilité de tous ses comptes et de tous les éléments de ces comptes.

« 5° A reconnaître la nature commerciale à tous cautionnements solidaires dont il aura bénéficié.

« 6° A ne pas contester dans le règlement des opérations les contreparties désignées par la Caisse de Liquidations dans l'ordre des inscriptions successives. »

gatoires pour les tiers sans exception ni réserve » (Art. 2 de l'ancien règlement du Havre, al. 2), et dont l'importance est en tous points comparable à celle des Règlements élaborés aux mêmes fins (rapports d'un groupe autonome avec les personnes qui ne sont pas parties à l'acte social, à l'acte d'association) soit par les Associations, fondées en conformité de la loi du 1^{er} juillet 1901, soit par les Syndicats professionnels créés en conformité des dispositions de la loi du 24 avril 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 et codifiée au Code du Travail.

La construction, intéressante du point de vue de la technique juridique, se devait d'être soulignée : elle est l'indice certain d'une société de forme commerciale, d'objet commercial (1), et cependant de nature particulière.

Les Statuts de la Caisse de Liquidation, Société anonyme, (du Havre, de Paris, de Hambourg, peu importe le lieu), définissent la *matière* de l'exercice de son activité : définition en quelque sorte statique, c'est l'objet social.

Mais la définition de la *manière* de l'exercice de l'activité de la Caisse est réservée au Règlement : définition en quelque sorte dynamique, c'est la fonction sociale.

Les Règlements des Caisses de Liquidation, sont obligatoires pour les contractants, et ce au même titre que les Règlements de la Bourse de Commerce de la place considérée.

C'est ce que précise en ces termes le Règlement le plus récent en la matière :

« Le simple dépôt de la demande d'inscription implique
« que les opérations ont été traitées exclusivement et sans
« aucune modification, aux clauses et conditions des Règle-
« ments des marchés à terme établis par les Syndicats respec-

(1) La Caisse participe effectivement à la circulation de produits, puisqu'elle facilite le règlement d'échanges portant sur des marchandises définies quant au type et à l'unité de quotité.

« tifs pour chacun des articles et régulièrement homologués,
« et aux clauses et conditions du Règlement de la Caisse de
« Liquidation ».

(Caisse de Liquidation du Havre, Règlement 1935).

Ce texte souligne et exprime :

a) Le parallélisme de l'importance économique des règlements syndicaux d'une part, et du Règlement de la Caisse de Liquidation d'autre part.

b) La différence de régime administratif de l'un, et des autres.

LES RÉGLEMENTS DE MARCHÉS. — HOMOLOGATION OBLIGATOIRE

« ...aux clauses et conditions des Règlements des marchés à terme établis par les Syndicats respectifs.. et régulièrement homologués... » :

Les Règlements de Marchés, élaborés par les Chambres Syndicales doivent, pour acquérir force obligatoire, être homologués par le Ministre du Commerce.

En d'autres termes, c'est l'homologation ministérielle qui confère aux Règlements de marchés l'existence, puisque ces Règlements ont pour unique objet de « stéréotyper » les clauses des contrats à terme sur marchandises relatives aux unités livrables, et aux époques de liquidation.

L'obligation de l'homologation résulte du décret en date du 21 juin 1913, article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, ainsi conçu :
« dans les trois premiers mois qui suivront la publication du
« présent décret, les règlements des marchés à terme ou à
« livrer dont le ministre du commerce aura reconnu la con-
« formité avec les usages en vigueur, seront insérés au Jour-
« nal officiel ».

Il existe un Règlement de place par marché et par article, lequel subit généralement des modifications de détail après un laps de temps variable.

« Reconnus conformes aux usages en vigueur », ces rè-

glements de marchés sont obligatoirement publiés au Journal Officiel, en annexe (parfois théorique) d'un arrêté du Ministre du Commerce, « prescrivant la publication au Journal Officiel de la République Française des Règlements annexés audit arrêté, établis à la Bourse de Commerce de... »

A titre d'exemple, le préambule d'un Règlement du marché à terme des cotons au Havre énumère une réglementation d'ordre administratif, quelque peu complexe :

« Le Ministre du Commerce et de l'Industrie :

« Vu la loi du 28 Ventôse an IX, relative à l'établissement des Bourses de Commerce ; Vu les arrêtés des
« 29 Germinal, 7 Thermidor an IX et 27 Prairial an X ;
« Vu la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme ;
« Vu les lois de finance des 13 Juillet 1911, articles 10
« et 11 et 27 février 1912, art. 8, 9, 10 et 11 ; Vu le décret
« du 21 juin 1913 portant règlement d'administration
« publique pour l'exécution des dispositions des lois de
« finances sus-visées ; Vu l'arrêté du 24 juillet 1913 pres-
« crivant la publication, au Journal Officiel, des Règle-
« ments établis à la Bourse de Commerce du Havre et
« reconnus conformes aux usages en vigueur ; Vu l'ar-
« rêté du 12 novembre 1913 ; Vu l'arrêté du 13 février
« 1928, qui a homologué le nouveau Règlement du mar-
« ché à terme des cotons au Havre ; Vu les arrêtés des 9
« septembre 1929, 5 février et 26 septembre 1930 et 4
« mars 1932, qui ont modifié ; Vu la demande du Syn-
« dicat du commerce des Cotons au Havre ; Vu la déli-
« bération de la Chambre de Commerce du Havre, en
« des affaires commerciales et industrielles, arrête... »

L'obligation de l'homologation du Ministre du Commerce des Règlements de marchés établis par les Chambres syndicales des Bourses de Commerce (Le Havre et Paris entr'autres) est une application précise du « droit de souveraineté

et de police supérieure » (1) qu'exerce l'Etat français sur le fonctionnement des Bourses de Commerce.

L'étude de la réglementation administrative des Bourses excède le cadre de la présente étude ; quelques indications permettront néanmoins de préciser l'importance d'une intervention administrative dont l'élargissement éventuel, serait susceptible de bloquer à toute époque sur un point quelconque, le mécanisme du terme.

Le droit d'ouverture et de fermeture des Bourses de Commerce, bourses marchandises et bourses valeurs, appartient à l'autorité administrative ; application de ce droit de police supérieure fut faite fin septembre 1936 : toutes les Bourses de Commerce et de valeurs ont été fermées pendant quelques jours. (2)

Autre exemple : Au début de l'année 1924 la Bourse des marchandises de Paris avait été fermée (3).

Une loi (dont les répercussions particulières à l'encontre de l'activité d'une Caisse de Liquidation, seront étudiées infra), en date du 10 juillet 1933, entrée en vigueur le 15 juillet seulement annula toutes les opérations à terme du marché réglementé des blés, seigles et avoines à la Bourse de Commerce de Paris, postérieure au 15 juin 1933 ; la loi indiqua le mode de liquidation des opérations antérieures.

(1) Thaller et Percerou, Op. cit. N° 848.

(2) Décret rendu sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce ;
et de ce fait, le Règlement de la Caisse avait été homologué.

Art. 1^{er}. — Les bourses de valeurs et de commerce seront fermées à compter du samedi 26 septembre 1936 et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté du Ministre des Finances.

Art. 2. — Les autorités chargées de la police des Bourses, en vertu des arrêtés des 12 Messidor An VIII, 29 Germinal An IX, et 27 Prairial An X, seront chargées de l'exécution du présent décret.

Paris, 25 septembre 1936.

(3) La fermeture constitue-t-elle un cas de force majeure ? (V. Cassation, 5 décembre 1928, S. 1929, I, 143.)

Depuis le 13 juillet 1936 enfin, le terme sur les blés est supprimé en France, un Office Spécial du blé ayant été créé.

*
**

Si l'Administration a droit de contrôle sur les règlements de marchés élaborés par les Chambres Syndicales, elle ne possède par contre aucune possibilité générale d'ingérence en ce qui concerne les Règlements des Caisses de Liquidation. Les dits Règlements peuvent d'ailleurs par la suite être dotés d'une reconnaissance en quelque sorte accessoire, résultant d'une disposition spéciale d'un Règlement de marché (1). Sociétés Anonymes, les Caisses sont libres d'élaborer leurs Règlements aux conditions prévues par les statuts.

Liberté limitée cependant sur le terrain économique : l'importance attribuée par les usages (2) aux Règlements des Caisse de Liquidation s'oppose en fait à toute modification de détail ou d'ensemble opérée par la volonté unilatérale de la Caisse. Les usages en effet confèrent au texte des Règlements des Caisses la double qualité de texte de Caisse, et de texte de place : cette particularité interdit pratiquement toute modi-

(1) C'est ainsi que l'enregistrement par la Caisse de Liquidation de Paris des marchés à terme sur les blés était obligatoire depuis 1931,

Par décret en date du 8 mars 1931, un commissaire du gouvernement auprès de la Caisse de Paris avait été nommé, ainsi que le prévoyait l'arrêté du 30 juillet 1930, modifiant comme suit l'article 1^{er}, § 2, du Règlement du marché des Blés, seigles et avoines à Paris :

« Obligatoirement et à peine de nullité, aucune affaire ne
« pourra être traitée si elle n'est enregistrée par une Caisse de
« Liquidation, dûment autorisée par le Ministre du Commerce,
« après avis de la Chambre de Commerce, et placée sous le
« contrôle du gouvernement. »

(2) On sait la place que tiennent les usages dans le Droit commercial.

« C'est en réalité de l'usage que tout ce Droit est sorti, c'est
« par lui qu'il se reforme sans cesse. » (Thaller et Percerou,
Traité élém. de Droit commercial, n° 49.)

fication qui ne serait pas approuvée par les diverses Chambres Syndicales de la place.

Un exemple récent vient à l'appui de l'assertion : le nouveau Règlement de la Caisse du Havre en vigueur depuis 1935, a été soumis pour avis et pour élaboration définitive aux divers Syndicats intéressés.

FONCTION DE LA CAISSE DE LIQUIDATION

Tout se passe comme si la fonction exercée par la Caisse de Liquidation, Société Anonyme par actions, était reconnue d'intérêt intercorporatif :

La Caisse de Liquidation s'affirme bien, de fait et en droit, comme une « véritable personnalité juridique ».

De ce point de vue, la Caisse apparaît tel un véritable organe de gestion des intérêts solidaires de tous les opérateurs à terme sur une place considérée, ainsi que de leurs représentants (courtiers, commissionnaires).

*
**

La fonction d'ordre intercorporatif reconnue par les usages et les faits aux Caisses de Liquidation dépasse singulièrement le cadre de l'organisation intérieure d'un marché à terme déterminé, fonction jusqu'ici dévolue aux Caisses, par les études particulières consacrées au développement du Havre, de Hambourg, de Paris, etc..

Si l'on note en outre que les échanges, qui sont la matière même du droit commercial à toutes époques et en tous lieux « n'ont qu'une partie de leur raison d'être au sein de la cor-
« poration, qu'ils ont surtout leur raison d'être d'une corpo-
« ration à une autre, ou d'un membre d'une corporation à

« un étranger » (1), l'élément intercorporatif que nous avons signalé apparaît réellement comme l'élément impondérable et essentiel de l'activité de l'organe.

Il est à noter par ailleurs que les Caisses de Liquidation se sont tout d'abord créées et ont, par la suite, prospéré, dans les villes maritimes, entrepôts naturels des marchandises faisant l'objet des grands courants d'échanges terrestres — 1882 : Le Havre, Hambourg, Anvers — 1888 : Amsterdam, Marseille (2).

L'influence des villes maritimes, facteur immuable du développement des institutions de commerce, est bien connue. L'histoire du fait « Caisse de Liquidation » actuellement étayée sur 50 années de solide existence (Anvers, Hambourg, et surtout Le Havre, sorte de prototype) ne peut-elle être considérée comme un des épisodes de l'histoire des usages commerciaux usités dans les villes maritimes ? N'y aurait-il pas là une création *sui generis*, alimentée par les besoins essentiels du *jus mercatorum* ? La question est ici posée ; elle sera par ailleurs examinée après l'étude détaillée du nouveau règlement de la Caisse du Havre, chronologiquement la première institution du genre, dont les statuts ont largement inspiré les caisses fondées sur les marchés rivaux du Havre, après quelques années d'expériences favorables.

*
**

(1) Huvelin, *Les grandes lignes du Droit Maritime romain*, Extraits d'études d'histoire du Droit commercial romain, publiées par Lévy-Bruhl, 1929.

(2) La Caisse de Liquidation de Paris très prospère fut tout d'abord instituée en 1905 et la formule actuelle date de 1921, mais l'exception n'est qu'apparente ; l'Océan n'est plus en effet le seul grand véhicule des échanges terrestres. Il est possible que le développement des marchés internationaux soit dans l'avenir affecté par les possibilités de liaison aérienne (liaison actuelle Allemagne-Amérique du Sud).

Le caractère intercorporatif des Caisses de Liquidation permet de rendre compte de deux faits :

Les Caisses de Liquidation constituent des *organes de self control* du terme sur marchandises : *rôle de base, d'ordre économique.*

Les Caisses de Liquidation *assument librement la charge de l'exécution effective* de toutes les opérations à terme traitées aux conditions du marché réglementé admises à inscription : *rôle de base, d'ordre technique.*

Organe intercorporatif de self control de l'exécution des marchés à terme, la Caisse de Liquidation élabore librement son Règlement : l'homologation administrative n'est pas requise (nous l'avons par ailleurs signalé) pour l'application d'un Règlement de Caisse, en tant que tel.

Le Règlement s'appuie toujours sur les usages reconnus (marchés traités en conformité des Règlements de Bourse) et il peut être modifié comme texte de place et texte d'usages. conformément à une décision intercorporative, elle même définie en toute liberté, soit vis-à-vis de l'Administration (Ministères des Finances et du Commerce) tutrice des Bourses de Commerce (1), soit vis-à-vis de l'Administration gardienne des dispositions d'ordre publicitaire ou fiscal, qui incombent aux sociétés anonymes par actions.

De cette liberté d'élaboration il résulte que l'usage de la Caisse de Liquidation sur le marché réglementé est absolu-

(1) « En France, la manière extérieure dont se traitent les affaires « dans certaines Bourses de Marchandises et l'action dont dispose « auprès de celle de Paris les Chambres Syndicales pour le commerce des farines, blés, avoines, sucres, alcools, etc., donneraient « à croire que cette organisation autonome (du Stock-Exchange de « Londres) est également en vigueur. Mais en réalité ce fonctionne- « ment de Syndicats voile une réglementation administrative assez « complexe, qui donne aux pouvoirs publics la haute main sur ce « service. » (Thaller et Percerou, *Op. cit.* N° 848.)

ment libre (1) : La Caisse de Liquidation *n'exerce pas un ministère d'ordre public*.

Un fait d'ordre historique précisera l'importance de la non-ingérence absolue de l'Administration, dans l'élaboration des Règlements de la Caisse de Liquidation, importance qui n'est ignorée ni par les Chambres Syndicales, ni par l'Administration.

Par arrêté ministériel en date du 22 septembre 1910 une Commission extra-parlementaire fut « chargée d'étudier » les moyens d'améliorer le fonctionnement des Bourses de « Commerce ».

La question Caisse de Liquidation fut examinée : l'histoire des perturbations économiques des cinquante dernières années est jalonnée par les études consacrées aux Caisses de Liquidation, organes régulateurs, ou perturbateurs, des marchés à terme (2), (selon l'opinion personnelle des auteurs des monographies).

La Commission extra-parlementaire, instituée par l'arrêté ministériel de 1910, eut donc notamment à examiner la question suivante :

« L'usage de la Caisse (dont la création était le point crucial des délibérations) doit-il être facultatif ? »

Nous citons le texte du rapport officiel des séances :

« M. Chapsal, Directeur des Affaires Commerciales et Industrielles au Ministère du Commerce, avait finalement « présenté une disposition d'ensemble dont le dernier paragraphe était ainsi conçu :

(1) L'arrêté précité en date du 30 juillet 1930, prescrivant l'obligation de l'enregistrement des affaires à terme sur les blés par la Caisse de Liquidation, provoqua l'homologation accessoire et en quelque sorte de principe, du Règlement de la Caisse de Paris, élaboré en 1921.

(2) Cf. Depitre, *Op. cit.* Consulter également l'ouvrage très intéressant et toujours actuel de Dunan, *thèse Paris*, 1907.

« L'usage de la Caisse de Liquidation est facultatif, sauf
« pour les marchés à terme passés entre négociants ».

« La disposition fut repoussée, de même que le correc-
« tif suivant :

«Sauf pour les marchés à terme passés aux clauses et
« conditions des Bourses de Commerce ».

Et la Commission adopta en définitive l'article ci-après :

« L'usage de la Caisse *est facultatif* » (1).

L'usage de la Caisse de Liquidation sur le marché de Paris fut donc laissé libre. La restriction accessoire édictée pour Paris en 1931 est supprimée en fait absolument, du fait de la suppression de sa cause (terme sur les blés).

*
**

— Et cependant, la liberté de l'usage de la Caisse est devenue en quelque sorte contraire aux usages : une Caisse de Liquidation tend, si son fonctionnement technique est régulier, à centraliser la liquidation de toutes les opérations à terme à devenir « l'être central » exécutif (2) des obligations à terme contractées soit par des spéculateurs, soit par des fabricants ou industriels.

(1) Autre extrait du rapport précité :

“ Observations sur les Caisses de Liquidation. — ...présentées à la Commission chargée d'étudier les moyens d'améliorer les Bourses de Commerce, par M. Charles Speyer, au nom du Syndicat Général des Grains, graines, farines, huiles, sucres et alcools, à la Bourse de Commerce de Paris... :

« ce fonctionnement brutal et automatique (d'une Caisse), chacun le connaît et il est inutile de l'analyser ici... »

(2) Thaller et Percerou, *op. cit.* N° 1.048.

CHAPITRE II

IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE LA SPÉCULATION A TERME ET DES RÈGLEMENTS DE MARCHÉS

LA SPÉCULATION A TERME — SON UTILITÉ

Nul ne conteste plus maintenant l'utilité de la spéculation, si malencontreusement confondue avec le jeu par quelques décisions de Jurisprudence. Même après l'entrée en vigueur de la loi du 28 Mars 1885, certaines Cours ne pouvaient admettre que le mode de liquidation par différences fut un simple mode *d'exécution* de contrats par ailleurs parfaits, puisque la loi de 1885 avait reconnu expressément la validité d'opérations ayant pris la forme de marchés à terme (1).

L'utilité de la spéculation est manifeste.

(1) Cf. *Cassation*, 14 déc. 1921. (La loi de 1885 est en vigueur depuis 36 années) : « Attendu qu'en déclarant, en termes impératifs que nul « ne peut se soustraire aux obligations résultant de tous marchés à livrer sur marchandises, lors même qu'ils se résoudraient par le paiement d'une simple différence, la loi du 28 mars 1885 a entendu, quand les opérations ont pris la *forme* de marchés à terme, interdire aux parties d'opposer l'exception de jeu et aux juges, de rechercher l'intention des parties ; il appartient seulement à ceux-ci de rechercher si le consentement du donneur d'ordre n'a pas été vicié par le dol ; attendu que l'arrêt (Douai, 26 juin 1913) déclare que les opérations litigieuses ne constituaient pas un marché à terme, comme n'ayant eu pour objet que des opérations purement fictives, lesquelles constituaient un simple jeu, parce qu'elles n'étaient que différentielles ;

Les spéculateurs participent effectivement à la circulation des stocks (dont ils contribuent à soutenir les cours), en émettant les récoltes, même futures, sur des périodes de temps échelonnées, ce qui permet aux industries de transformation tout à la fois de prévoir et d'effectuer leurs approvisionnements, et de se couvrir elles-mêmes par une contre-opération différentielle.

Il serait à peine paradoxal d'énoncer que ce sont les spéculateurs qui créent les stocks (du point de vue économique), puisque ce sont eux qui en permettent l'introduction dans la circulation à partir de l'entrepôt.

La doctrine n'a jamais contesté l'utilité de la spéculation. « Spéculer, c'est acheter un *ensemble* de produits ou « de valeurs à terme, avec l'intention de les revendre (et cela « probablement avant d'en avoir pris livraison), de manière « à réaliser un bénéfice, par suite de l'écart entre le prix des « deux marchés. Ceux qui veulent supprimer la spéculation « ne savent pas ce qu'ils demandent ».

« Ils ne la supprimeraient pas d'ailleurs en abolissant « le marché à terme, comme le démontre l'exemple de l'Alle- « magne dans le trafic des blés, depuis une loi du 22 juin « 1896 refondue dans un sens sur ce point moins rigoureuse « par la loi du 27 Mars 1908 et comme l'a démontré aussi « la pratique du marché en valeurs de Paris pendant la pé- « riode de guerre, ou beaucoup de valeurs (dont les rentes « sur l'Etat) avaient cessé d'être cotées à terme ».

« La spéculation se servirait du marché au comptant

mais attendu que les stipulations du contrat n'excluaient pas l'exécution du marché ; que chaque partie avait la possibilité d'exiger de l'autre l'*exécution de ses engagements* ; qu'ainsi le contrat, librement conclu, prévoyait et réglait des opérations constitutives d'un marché à terme ; que, dès lors en statuant comme il l'a fait, l'arrêt a violé le texte de la loi sus-visée. »

Nous avons à dessein cité intégralement.

« pour atteindre le même but. Elle y arriverait avec plus
« de gêne et moyennant l'emploi de plus de capitaux.

« On en voit pas ce que les affaires y gagneraient.

« Il est bon qu'il y ait des hommes pour se porter ache-
« teurs, à un cours déterminé, de fortes quantités de grains,
« de café ou de sucre, ou de forts paquets d'actions ou de
« rentes, livrables sur mois courant, ou fin courant. Cela
« est bon, alors même que ces opérateurs n'auraient pas en
« main la contre-valeur du marché qu'ils traitaient.

« Quoi qu'ils n'aient pas la pensée de prendre livraison
« à l'échéance (1), le ministère de ces hommes est utile. Ils
« comptent revendre, avant cette époque, à un meilleur prix,
« faire une opération inverse de la première, faire une *con-*
« *tre-opération*. Ils compenseront ainsi leur achat primitif,
« avec une vente en sens contraire, et liquideront au moyen
« d'une différence, sans s'imposer une prise de possession
« serait inutile, de marchandises, ou de capitaux.

« Ils auront ainsi *soutenu le cours* d'un produit ou d'une
« valeur, de manière à l'empêcher de fléchir entre temps.

« Ils auront ainsi assuré la stabilité du cours :

« Tel est le rôle propre à la spéculation : bien augurer
« du placement d'une valeur, prendre temporairement posi-
« tion sur elle et donner ainsi à ceux qui n'en ont pas le
« débouché immédiat, le moyen d'agir comme si ce débou-

(1) La fonction d'assurance de la spéculation s'affirme dès les origines du trafic espagnol des laines : « Les simples possibilités de terminer les opérations par le règlement de différences devinrent vite le cas normal. Il n'importait à un acheteur que de s'assurer un certain prix... Les rares historiens de la Bourse en marchandises — nous comme les autres — ont eu tendance à voir dans la spéculation la fonction originaire, et dans l'assurance la fonction dérivée. Les constatations que nous venons de faire sur le marché à terme, dérivant du marché à livrer, ne permettent pas d'être aussi absolu : il y a eu, au début, entrecroisement des deux fonctions, sous des formes, il est vrai, encore primitives ». A. E. Sayous, *Les Origines du marché à terme sur marchandises. Les origines de la Bourse* (Revue Economique International, août 1936, p. 228).

« ché était dès à présent acquis. — (Thaller et Percerou, op. « cit. N° 856 ».

Les haussiers non professionnels, qui n'ont en vue que des différences, sont comme les assureurs des baissiers professionnels, détenteurs de stocks. — (Cf. Lacour-Bouteron, Cours de Droit Com. N° 1626).

MARCHÉS A LIVRER ET MARCHÉS A TERME

Il convient d'ailleurs de noter qu'aucune prohibition ne fut édictée contre les marchés à terme par le Code de Commerce, lors de sa promulgation. Le droit commun leur était donc applicable — droit commun du Livre 3 du Code Civil, promulgué en Mars 1804 : titre 6 (vente) et titre 12 (contrats aléatoires).

Par ailleurs, la loi du 28 Mars 1885 ne créa nullement une exception au droit commun de l'article 1156 du Code Civil, prescrivant de rechercher, dans l'interprétation des conventions, l'intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

Il n'existe pas de différence juridique entre les marchés à livrer et les marchés à terme (1). Qu'il soit qualifié de marché à terme ou à livrer, un marché n'est valable que si, par sa forme, il impose au vendeur l'obligation de livrer, et à l'acheteur, l'obligation de prendre livraison. La liquidation par différences est une modalité d'exécution du marché. Introduite dans le marché même, elle le vicierait.

(1) « Le marché à terme sur marchandises, que les Allemands qualifient généralement de marché à terme de Bourse (Boersenterminhandel) en précisant bien son caractère essentiel, est un dérivé du marché à livrer ordinaire. Il a pris une nature propre sous la double influence de clauses et conditions générales (on dit aujourd'hui stéréotypées) de contrats, ainsi que du courant d'affaires qui en est résulté » A. E. Sayous — Les origines du marché à terme sur marchandises. Les origines de la Bourse (Revue Economique Internationale, août 1936, p. 223).

Mais les marchés à livrer sur marchandises ne peuvent prendre la forme de marchés à terme, c'est-à-dire de marchés susceptibles d'exécution par le paiement d'un solde appelé différence, que lorsqu'il s'agit *d'obligations portant sur des unités fongibles*.

L'importance — et la nécessité — des Règlements de marchés et de leurs prescriptions minutieuses est extrême : ayant pour objet de définir avec une *précision aussi rigoureuse que possible la qualité, par types*, des divers articles livrables, stockés dans les hangars ou magasins agréés par les Chambres Syndicales (1) et la *quantité livrable minima* (l'unité livrable : unité de filière) les Règlements de marchés assurent la fongibilité des opérations.

« Les époques de livraison et le mode de paiement du « prix sont de même fixés par les Règlements. Il ne reste « plus dès lors à l'acheteur et au vendeur à terme du marché réglementé qu'à convenir du prix (2).

Nous citerons, à titre d'exemple, quelques-unes des dispositions édictées par un Règlement du Marché des Cotons au Havre (3) relatives au typage des marchandises susceptibles d'être traitées à terme sur le marché réglementé :

« ARTICLE PREMIER. — Les affaires à terme s'accomplissent au moyen de filières d'environ 50 balles, mais dont le « poids net ne pourra être, lors de la première livraison, au-dessous de 11.000 kilos, ni au-dessus de 11.300 kilos (4). L

(1) La longueur d'un hangar aux cotons de la place du Havre est de l'ordre de 800 à 1.000 mètres.

(2) Jeanne Vandamme : La liquidation par Filières des Marchés à terme à la Bourse de Commerce de Paris, 1933, p. 3. (Rousseau.)

(3) Journal Officiel, le 15 février 1928.

(4) Une quotité de marchandises (quantité minima susceptible d'être l'objet d'un contrat à terme sur le marché réglementé) est déterminée par deux facteurs : le poids et le volume. D'où la nécessité de prévoir deux limites extrêmes.

« livraison devra être faite en un seul magasin public. Les
« divers coins (1) de chaque magasin public sont considérés
« toutefois comme un seul magasin..

« ART 10 — Tout détenteur de coton est autorisé à le
« faire typer par anticipation par filière de 11.000 kilos.

« Le typage anticipé, de même que le typage fait après
« livraison, s'opère conformément au règlement adopté par le
« Syndicat du Commerce des Cotons dans son Assemblée Gé-
« nérale du 30 Septembre 1927 et aux modifications qui pour-
« raient y être apportées par les Assemblées Générales ulté-
« rieures (2).

« ART. 11. — Conformément au Règlement ci-dessus
« l'échantillonnage est fait par la voilerie désignée par la
« Commission de contrôle des affaires à terme. Les échantil-
« lons régulièrement prélevés sont mis sous toile ou sac
« plombé par les soins du délégué de la Commission, et
« transportés à la Chambre d'arbitrage par la même voi-
« lerie. Il en est de même pour tous les remplacements ».

« ART. 15. — Toute livraison sera entièrement recom-
« mencée lorsqu'elle n'aura pas fourni au moins 35 balles
« rentrant dans les termes du marché... Les balles dites non
« compressées, c'est-à-dire moins pressées et plus volumi-
« neuses que les balles ordinaires, *les balles refaites et les*
« *balles bonifiées ne sont pas livrables à terme* » (3)

D'autres prescriptions ont trait au typage des balles de
remplacement (sous le contrôle de la Commission de Contrôle
des affaires à terme) et à la détermination de la qualité
minima, quelle que soit la provenance :

(1) Annexes.

(2) Il convient de noter ceci : l'homologation reconnaît force légale
aux décisions relatives au typage du coton, des Assemblées Générales
du Syndicat des Cotons, décisions déjà intervenues et décisions à
venir.

(3) Le texte est par nous souligné.

« ... Quelle que soit la provenance le vendeur ne pourra
« livrer de coton d'un classement au-dessous de low mid-
« ling, ni de soie inférieure à celle représentée par le type
« déposé le 31 Mars 1927 à la Chambre de Commerce et à la
« Chambre arbitrale des cotons et admise comme étant du
« 23 m/m 1/2 effectif ».

*
**

Des lignes qui viennent d'être citées se déduisent les observations ci-après :

a) Les prescriptions minutieuses qui règlent l'admission des articles coton, café, poivre, etc... sur le marché à terme, ont pour objet de supprimer, entre deux quantités minima, tout caractère d'individualité susceptible d'être facteur d'une différence de valeur *marchande* (1).

L'application du Règlement de marché pour la composition d'une unité de marchandise susceptible d'être traitée à terme sur le marché réglementé est comparable à l'application du coin sur les monnaies en usage dans un Etat, par lequel est certifié, le titre établi par les lois.

b) La *quantité minima* (déterminée quant au nombre des balles ou des sacs, et au poids total) susceptible d'être mise en circulation sur le marché réglementé est toujours assez élevée ; elle échappe de ce fait aux demandes d'ordre courant, et ne peut intéresser que le marché à terme ; nous observons ici, au vif, le caractère économique du terme sur

(1) Une étude récente (août 1936) sur les origines du commerce des laines en Espagne relate : « La qualité livrable pouvait être « déterminée sous une forme générale, en excluant toutefois d'une « façon précise, un certain nombre de défauts. Un livre de droit « de 1543... précise ces points dans les termes suivants... etc. » — A. E. Sayous, *Les Origines du marché à terme sur marchandises*. (Revue Economique Internationale, août 1936, p. 225).

marchandises : il a pour objet, et pour effet, de permettre la distribution des stocks de denrées et leur émiettement par le mécanisme de l'échange.

c) Les prescriptions les plus minutieuses ne sauraient cependant conférer à (par exemple) deux fois 50 balles de coton — de provenance différente peut-être — une identité intrinsèque, comparable à l'identité de deux louis d'or ; mais comme l'échange de ces deux unités ne peut s'opérer qu'entre gens de même profession ou leurs représentants, le règlement prévoit le *recours à la procédure d'arbitrage*, recours *obligatoire* pour les parties ; c'est ainsi que le Règlement du marché des cotons du Havre édicte (art. 26) :

« Toute contestation pouvant résulter de l'interprétation du présent contrat sera soumise à la Chambre Syndicale du commerce des cotons du Havre, pour y être jugée en dernier ressort et sans appel ».

L'examen de ce membre de phrase de l'article 26 fait ressortir que :

— Le fait de traiter à terme sur le marché réglementé soit en personne, soit par intermédiaire qualifié (courtier ou commissionnaire) implique l'acceptation de toutes les clauses des Règlements, parmi lesquelles la clause d'arbitrage ;

— L'introduction de la clause d'arbitrage obligatoire, et la désignation comme arbitre de la Chambre Syndicale, effacent en droit l'imperfection naturelle de la fongibilité de deux unités susceptibles d'être l'objet d'un contrat à terme ; deux unités de contrat fongibles en fait sont également fongibles en droit.

De ce fait, on peut déduire que les « denrées marchandises » jetées dans le moule collectif des contrats réglementés à terme, deviennent des « denrées valeurs », des valeurs échangées, des valeurs d'échange, et c'est précisément cette valeur, que les cours, établis journellement en

conformité des prescriptions du marché réglementé, ont pour objet de déterminer en monnaie légale.

Si nous ne craignons le reproche de byzantinisme nous énoncerions ceci : le cours officiel journalier d'une denrée est l'expression en monnaie légale d'une monnaie corporative, dont les acheteurs et les vendeurs à terme (qu'ils fassent ou non partie de la corporation) ont par avance accepté le coin corporatif.

La loi du 28 Mars 1885 ne fait donc nullement obstacle au principe de l'article 1156 du Code Civil, bien au contraire, puisque les parties ont entendu opérer non sur des denrées marchandises, mais sur des denrées-valeurs. Et la différence n'est que l'expression arithmétique de la correction négative ou positive d'une estimation individuelle, par l'estimation collective (cours) par avance acceptée, de la valeur d'échange de cette même denrée-valeur à ladite échéance.

Le dénouement par le paiement d'une différence d'une opération à terme traitée aux conditions du marché réglementé, est bien un mode *réel* d'exécution des stipulations d'un contrat jeté dans la forme du terme (qualificatif de la loi de 1885), ou avec plus de précision, dans le moule d'un avant-contrat collectif.

Les Règlements de marché constituent un avant-contrat (le qualificatif est officiel) ou mieux un véritable *contrat collectif* réglementant les échanges (matière et mode) sur le marché du terme réglementé.

CHAPITRE III

UTILITÉ DES CAISSES DE LIQUIDATION POUR LE FONCTIONNEMENT CORRECT DU MARCHÉ A TERME

Tout le mécanisme du terme : *mécanisme économique*, introduction des stocks dans la circulation, appréciation de leur valeur d'échange ; *mécanisme technique* : réalisation effective de ces échanges de denrées par l'échange des signes qui les représentent (signes scripturaux : filières, ou signes monétaires) est en définitive centré sur le paiement correct, c'est-à-dire réel, des différences, exprimées en monnaie légale, entre la valeur estimée et la valeur cotée des différents articles.

Une différence n'est-elle pas réglée à échéance ? C'est une fissure dans un édifice qui repose tout entier sur le principe de la parole donnée, créatrice d'obligation ; par ébranlements successifs, d'autant plus dangereux qu'il est impossible de prévoir leurs lignes de faiblesse et leur importance, la fissure peut devenir une cassure, une crevasse, et finalement ébranler les plus solides positions.

Les perturbations des changes constituent depuis quelques années un élément nouveau d'imprévision, et par suite d'insécurité. « Les fluctuations d'un jour à l'autre ont été
« souvent brutales, par répercussion des brusques variations
« survenues aux pays producteurs, fluctuations d'ailleurs
« accentuées, suivant les cas, par les soubressauts des

« changes, qui continuent à être un élément de perturbation
« permanent, inconnu autrefois » (1).

Les fluctuations des changes, s'exerçant sur le cours des diverses marchandises, tendent à aggraver les risques dont l'importance est toujours certaine :

A priori, l'organisation interne d'un marché à terme ne saurait exclure l'existence d'un organe susceptible d'être chargé du contrôle de la correction des liquidations.

Mais il est nécessaire que le recours à un tel organe puisse procurer la certitude de l'efficacité de sa création. Cette observation est à l'origine de la création des différentes Caisses de Liquidation (2) ; c'est pourquoi l'histoire des Caisses de Liquidation est un élément de l'histoire des crises économiques des cinquante dernières années.

Et il est par ailleurs indispensable que la sûreté ainsi procurée de la liquidation du terme soit librement acceptée par tous ; ayant pour objet de faciliter le crédit et pour effet presque certain d'attirer les capitaux en quête de placement sur une place saine, le contrôle ne saurait être imposé par une autorité étrangère à la corporation, sans changer de nature et peut-être de fonction.

*
**

— Or, dans une opération à terme le risque naît de fait, à la formation même du contrat ; les parties ne se connaissent pas, elles n'ont pas l'intention de traiter *intuitu personae* ; et depuis la loi du 28 Mars 1885, un accord purement verbal, passé aux conditions du marché réglementé, est suffisant pour faire naître une obligation sanctionnée par le droit à double exécution.

(1) Rapport de l'Assemblée Générale ordinaire de la Caisse de Liquidation du Havre, en date du 3 décembre 1924.

(2) op. cit. Consulter notamment sur ce point Dunan, op. cit. Depître,

Le crédit prend naissance avec l'obligation à terme : le crédit, et par suite le risque très spécial du terme.

Ce risque est multiplié sur les grands marchés à terme modernes, tant par la solidarité de fait qui unit toutes les opérations traitées sur une même place, que par le nombre élevé des opérations traitées. Et ce sont cependant les grands marchés à terme, et eux seuls, qui, du fait de leur envergure, peuvent se doter d'organes spécialistes et spécialisés, susceptibles de limiter leur activité au contrôle du terme sur le marché, et de donner à tous la sûreté de base nécessaire à la solidité de l'ensemble des opérations.

Un tel résultat est obtenu, ainsi qu'il sera précisé infra, par un *système centralisé de dépôts et de marges* ayant pour objet de constituer *la couverture financière techniquement indispensable* à la suppression du risque, qui gangrène sur un marché démuní de contrôle, chaque opération par suite de l'insolvabilité possible de la contrepartie (1) (insolvabilité personnelle ou insolvabilité en cascade).

L'organisme centralisateur et de contrôle, est la Caisse de Liquidation.

L'ingéniosité du système consiste à transformer en sécurité, l'insécurité naturelle résultant de la solidarité de fait, de toutes les opérations : sans régulateur, cette solidarité est en soi de nature à ébranler les positions les plus solides, une crise venant à se produire (1).

*
**

Lorsque l'ensemble des courtiers opérant pour compte, et l'ensemble des négociants d'une même place, acceptent de

(1) La loi du 28 mars 1884 a fait disparaître le risque de l'exception de jeu édictée par l'Art. 1935 du Code Civil.

(1) Telle la crise sur les sucres, du marché de Paris en 1905, — sur cette crise, et le krach célèbre qui fut à l'origine de la première Caisse de Liquidation de Paris, consulter Dunan, op. cit.

déposer, avec la déclaration du contrat conclu, une couverture et, ultérieurement, des marges auprès d'un organe central autonome (1), le risque du terme se trouve pratiquement éliminé ; il convient de préciser dès l'abord pour quelles raisons ; elles sont au nombre de deux :

— L'intervention d'un être central autonome a *matérialisé l'existence des obligations*, nées des opérations à terme, traitées aux conditions du marché réglementé.

— Cet être central, en exigeant le versement préalable de dépôts et de marges, a *matérialisé le caractère onéreux* de l'obligation à terme.

Il sera plus loin déterminé d'une part, à quel instant s'exerce le contrôle de la Caisse, instrument de garantie de la correction de la pratique du terme sur la place considérée (Contrôle préventif pour chaque opération, et contrôle préventif pour l'ensemble des opérations) ; et d'autre part le mode technique (dépôts et marges) qui permet à une Caisse de Liquidation de centraliser l'exécution de l'ensemble des opérations à terme sur le marché réglementé (avec le consentement de l'acheteur et du vendeur, ou du courtier agissant pour le compte et au nom des contractants).

DÉPÔTS ET MARGES, telle est essentiellement la base technique du mécanisme financier et économique des Caisses de Liquidation. La Caisse prend en charge la liquidation des marchés à terme (ce qui la distingue des Clearings (2) ; elle

(1) Les intérêts d'une Caisse de Liquidation sont les intérêts du marché à terme, dont elle est le rouage. C'est ce que les critiques adressées à l'institution n'ont, semble-t-il, vu qu'imparfaitement.

(2) Il existe à New-York, au moins pour le coton et le caoutchouc, des « Clearings » rattachés aux deux Associations de courtiers dont elles dépendent. Chaque Association a ses Règlements stricts, qui s'imposent aux parties contractantes, c'est-à-dire aux courtiers traitants. Mais les Clearings n'inscrivent ni ne prennent en charge les affaires, les marges sont réglées chaque soir. Les Clearings de New-York paraissent analogues aux organismes bancaires qui concentrent sur une place les effets et ordres de paiement des banquiers et les compensent les uns les autres pour ne laisser que des soldes à encaisser ou à payer.

accepte — sur demande de ses clients — de leur escompter leurs soldes créditeurs, par anticipation sur les époques de livraison ; le taux d'escompte fixé par elle correspond habituellement au taux de la Banque de France.

Ces questions ne sont que posées ; elles seront examinées avec l'étude d'une Caisse de Liquidation, celle du Havre.

En permettant de matérialiser l'existence des obligations à terme (inscriptions) et leur caractère onéreux (couvertures), la Caisse de Liquidation apparaît dès l'abord instrument créateur des éléments nécessaires à la sécurité du terme, — et instrument de self-control — puisque les moyens pratiques (écritures et garanties) lui sont librement apportés par les courtiers.

CHAPITRE IV

CAISSES DE LIQUIDATION ET CRISES ÉCONOMIQUES

L'histoire des Caisses de Liquidation, depuis leur « invention » (Le Havre, 1882) est très précisément l'un des éléments de l'histoire des cinquante dernières années des perturbations économiques qui bloquèrent pour partie ou totalité le mécanisme des échanges d'un ou de plusieurs produits sur un marché (Crise locale, causes internes), ou sur plusieurs marchés (crise mondiale, causes externes, ou internes par incidence).

Quelques exemples rapides permettront de préciser la position des Caisses de Liquidation dans l'histoire économique du terme.

1880-81

« Après l'année 1880-81, les commerçants en café du
« Havre prirent, à la suite d'excellentes récoltes et en pré-
« vision de mauvaises, une position très accentuée à la
« hausse ; ils firent des provisions considérables qui attei-
« gnirent même quatorze cent mille sacs. Les importateurs
« n'eurent bientôt plus de fonds disponibles et il leur fallait
« attendre. D'où pourrait venir l'argent nécessaire ? Per-
« sonne n'était disposé, en de telles circonstances, à faire cré-
« dit sans garanties réelles ; or le Warrant n'était pas de
« nature à attirer les capitalistes, les spéculateurs ignorant
« les différences de qualités, et comme l'avenir paraissait
« très incertain, il fallait non seulement surmonter l'obstacle

« provenant de l'individualité de chaque lot de café, mais
« trouver un moyen d'atténuer les risques des capitalistes.
« Une réglementation nouvelle du marché à terme intime-
« ment liée à la création d'une caisse de Liquidation, fut
« considérée comme le meilleur remède à un tel état de
« choses » (1).

Du texte du Rapport qui fut imprimé après la clôture des séances de la Commission extra-parlementaire de 1910 nous extrayons les lignes suivantes, véritable appréciation officielle des services que peuvent rendre à la collectivité les Caisses de Liquidation :

« Il existe en France deux Caisses de Liquidation fonc-
« tionnant très normalement : celle du Havre et celle de Rou-
« baix. C'est surtout de la Caisse de Liquidation du Havre
« dont nous allons nous occuper ici, car elle est plus impor-
« tante que celle de Roubaix, et correspond mieux à l'idée
« que l'on se fait généralement de ces sortes d'institutions.

« Ainsi qu'on pourra le voir en lisant ses statuts, toutes
« les affaires dont les contrats sont enregistrés à la Caisse
« de Liquidation sont des opérations en marchandises devant
« donner lieu à une livraison et à une réception effective ;
« elles sont susceptibles d'une sanction légale et ne peuvent
« être frappées d'aucune exception (2).

« ...Cet organisme que la place du Havre a l'honneur
« d'avoir créé de toutes pièces (3) et d'utiliser depuis 1882
« a pour but et pour résultat : 1° de garantir aux contrac-
« tants l'exécution du marché, moyennant une très légère

(1) Sayous : *Les Bourses allemandes* (Th. Paris, 1898).

(2) Il apparaît ici que l'exception de jeu abolie depuis 30 ans, subsiste... psychologiquement.

(3) Une Chambre de Liquidation paraît avoir existé à New-York au début de 1882, mais il semble qu'il faille la rattacher aux Clearings ; au surplus, ses règlements n'ont aucunement influencé les règlements du Havre.

« rétribution : 2° de contenir les contractants spéculateurs
« dans les limites de leurs moyens financiers ; 3° de suppri-
« mer pratiquement le risque de place, etc... »

Et M. Windesheim, délégué de la Chambre de Commerce (1) du Havre, exposa en substance à la Commission que, depuis trente années, la Caisse intervenait dans le mécanisme de l'exécution des obligations nées des contrats à terme, sans qu'aucune difficulté sérieuse d'ordre particulier, — et encore moins d'ordre général — ne se soit opposée à son fonctionnement.

« Le Havre, disait presque aussitôt la création de la Caisse
« de Liquidation la Denkschrift der Handelskammer, grâce
« à son marché à terme peut attirer à lui de plus grandes
« quantités de café, car il est dans la nature des choses qu'un
« fort marché à terme a besoin de stocks importants pour
« lui servir de base, et où ceux-ci se trouvent réunis vont le
« trafic effectif et les commandes » (2).

Dès 1898 les commerçants du Havre pouvaient affirmer devant une Commission parlementaire que depuis l'année 1882 les importations avaient augmenté de telle sorte qu'en quelques années « le Havre était devenu le plus grand marché du monde » (3).

En Allemagne, la loi impériale des Bourses (4) du 28 juin 1896 (refondue par la loi du 27 Mars 1908) entrava, aux dires des contemporains, l'activité des Caisses de Liquidation, mais ces lois ne prohibèrent nullement l'institution.

(1) L'éloge de la Caisse de Liquidation du Havre, par le délégué de la Chambre de Commerce souligne l'acceptation unanime de la Caisse par la place.

(2) Cité par Depître, *op. cit.*, p. 170.

(3) Rapport du Dr Dron, cité par Depître, *op. cit.*, p. 171.

(4) Cette loi renforça les pouvoirs de l'autorité centrale par l'homologation administrative des statuts des Bourses et par l'institution auprès d'elles d'un Commissaire d'Etat (Thaller et Percerou, *op. cit.* N° 847).

Le Rapport de la Warren-Liquidations-Casse (Hambourg) pour 1897, signale simplement que « sans la loi des Bourses » les affaires auraient pris une bien plus grande extension au « grand avantage de Hambourg » (1).

Un des Rapports du Conseil d'Administration de la Caisse de Liquidation de Leipzig critique l'obligation légale de l'inscription du nom des opérateurs sur le Registre des Bourses.

*
**

Il convient de retenir de cette très rapide incursion dans l'histoire des Caisses de Liquidation (2) que la Caisse de Liquidation ne peut jouer le rôle d'organe régulateur du terme lorsque sa création est l'œuvre d'organismes bancaires, et ne résulte pas des besoins mêmes du marché.

Rouage de la correcte exécution des affaires à terme, la Caisse de Liquidation ne saurait, sans périr, être créée telle une société anonyme ordinaire, pour répondre à certains intérêts financiers distincts de ceux du marché à terme. C'est ainsi qu'à Leipzig une Caisse de Liquidation disparaît en 1903... mais le capital social avait été employé à commander (entre autres) une société de Caoutchouc (Gummi-Werke-Elbe). A Reims une Caisse créée en 1899 s'évanouit en 1901 ; à Paris une Caisse de Liquidation est créée en 1885 avec le concours de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de l'ancien Comptoir d'Escompte ; une autre Caisse est fondée en 1887, par la Banque Commerciale et Industrielle ; l'existence des deux Caisses, ou plus exactement des deux sociétés anonymes, est éphémère ; c'est en 1905 seulement

(1) Et au détriment du Havre, le marché rival.

(2) Qui fut l'objet de nombreux travaux spécialisés ou d'études dans les bulletins syndicaux. Cf. *Bibliographie* in fine.

qu'une Caisse de Liquidation devait, sur des bases techniques correctes, s'implanter pour la première fois sur le marché de Paris. La création eut très précisément pour objet (et pour effet) la réorganisation du terme sur une place qui venait d'être très éprouvée par une crise sur les sucres : de gros spéculateurs avaient pris une position la hausse, que les courtiers n'avaient pu (ou n'avaient su) modérer, en exigeant le versement de dépôts et de marges ; le parti des baissiers (favorisé par une nouvelle convention douanière sur les sucres) l'avait finalement emporté et un krach célèbre (1) avait eu des répercussions considérables, ébranlant des positions extrêmement sûres.

Comme suite à ces événements, par décret en date du 18 août 1905 une Commission extra-parlementaire fut instituée, à l'effet « *d'étudier les moyens d'améliorer le fonctionnement des Bourses de Commerce et d'assurer la régularisation des opérations qui s'y effectuent* ».

Aux fins de trouver le moyen d'imposer la sincérité des cours, d'obliger la spéculation à proportionner ses opérations aux ressources et aux facultés de ceux qui s'y livrent, les Commissaires préconisèrent l'institution d'une Caisse de Liquidation. C'est ce qui devait être fait.

(1) Jaluzot-Crosnier.

CHAPITRE V

LES MARGES — LEUR UTILITÉ ET LEURS INCONVÉNIENTS

C'est à dessein que nous avons jusqu'ici omis de mentionner les critiques qui s'élevèrent (1) toutes les fois que l'institution d'une Caisse de Liquidation fut proposée sur une place à terme.

Aussi bien, le fait Caisse de Liquidation compte cinquante années de réalité économique et les critiques sont périmées qui visèrent la Caisse de Liquidation, puissante société anonyme susceptible de fausser les cours, de les orienter — au profit de quelques-uns — de restreindre le marché à terme, en réservant son accès aux maisons importantes, seules susceptibles de répondre aux appels des marges immobilisatrices de capitaux importants.

Il convient cependant de noter cette dernière critique susceptible, à priori, d'être en effet retenue contre une Caisse de Liquidation, précisément parce qu'elle fonctionne normalement et qu'elle ne dispense personne, dans l'intérêt de tous, du versement des dépôts et des appels de marges (le défaut de réponse étant sanctionné par la liquidation d'office non seulement de l'opération objet de la demande de marge, mais du compte du client).

(1) Notamment à Paris, 1905.

LA QUESTION DES MARGES, IMMOBILISATRICES DE CAPITAUX

« Le versement des marges soulève des difficultés plus graves, nous avons cherché à montrer son caractère d'absolue nécessité ; comme la Caisse de Liquidation... ne peut payer qu'avec l'argent qu'elle reçoit, les prestations journalières de marges sont la condition de son fonctionnement.

« En conséquence, un contractant peut, après l'enregistrement de son marché, être astreint à des immobilisations de fonds considérables.

« En résumé... (l'objection des marges) se formule ainsi : il est toujours inopportun et souvent inutile d'exiger les marges d'un industriel qui intervient sur le marché non en spéculateur mais uniquement pour se couvrir.

« Or le versement des marges est le prix d'une sécurité car il garantit à celui qui l'effectue un débiteur toujours en état de faire honneur à sa signature.

« D'ailleurs, avant d'insister sur les obligations de l'industriel et sur la gêne qui en résulte, faut-il chercher à se rendre compte de leur importance.

« Supposons un fabricant de sucre qui se couvre en vendant sur le 4 octobre au début de l'année ; le contrat est enregistré à la Caisse de Liquidation. A quoi s'engage le fabricant ? Il est d'abord tenu à l'original déposit, puis, en cas de hausse seulement, à l'apport des marges... Mais observons que les mois pendant lesquels sont cotés le 4 octobre sont ceux où la récolte ne peut être l'objet que d'évaluation très approximatives. La connaissance du stock effectif, élément essentiel de l'orientation du marché, fait encore défaut ; les mouvements du cours sont donc peut accentués dans cette période, et les marges correspondantes mises à la charge du fabricant peu élevées.

« L'époque de la fabrication arrive et les cours sont susceptibles de plus de variations ; mais à ce moment le fa-

« bricant (de sucre) a déjà commencé ses livraisons. Ses obligations ne portent plus que sur des quantités moins importantes.

« Les marges antérieurement versées redeviennent libres en partie ; elles s'ajoutent au crédit de son compte et peuvent être utilisées pour les nouveaux versements, exigés par les fluctuations du cours, jusqu'à complète liquidation du marché. Donc, au point de vue de l'amplitude des marges à fournir, la situation du fabricant de sucre qui se borne à vendre sa production, d'avance, est plus favorable que celle d'un spéculateur dont les opérations portent sur toutes les époques » (1).

L'extrait précité réfute l'objection de l'immobilisation de capitaux massifs, du fait des marges, en ce qui concerne le producteur, « l'homme de fabrique » dont les marchés traités s'échelonnent sur des échéances successives.

LES APPELS DE MARGES, ET LES LIQUIDATIONS ANTICIPÉES

Un autre argument vient par ailleurs à l'encontre du reproche fait au système des marges, d'immobiliser, en raison même de sa rigueur, des capitaux dont l'importance est sans rapport avec le risque couru (2). La Caisse de Liquidation peut, sur demande de ses clients, leur consentir l'escompte du bénéfice des opérations liquidées par différences, avant l'échéance prévue au contrat.

Le résultat de l'escompte est parfois qualifié de paie-

(1) Dunan. *Th. Paris* 1907, p. 212.

(2) L'objection des marges a parfois pris une forme dont la simplicité est assez piquante ; la voici : le versement du dépôt, le versement des marges *est sans cause* (l'expression qui nous est personnelle rend exactement compte de l'objection qu'elle a pour objet de faire ressortir) : L'adage de droit : « Qui doit à terme ne doit rien » n'a plus aucun sens avec une Caisse de Liquidation, etc...

Cette critique est l'éloge le plus sensible qui puisse être adressé à une Caisse de Liquidation : la Caisse supprime bien les risques du terme.

ment anticipé ; ce n'est pas absolument exact : le paiement anticipé ne peut être effectif que si l'ensemble du compte du client est créditeur.

D'autre part, un client qui est en bénéfice sur la moitié de ses enregistrements et en perte sur l'autre moitié ne pourrait non plus demander le paiement effectif, par anticipation, de ses bénéfices puisque ses pertes seraient sans couverture.

Cependant il arrive en pratique que les courtiers escomptent des contrats en perte, afin d'employer, à un taux plus avantageux, leurs crédits de courtage.

Soit un courtier créancier de 100.000 francs de courtages échus et débiteur de 100.000 francs de pertes résultant de la liquidation par jumelage de 20 ventes et de 20 achats sur Juin.

Pendant la période où le taux d'escompte de la Banque de France était de 5 %, l'escompte des 100.000 francs de pertes aurait réduit (pour 6 mois) sa dette de frs : 2.500.»

En livrant par compensation à la Caisse ses 100.000 frs de courtages, productifs d'un intérêt de dépôt de 0,50 % seulement, il perdrait un revenu de 250 francs ; son escompte lui produirait par conséquent un bénéfice de frs : 2.250. »

*
**

Lorsque les fluctuations des cours sont particulièrement importantes, la Caisse de Liquidation non seulement admet mais favorise en quelque sorte la liquidation anticipée.

L'extrait ci-après du Rapport du Conseil d'Administration de la Caisse de Liquidation du Havre, en date du 5 Décembre 1923, est à cet égard significatif :

« D'autre part, les oscillations continuelles et passablement erratiques des changes, au lieu de faire place à une ère de stabilisation, ont continué à accentuer les mouvements journaliers des articles coton et café, contre lesquels tant bien que mal, notre commerce local cherche à se pro-

« téger par des opérations à terme adéquates. Les cours fluctuant brusquement d'heure en heure, il n'y a rien d'étonnant à ce que le nombre des contrats à terme échangés s'accroisse en raison directe des variations de prix, les uns s'assurant contre la hausse des changes, les autres en profitant pour arbitrer leurs importations.

« Les services de la Caisse de Liquidation n'ont jamais été plus appréciés que depuis que les changes régissent directement et pour ainsi dire exclusivement le cours des marchandises.

« Les variations brusques et fréquentes ont amené le Conseil à élever les dépôts originaux (1). Ils ont été portés à :

« Frs. 12. » par sac de café au lieu de 8 francs précédemment.

« et à

« Frs. 130. » par balle de coton au lieu de 8 francs précédemment.

« ...l'amplitude des variations de prix... entraîne, ipso facto, des escomptes par anticipation, portant sur des sommes plus importantes ».

L'extrait ci-après, du Rapport du Conseil d'Administration de la Caisse de Liquidation du Havre, en date du 3 décembre 1924, est encore, si possible, plus symptomatique.

(1) L'élévation dont le texte fait état résulte de l'application de l'art. 9 de l'*Ancien Règlement* (alors en vigueur) dont voici le texte : « Le Conseil d'Administration peut exiger, pour toute affaire nouvelle, un original déposit supérieur au minimum fixé par l'article 7 pour chaque sorte de marchandise. Cette mesure, si elle est générale (c'est le cas particulier précité) est notifiée par voie d'affichage au siège social et en Bourse, et exécutoire dans les délais fixés par le Conseil d'Administration; si elle est particulière ou individuelle le contractant en est dûment informé, et le courtier, son mandataire, ne peut en aucun cas exciper de son ignorance à ce sujet ».

Ce dernier membre de phrase confère au contractant une action de mandat contre le courtier coupable de n'avoir pas satisfait à l'appel général d'élévation des marges.

(Nous reproduisons à dessin ci-après le tableau des cours coton et café, d'Octobre 1932 à Septembre 1933 ; les fluctuations vraiment erratiques qu'il enregistre justifient le fait noté que « les escomptes de bénéfices ont porté sur des chiffres inusités ». Les besoins de capitaux étaient en fonction de la nervosité du marché).

« D'autre part, le produit de notre gestion financière a
« plus que doublé sur l'an dernier. Le rendement que nous
« devons considérer nous-mêmes comme exceptionnel, pro-
« vient essentiellement du fait que les déplacements de prix,
« aussi bien en coton qu'en café, ont été absolument anor-
« maux, ainsi que l'indique le tableau relevant les cours des
« deux articles, de mois en mois, pendant la période envisa-
« gée ici.

« Les fluctuations d'un jour à l'autre ont été souvent
« brutales, par répercussion des brusques variations surve-
« nues aux pays producteurs, fluctuations d'ailleurs accen-
« tuées, suivant les cas, par les soubresauts des changes, qui
« continuent à être un élément de perturbation permanent,
« inconnu autrefois ».

<i>Mois courant</i>	<i>Coton</i>	<i>Café</i>	<i>Mois courant</i>	<i>Coton</i>	<i>Café</i>
1 ^{er} Octobre 1932	613	219.25	1 ^{er} Avril	647	312.50
15 »	628	230. »	15 »	619	296. »
1 ^{er} Novembre	688	231.25	1 ^{er} Mai	586	268.50
15 »	820	265.25	15 »	678	286. »
1 ^{er} Décembre	860	263.50	1 ^{er} Juin	830	353. »
15 »	830	272. »	15 »	686	292. »
2 Janvier 1933	890	291.50	1 ^{er} Juillet	685	357.75
15 »	960	343. »	15 »	690	366.30
1 ^{er} Février	922	338. »	1 ^{er} Août	750	390. »
15 »	928	436.25	18 Août	653	374.50
1 ^{er} Mars	927	443. »	1 ^{er} Septembre	611	395.50
11 » (<i>Cours le</i>			15 »	555	408. »
<i>plus haut</i>) : 1.055		515 »			

« Par voie de conséquence les appels des marges se sont
« chiffrés fréquemment par millions, et les escomptes de bé-
« néfices ont porté également sur des chiffres inusités : le
« fait que nous avons pu maintenir le taux de 6 1/2 pour
« ces escomptes, alors qu'en Banque les avances coûtaient
« 7 1/2 et 8 " », nous a valu un mouvement d'escomptes par anti-
« cipation pour ainsi dire sans précédent ».



Du passage précité, relatif à la gestion du prototype pour ainsi dire, des Caisses de Liquidation, au cours d'une période particulièrement délicate, il appert : que les appels de marges « se chiffrant fréquemment par millions » ont tout à la fois affermi la sécurité particulière de chacun des opérateurs, et donné au marché le cran d'arrêt indispensable.

Les appels de marges (sanctionnés par la liquidation d'office de l'opérateur négligent, de ce fait écarté du terrain des opérations), ont permis à la Caisse de veiller à la sécurité morale du marché, muni par ailleurs d'un régulateur technique sûr.

« La stricte obligation au versement des marges succes-
« sives, c'est le cran d'arrêt de l'ascenseur, qui maintient tout
« le mécanisme en place lorsque le câble vient à se rompre
« à la montée ou à la descente, à la hausse ou à la bais-
« se » (1).

L'expression constitue image juste ; il convient cependant de remarquer que « le cran d'arrêt de l'ascenseur », en l'espèce l'élévation des dépôts et les appels massifs des marges seraient de nature à bloquer tout le mécanisme du terme en période de crise, si, aux crédits rendus indisponibles journellement, ne correspondaient pas des crédits rendus dispo-

(1) Depitre, *Op. cit.*

nibles journallement, du fait des liquidations anticipées. C'est ce que les passages précités, ayant trait à une période de crise particulièrement remarquable (1), des Rapports des Conseils d'Administration de la Caisse du Havre font également ressortir, en soulignant la *corrélation étroite*, (d'autant plus significative qu'elle est indiquée comme inévitable) entre « *appels énormes* » d'une part, et « *montant inusité des escomptes* » d'autre part.

Pendant cette même période, le taux d'escompte pratiqué par la Caisse de Liquidation fut inférieur de 1 point à celui de la Banque de France. Les opérateurs à terme furent de ce fait particulièrement favorisés : ils pouvaient obtenir à meilleur prix les crédits qui leur étaient indispensables, notamment pour s'assurer contre la hausse des changes, et pour arbitrer les importations ; d'autre part les crédits ainsi obtenus servaient à nouer des opérations qui permettaient de mettre à profit l'assainissement du marché, conséquence de la formule aux deux supports : « appels de marges, liquidations anticipées ».

En vérité, le système enveloppé par cette formule est clos : la circulation du crédit est ininterrompue et la Caisse préside non tant à sa distribution qu'à la régularité de sa distribution.

Est-ce à dire qu'il n'y eut nulle défaillance ? Aucun système n'en est exempt. Gardienne de la parole donnée, il est possible que la Caisse du Havre ait été, en cette période où les fluctuations furent sans exemple, surprise une fois peut-être par le manque de parole de maisons étrangères d'une solidité éprouvée (2), qui avaient fourni une caution

(1) Les cours coton et café indiqués sur mars sont les plus élevés qui aient *jamais* été cotés.

(2) « La crise économique a eu pour effet, pour résultat, de rendre « incertaines, précaires, aléatoires, un grand nombre de situations

solidaire, non un versement effectif de dépôts et de marges. Si minime que fut pour la Caisse la perte éprouvée du fait de cette défaillance, par rapport au chiffre de ses réserves, il n'en reste pas moins que cette perte lui aurait été évitée si son rôle avait été nettement défini en tant que commissionnaire à l'exécution.

Quoi qu'il en soit, l'institution Caisse de Liquidation a permis à la place du Havre de traverser, sans que le marché du terme soit désorganisé, une des crises les plus profondes qui puissent atteindre une place à terme. « Il va de soi que « les services rendus à la communauté havraise par la « Caisse de Liquidation sont aujourd'hui incontestés et in-
« contestables » (2).



Nul doute que sur les marchés étrangers les Caisses de Liquidation qui ont répondu à leur fonction intercorporative n'aient rendu des services analogues.

« juridiques qui étaient dans les périodes normales, considérées « comme bénéficiant pratiquement de la stabilité. Ces situations, qui, « dans les époques de calme, constituaient des droits valides, que « l'on pouvait exercer sans recours aux tribunaux, sont passées dans « le domaine des droits malades, qui sont perpétuellement litigieux ». J. Percerou : *Les droits du créancier en cas de faillite de ses débiteurs multiples*. Annales Droit com., 1934.

(2) Rapport de l'Assemblée Générale ordinaire de la Caisse de Liquidation du Havre, 1924.

CHAPITRE VI

EXEMPLE DE L'ACTUALITÉ DU RÔLE DES CAISSES DE LIQUIDATION LA CAISSE DE PARIS ET LA LOI DU 10 JUILLET 1933

La Caisse du Havre est en quelque sorte un « produit spontané », une création étudiée par des négociants de la place, voulue par eux, créée par la « communauté havraise », pour répondre à des besoins dont la crise de 1880-1882 avait manifesté l'importance.

Il est un autre exemple tout récent des services que peut rendre à une collectivité, et à la collectivité française, une Caisse de Liquidation. Il s'agit de la Caisse de Liquidation de Paris et des conséquences de la loi du 10 Juillet 1933.

La loi du 10 juillet 1933, entrée en vigueur le 15 juillet seulement avait fixé le prix du blé à 115 francs le quintal, du 15 juillet 1933 au 16 Juillet 1934 ; elle avait en outre annulé toutes les opérations du terme réglementé sur les blés, postérieures au 15 Juin 1933, elle avait en outre édicté que les opérations en cours à cette date, seraient liquidées conformément aux règlements de marchés, comme au cas de taxation générale.

Or, les règlements desdits marchés stipulaient que le cours de liquidation serait, en cas de suspension des affaires, un cours de compensation établi par la moyenne des cours cotés pendant les quinze dernières Bourses.

Quid des quinze dernières Bourses ? Convenait-il de retenir, les cours des quinze dernières bourses, ayant précédé le 15 Juillet, date de l'entrée en vigueur de la loi, ou bien au contraire, fallait-il retenir les cours des quinze dernières bourses ayant précédé le 15 Juin, date à partir de laquelle les affaires à terme sur les blés étaient annulées purement et simplement, comme frappées de suspicion, parce que conclues pendant la discussion de la loi au Parlement ?

La Chambre Syndicale prit pour base, les cours ayant précédé le 16 Juillet, et la liquidation s'opéra, bien entendu par les soins de la Caisse de Liquidation de Paris, sur la base du cours de compensation, établi par la moyenne des cours cotés du 1^{er} au 15 Juillet.

Or, la Cour d'Appel de Paris (1^{re} Chambre), par arrêt en date du 19 Décembre 1935, décida que :

« La cote n'étant que l'indication du prix des marchan-
« dises négociées sur le marché public, on ne peut donner
» force légale à des mercuriales qui ne sont que la manifes-
« tation des contrats que la loi a rendus inefficaces, parce
« que ne correspondant pas à de véritables réalités économi-
« ques. Par suite les cours des quinze dernières bourses, pré-
« cédant la date de suspension, qui aux termes de la loi du
« 10 Juillet 1933, doivent servir de base pour l'établissement
« des cours de compensation sont ceux précédant le 15 Juin,
« qui correspondent seuls à des opérations réelles et défini-
« tives, et non ceux postérieurs à cette date, qui, en raison
« de l'annulation des opérations, ne correspondent à aucune
« transaction ayant un caractère légal, et sont dépourvus de
« toute conséquence juridique » (1).

La conséquence de l'arrêt précité, fut d'obliger à une nouvelle liquidation, ou suivant le terme qui fut employé, à la *reliquidation* des opérations dont la première liquidation

(1) *Rec. Heb. Dal.*, 1936-2-73.

avait été effectuée, sur la base des cours indiqués par la Chambre syndicale.

La Caisse de Liquidation de Paris, naturellement appelée en garantie, ainsi qu'il sera précisé, *infra*, fut chargée d'effectuer le rappel et le paiement des nouvelles différences créées par l'arrêt de la Cour d'Appel.

La révision sur les nouvelles bases des comptes qui bases indiquées par la Chambre Syndicale ne fut terminée que fin septembre 1936.

Dans l'espèce, il est indiscutable, que seule, l'existence d'une Caisse de Liquidation a permis l'application de la loi sur les blés, de 1933. Sans l'intervention de la Caisse de Paris, des procès inextricables, auraient été engagés, qui eussent profondément troublé la place toute entière. Il n'est pas possible d'imaginer quelles eussent été les conséquences de la non-intervention d'une caisse de liquidation.



L'exemple serait certes de nature à justifier l'institution des Caisses de liquidation.

Mais, il convient en outre de noter que la Caisse de Liquidation de Paris fut à même de rendre ce service inappréciable parce qu'elle se tient au-dessus de la mêlée du terme.

Or, quelle est donc exactement la position juridique des Caisses de Liquidation vis-à-vis de leurs clients ?

Le règlement de la Caisse de Liquidation du Havre, édition 1935, en vigueur depuis le 1^{er} janvier de la même année donne de cette position une définition juridique précise ; c'est la première fois qu'une telle définition est précisée par un texte de règlement de Caisse.

L'ÉTUDE SPÉCIALE DE LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE,
DE SON NOUVEAU RÈGLEMENT, FAIT L'OBJET DE LA DEUXIÈME PARTIE
DE LA PRÉSENTE ÉTUDE.

DEUXIEME PARTIE

ÉTUDE SPÉCIALE DE LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE

INTRODUCTION

Le texte du nouveau Règlement de la Caisse de Liquidation du Havre, a introduit dans le mécanisme de l'organe des modifications sinon de fait, tout au moins de forme.

Sinon de fait : le nouveau Règlement, n'a — de fait — d'aucune manière modifié le fonctionnement, en matière économique, de la Caisse de Liquidation du Havre. C'est un point extrêmement important, qu'il convient de souligner dès l'abord. Au reste, la « Communauté havraise » se devait de ne pas approuver une modification de texte qui eut modifié le mécanisme économique de l'intervention cinquantenaire de la Caisse sur le marché du Terme. — Tout au moins de forme : il s'agit de la précision expresse apportée par le nouveau Règlement, interprète de la position de la Caisse dans le domaine juridique, vis-à-vis de ses clients. « La Caisse de Liquidation, sans se substituer aux opérateurs et sans jamais être leur contre-partie, agit pour leur compte comme mandataire ou commissionnaire conformément aux art. 94 et 95 du Code de Commerce et de l'art. 2 de ses statuts, soit pour la livraison et réception des marchandises soit pour la liquidation anticipée ou d'office ».

Nous procéderons dans *une première partie* à l'étude du fonctionnement de la Caisse de Liquidation du Havre, régie par l'ancien et par le nouveau Règlement que nous désignerons sous l'appellation : Règlement 1935.

Nous consacrerons la *deuxième partie* du titre II de la présente étude à l'analyse des modifications de forme résultant de l'application du nouveau règlement ou Règlement 1935, et des conséquences juridiques de ces modifications.

TITRE PREMIER

LA TECHNIQUE DU FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DE LIQUIDATION SOUS L'EMPIRE DE L'ANCIEN ET DU NOUVEAU RÈGLEMENT

CHAPITRE PREMIER

LIBERTÉ DE LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE

Le rôle de la Caisse de Liquidation du Havre, dans le dénouement des affaires à terme, n'a subi sous l'empire du Règlement 1935, aucun changement dans l'ordre économique.

Sous le régime de l'ancien comme du nouveau règlement la Caisse de Liquidation, couverte par les dépôts et les marges, accepte -- ou non -- de s'interposer dans le processus de l'exécution régulière des opérations à terme traitées sur la place du Havre.

Par exécution régulière, il convient d'entendre, la *Liquidation par différence*, ou la *Liquidation par filière*, de marchés traités aux conditions des règlements de la Bourse de Commerce du Havre, marchés relatifs aux marchandises ci-après : *Coton, Café, Poivre Tellichéry, Poivre Saïgon. Cuivre, Laine.*



L'énumération précitée, des produits traités sur le marché du Havre, souligne le caractère de la place, véritable entrepôt national et international, lequel, telle une plaque tournante de grande gare de bifurcation, assure par le mécanisme du terme, les approvisionnements de l'Europe, concurrentement avec les autres grands marchés : Hambourg, Anvers, etc...

L'importance et la variété du marché à terme du Havre suppose, et exige en fait, l'affluence des offres et des demandes, la conclusion journalière d'un nombre élevé de marchés, et des demandes d'enregistrement extrêmement fréquentes.

Un premier point se doit d'être liminairement souligné :

La Caisse de Liquidation du Havre, organisme intercorporatif, se réserve toute liberté quant à l'admission des Clients.

C'est ce que l'art. 2 du Règlement 1935 (1) édicte comme suit :

« Toute personne ou Société désirant obtenir l'ouverture
« d'un compte doit être inscrite au registre du commerce au
« Havre ; elle doit être agréée par le Conseil d'Administra-
« tion qui peut toujours revenir sur l'admission et en suspen-
« dre ou en annuler les effets ».

La disposition vise les qualités d'ordre personnel (solvabilité, honorabilité) que doit présenter un courtier ou un négociant, pour être admis à solliciter les services de la Caisse ; c'est en quelque sorte pour la Caisse droit de regard général, lequel a pour base l'entière autonomie juridique dont elle jouit, dans le cadre de la loi du 24 juillet 1867 (pas d'homologation de son Règlement).

(1) Texte adopté par l'Assemblée générale extraordinaire en date du 4 décembre 1934.

La disposition de l'ancien règlement était : « Le contractant doit être agréé par le Conseil d'Administration qui peut toujours revenir sur l'admission et en suspendre et annuler les effets. »

Le texte de l'article précise en second lieu, que la personne ou la Société doit être commerçante ; elle doit, en d'autres termes, participer d'une façon habituelle à la circulation des marchandises ; ceci a notamment pour effet d'éliminer absolument du cercle des clients de la Caisse les simples « joueurs », même s'ils offraient de verser les dépôts et les marges ; il y a pour eux, inaptitude absolue à bénéficier du circuit de sécurité, qui résulte pour la Place du Havre, de l'institution et du fonctionnement de la Caisse.

On pourrait également trouver dans l'analyse de cet ostracisme, la trace du caractère intercorporatif de la Caisse du Havre, noté dès l'année 1898.

« Au Havre, la Caisse de Liquidation offre des garanties « contre l'intrusion des non-professionnels dans le marché « à terme. Il faut pour faire affaire avec la Caisse de Liquidation, être patenté, et *faire de notoriété publique*, le grand « commerce » (1).

« ...Inscrite au Registre du Commerce... », l'ancien Règlement exprimait l'idée comme suit : « ...domicilié et patenté » ; le changement de texte a vraisemblablement eu pour seul motif de tenir compte de l'introduction en France du Registre du Commerce, tel qu'il est défini par la loi du 18 Mars 1919 et les lois postérieures.

On sait qu'il existe dans chaque localité, un registre local, qui recueille l'inscription des noms de tous les commerçants français ou étrangers, aiant sur le territoire de la localité une succursale ou une agence, ainsi que l'inscription des sociétés commerciales françaises et des sociétés commercia-

(1) Rapport Dron. Ch. Dép., session 1892, annexe séance 21 mars, p. 184 J. Off., Déposition de M. Bricka. De « *notoriété publique* » : une seule opération à terme en marchandises rend son auteur justiciable des Trib. de Commerce.

les étrangères, ayant une succursale ou une agence sur le territoire de la localité (1).

La protection véritable accordée par le texte précité du Règlement, au marché à terme (dont la Caisse se révèle dès l'abord organe de self-control), s'exerce également à l'égard des courtiers : avertis par cette disposition liminaire du Règlement de la Caisse, il est à croire que les courtiers solliciteront moins facilement des ordres de spéculateurs douteux.

La disposition de l'art. 2 du Règlement 1935 de la Caisse du Havre, peut dans l'ordre intercorporatif, être rapprochée du régime du « registre ordinaire du commerce », édicté en Allemagne par une loi de 1908, dont l'objet était également d'interdire l'accès du terme aux non-professionnels.

« ...Les Commerçants ont droit de faire des opérations « à terme, non les autres individus... » Peut-être tirerait-on « profit de cette innovation (en France) comme aussi de la « règle allemande punissant l'intermédiaire d'avoir exploité « l'inexpérience ou la légèreté de ses clients, en les attirant « aux opérations de Bourse.

« Seuls, les banquiers ou trafiquants, participants au « mouvement des valeurs ou des marchandises, auraient « qualité pour pratiquer le terme : aux autres professions, il « serait fermé. Les rapports seraient compris dans cette prohibition relative... Ainsi, d'après ce programme, le marché à « terme serait prohibé à quiconque ne justifierait pas d'une « profession vouée à la spéculation... » (2).

Ainsi la doctrine se révèle favorable à l'extension par voie législative de la restriction aux seuls professionnels, de

(1) La loi de 1919 ne définissant pas le commerçant, il y a lieu, pour savoir quelles sont les personnes assujetties à la législation nouvelle, d'appliquer les règles ordinaires, sur la détermination de la qualité de commerçant (art. 1^{er} Code Com.) ou de société commerciale (Thaller et Percerou, op. cité, note 4, p. 169).

(2) Thaller et Percerou: *Traité élém. de droit commercial*, N° 984.

la pratique du terme, édictée par la Caisse de Liquidation du Havre sur le terrain intercorporatif.

Certains Règlements de Caisses (Roubaix-Tourcoing) défendent aux courtiers d'opérer comme contre-partie. L'ancien Règlement de la Caisse du Havre ne contenait aucune disposition à cet égard, mais le règlement adopté par les trois sociétés havraises des courtiers assermentés, prévoit (art. 7), la peine de radiation à l'encontre de l'un des membres des trois sociétés, qui traiterait « des affaires en nom personnel » (sans autorisation).

La jurisprudence du Tribunal de Commerce du Havre et de la Cour de Rouen, interprétatrice sur ce point des usages de place, exige que la possibilité pour l'intermédiaire de se porter contre-partiste, résulte des termes du contrat qui le lie au donneur d'ordre.

Le Règlement 1935 de la Caisse de Liquidation prévoit (art. 5) que « le courtier peut opérer comme contrepartie, « mais il est alors tenu à toutes les obligations de vendeur ou « d'acheteur ».

Le courtier est donc obligé aux appels de marges et dépôts. S'il néglige d'y répondre, il peut être exécuté d'office: c'est le contrepoids très efficace de la faculté laissée au courtier par la Caisse (évidemment interprète des usages de place), d'opérer par voie de contrat direct, si l'exécution de l'ordre qui lui est passé, s'en trouve facilitée.

Il convient ici de préciser, que les courtiers ne peuvent pratiquer la forme de contrat direct qu'avec des professionnels, en vertu de l'art. 8 de la loi du 27 février 1912 (1).

(1) « Quiconque ne s'occupe pas professionnellement de l'achat ou de la vente de marchandises et de denrées dont le trafic à livrer est réglementé dans les Bourses de Commerce, ne peut traiter des marchés à terme ou à livrer sur ces marchandises et denrées aux conditions des règlements établis dans les dites Bourses, que par l'entremise d'un courtier ou d'un commissionnaire restant soumis aux obligations de mandataire. Toute opération d'achat ou de vente faite contrairement aux dispositions du paragraphe précédent est nulle et

La nécessité, pour le courtier, de satisfaire à toutes les obligations qui incombent au vendeur et à l'acheteur, supprime pratiquement, pour le donneur d'ordre, le risque de contre-partie. La Caisse exige le double appel de marges, d'une part, pour ne pas être à découvert (*principe de technique financière fondamentale*) d'autre part parce que la solvabilité du courtier, est garantie vis-à-vis du donneur d'ordre du fait de l'inscription du marché par la Caisse. Garantie morale d'ailleurs, en ce sens que jamais un donneur d'ordre ne connaît le nom de sa contre-partie ; et ce sont les courtiers qui garantissent à leurs collègues la solvabilité de leurs clients, qui peut être un collègue, ou bien tout simplement un professionnel.

Les courtiers peuvent traiter avec leurs clients sous deux formes :

a) en recevant d'eux des ordres et en les exécutant sur le marché en qualité de mandataires, ils doivent à leurs clients de justifier de la régularité de cette exécution du contrat du mandat qui leur est conféré (art. 1984-2010 C. Civ.).

b) les courtiers peuvent vendre ou acheter sous forme de contrat direct, en n'étant tenu d'aucune justification d'exécution (art. 1582-1701 C. Civ.) (cas prévu par la loi de 1912 précitée).

Il y a quelques quinze années, certains courtiers du Havre avaient constitué une chambre secrète de liquidation, parmi ces courtiers, certains avaient laissé croire à leurs clients (habitués à considérer les marchés à terme comme garantis par la Caisse de Liquidation) que leurs contrats étaient effectivement enregistrés par la Caisse et couverts

ne peut engendrer aucun lien de droit. » (Loi de finances du 27 février 1912, art. 8, 2° et 3° al.)

Il y a donc nullité d'ordre public.

par une contre-opération. Or il n'en était rien (les ordres non couverts, n'étaient pas enregistrés) et le résultat de cette pratique (exceptionnelle et aujourd'hui disparue), fut d'occasionner quelques faillites aussi onéreuses pour l'ensemble des courtiers, que pour les négociants.

Le fait de ne pas demander l'inscription permettait à ces courtiers de ne pas verser les dépôts, et en outre, de ne pas payer à la caisse la commission qui lui est due, pour prix de ses services, commission dont le taux est d'ailleurs réglementaire. (L'étude de la commission prélevée par la caisse, fera l'objet d'un paragraphe spécial.)

Il va sans dire que la responsabilité du courtier qui laisse croire à un client que le marché est inscrit par la Caisse, est entière, le Tribunal de Commerce du Havre tient le Courtier responsable du défaut d'enregistrement.

Cas de suspension ou d'annulation de l'admission

Nous allons reprendre, suivant la méthode que nous suivrons systématiquement, l'étude de l'art. 2 du Règlement 1935.

« Toute personne... doit être agréée par le Conseil d'Administration, qui *peut toujours revenir sur l'admission et en suspendre ou annuler les effets* ».

Ce membre de phrase vise semble-t-il, deux hypothèses : *hypothèse a)* : un courtier néglige de verser pour compte les marges appelées du fait de l'affichage en Bourse des cotes officielles ; *hypothèse b)* : il y a sur le marché, risque d'étranglement.

..*Hypothèse a)* La peine — automatique — est la liqui-

dation d'office de toutes les opérations inscrites au compte, qui de ce fait, prend fin. Le client défaillant quant aux marges, ne fait plus partie de la Caisse.

Il y aurait par ailleurs liquidation d'office, d'une société cliente de la Caisse, qui serait en état de suspension de paiement, ainsi que le précise l'article 13 (1) : « A défaut de versement d'une marge ou en cas de suspension de paiement d'une maison, en raison de l'indivisibilité de tous les engagements et conformément au mandat qui lui est donné dans l'article premier, la Caisse de Liquidation, sans mise en demeure et sans avis ni formalité préalable, liquide d'office toutes les opérations inscrites au compte ».

La Caisse ne peut en effet admettre, en tant que gardienne des intérêts collectifs, dans son cercle, une personne incapable de faire face à ses engagements, et ce, soit vis-à-vis d'elle-même, Caisse self-rouage du terme), soit vis-à-vis de la collectivité exprimée par la masse des créanciers (au nombre desquels peut figurer la Caisse, si la non réponse aux marges a constitué débiteur, le compte du client défaillant)...

Tout se passe comme si l'ensemble des clients de la Caisse constituait une espèce d'association innommée, incapable d'admettre au nombre de ses membres un insolvable.

Il est en outre à la liquidation d'office un mobile plus pratique : un seul des clients de la caisse, se révélant à l'intérieur de la Caisse, ou bien sur la Place, incapable de faire face aux obligations de caractère onéreux qui lui incombent, doit être *ipso facto* éliminé du *circuit de sécurité* le néologisme nous paraît interpréter les faits) formé et fermé, par l'intervention de la Caisse sur le marché du terme.

(1) Du Règlement 1935 : sauf indication expresse contraire, toutes les citations ultérieures du texte du Règlement de la Caisse du Havre se réfèrent au Règlement 1935.

Le risque d'étranglement du marché

Hypothèse b). Il y a sur le marché, risque d'étranglement. « La Caisse... peut... suspendre... les effets de l'admission ».

Il n'y a pas dans cette hypothèse « annulation » des effets de l'admission (possibilité pour le courtier ou l'opérateur de faire inscrire ses marchés par la Caisse). Il y a *suspension* ; ceci confère à la Caisse la faculté de refuser l'inscription de nouveaux contrats, présentés par un client parfaitement en règle avec l'obligation aux dépôts et aux marges.

En langage de Bourse, il y a risque d'étranglement sur un mois, lorsque les stocks disponibles étant accaparés ou menaçant de l'être, les vendeurs ne peuvent, ou craignent de ne pouvoir satisfaire aux demandes de livraison effective (filiales). Le cas peut se produire, soit par force majeure (retard dans la fabrication ou les arrivages à la suite de grèves par ex.) soit à la suite de certaines manœuvres — les acheteurs exigeant la livraison d'une denrée dont ils essaient d'accaparer le stock.

« Pour obvier à cet inconvénient, on a admis sur certains marchés, notamment à Paris, que la Commission directrice de la Bourse, pourrait alors, dans certains cas (produits à fin de mois illimitée) autoriser les vendeurs à résilier purement et simplement les contrats, en liquidant sur un cours de compensation, fixé par la Commission elle-même et basé sur les cours du disponible » (1).

L'art. 13, al. 2, du règlement 1935, donne à la Caisse les moyens techniques de « désétrangler le marché ».

« Toutefois, en cas de nécessité imposée par l'état du marché, la Caisse de liquidation, agissant comme mandataire du défaillant » (*elle agira, en cas d'étranglement*

(1) Depitre, *thèse* Paris 1907, p. 83.

« comme mandataire de la collectivité havraise), aura le
« droit d'effectuer au Havre, ou sur toute autre place, même
« à l'étranger, toutes opérations qu'elle jugerait nécessaires
« ou utiles pour réduire les engagements et tendre à la Liqui-
« dation finale ».

A titre documentaire, le Règlement de *Roubaix-Tourcoing*, réduit, au cas de risque d'étranglement d'un mois, en quelque sorte automatiquement le nombre des opérations à liquider, à celui des filières livrables. Lorsqu'il ne s'agit pas de produits de fabrique, en effet, les réserves provenant du stock invisible sont multiples (tout au moins en période normale et non révolutionnaire). (1)

Au reste, la facilité actuelle des moyens de transport, et la communication instantanée des ordres sur les places mêmes étrangères, ont considérablement réduit le risque d'étranglement.

Sur la place du Havre, le fait ne s'est jamais produit. Et le livreur défaillant encourt normalement une indemnité par jour de retard, avec délai maximum très court, à moins que la Caisse ne préfère (solution habituelle) l'exécuter.

— Des indications qui précèdent, il résulte que la Caisse de Liquidation d'une part, les opérateurs d'autre part, ont la faculté de solliciter ou de refuser l'admission au nombre des clients de la Caisse.

Le client est libre d'accepter le risque de l'insolvabilité de sa contre-partie, insolvabilité que le système des dépôts et des marges, base technique des Caisses de Liquidation a précisément pour effet de supprimer.

La Caisse de Liquidation est absolument libre d'éliminer de sa garantie un élément de sécurité incertaine.

(1) L'importance du stock invisible des sucres a précipité la crise sucrière du marché de Paris de 1905.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'INSCRIPTION DES CONTRATS : MARGES ET DEPOSITS

Nous avons souligné *supra* que, en matière de terme, le crédit prend naissance à la naissance même du contrat. Il est par suite d'une technique financière correcte, pour un organisme chargé d'éliminer les risques du terme, d'exiger lors de l'inscription d'une opération, le versement « en espèces » de l'original déposit et de marges initiales » (art. 9).

Voici les textes du Règlement 1935 qui ont trait à cette vie du contrat inscrit (marges journalières) :

« ART. 3. — En demandant l'ouverture d'un compte, le « commettant s'engage :

« ... 2) A verser : a) les dépôts dont le montant est « fixé par la Caisse de Liquidation et peut être modifié par « simple décision du Conseil d'Administration

b) Les marges, représentant les différences entre le prix « inscrit et la cote officielle ».

Une marge vaut (septembre 1936) :

300 francs pour les cafés,
220 francs pour les cotons,
250 francs pour les cuivres.

Le dépôt ordinaire (même époque) est de : (*unités de contrat ou de filière*)

4.000 francs pour 250 sacs de café,
3.000 francs pour 50 balles de coton,
4.000 francs pour 25 tonnes de cuivre.

L'obligation à l'original dépôt et aux marges initiales peut également être satisfaite par (art. 10) : « ... la remise
« de titres, récépissés-warrants, valeurs commerciales, ou par
« des engagements de caution solidaire, le tout à la satisfac-
« tion du Conseil d'Administration ».

La couverture des dépôts et des marges initiales au moyen de la remise de warrants, répond à l'objet précis de la création du titre : « un titre négociable se substitue dans
« le trafic au produit lui-même, et à chaque endossement de
« ce titre, la marchandise change de propriétaire ou de pos-
« sesseur dans le moindre déplacement matériel » (1).

Un warrant est (au Havre) détaché d'une sorte de carnet à souches, la partie détachable circule, et forme titre du gage constitué par le warrant sur la marchandise déposée dans les docks, magasins généraux ou hangards-annexes. « Négocier un warrant, c'est emprunter sur nantissement... Tous
« les endossements d'un warrant se rattachant le plus fréquemment à des opérations d'escompte » (1).

Les dépôts et les marges peuvent être aussi couverts par des engagements de caution solidaire, de nature commerciale.

L'hypothèse visée est celle-ci : un client habituel de la Caisse, d'une solvabilité certaine éprouve momentanément quelque difficulté à s'acquitter de la remise, sous forme d'espèces ou de titres, des dépôts. Il peut cependant après autorisation spéciale et exceptionnellement faire inscrire le marché : la caution qu'il fournit, de nature expressément

(1) Thaller et Percerou, *op. cit.*, n^{os} 1570, 1584, 1590.

commerciale, ne pourra opposer le bénéfice de discussion ou de division.

ART. 10. — « ... Si les titres remis en nantissement sont « nominatifs, il y est joint une déclaration de transfert et d'affection spéciale en garantie... »

La remise de titres ou de warrants constitue au bénéfice de la Caisse un gage réel, qu'elle se réserve d'ailleurs la faculté de réaliser (art. 10, al. 3, 4, 5).

Un contrat étant inscrit, il existe en second lieu, l'obligation aux marges journalières « versées avant 16 heures pour les cours affichés le matin, et avant midi pour les cours affichés la veille dans l'après-midi (art. 16). Les marges ne sont « demandées » que si l'inscription de leur montant au débit du compte-espèces du client constitue ce compte en perte, ou même diminue par trop le solde créditeur.

La garantie technique des dépôts et des marges : son caractère global

Les dépôts et les marges tombent, dans le compte indivisible ouvert à chacun des clients de la caisse du fait de son admission.

Jetés dans le moule du compte-courant ils perdent leur individualité, résultant de la cause qui a donné naissance à leur versement : ils se transforment en un élément fongible, de la masse de réserve constituée par le client à l'exigence de la caisse. L'efficacité de cette masse de réserve peut, à notre sentiment, être analysée comme suit.

A l'encontre de la caisse, la masse de réserve constituée par chacun des clients sert de couverture au sens large du terme, à tout et partie des opérations que la Caisse acceptera de nouer, et de dénouer, au nom du client ou de ses

donneurs d'ordre, et dont les inscriptions sont supportées par ses livres.

A l'encontre de chacun des clients la masse de réserve constituée par lui, lui donne l'assurance de sa propre solvabilité à toute époque, et d'autre part, la certitude que les risques sont inexistantes que, lui, client, pouvait encourir personnellement, dans son patrimoine, à un moment quelconque, par suite de la carence de sa contre-partie X, inscrite au nombre N de ses contre-parties successives (qui correspondent aux numéros d'inscriptions de ses ordres par la Caisse).

C'est à dessein que nous employons le qualificatif « inexistant ». Il nous paraît rendre compte de la différence essentielle qui sépare l'assurance donnée par la Caisse, de l'assurance ordinaire ; la Caisse supprime le risque, la Compagnie d'Assurance le couvre, seulement lorsqu'il vient à se produire. La Caisse s'interpose entre le client et le risque avant l'arrivée du risque ; l'Assurance, après le risque ; le risque assuré n'est pas supprimé *ab initio*, seules ses conséquences pour l'assuré sont supprimées.

Le risque couvert par l'assurance se réalise « peut-être », le risque supprimé par la Caisse se réalise « certainement » : il est en effet humainement impossible que dans le circuit du terme, aux enchevêtrements successivement multiples, il ne se produise pas, à un moment donné, un défaut de réponse, opposé à une demande de règlement de différences dont la réponse supposée favorable, a depuis des mois, peut-être, servi de support à N opérations.

Les dépôts et les marges sont donc affectés à la garantie d'ordre financier, de l'ensemble des opérations du client

En ce sens, ils ne sauraient être qualifiés de paiement anticipé de l'opération (paiement qui aurait pour objet d'éteindre une obligation d'étendue encore inconnue ?) non plus que de « dation en paiement anticipé », lorsque le dépôt consiste en titres ou valeurs.

Le montant des dépôts et des marges

Dépôts et marges ont un poids qui varie en fonction de l'importance du risque qu'il s'agit d'éliminer.

Or *ce risque dépend* : 1° de la valeur de l'unité de filière, objet du contrat ; 2° de la situation personnelle de l'inscrivant à l'époque de l'inscription ; 3° de la situation particulière du marché à toute époque.

1° De l'unité de filière :

La base de calcul est l'unité de filière, **denrée-valeur** dont la valeur varie maintenant en fonction de la valeur de la monnaie.

Les unités d'inscriptions (*art. 11*) « sont conformes aux règlements des marchés à terme » (à noter l'interpénétration des deux sortes de règlements : règlement de Caisse, règlements de marchés) :

pour le Coton 11.000 kgs nets, soit environ 50 balles ;
pour le Café 15.000 kgs bruts et 14.700 kgs nets, soit environ 250 sacs ; pour la Laine 10.000 kgs nets, soit environ 25 balles ; pour le Cuivre 10.000 kgs nets, soit environ 25 tonnes ;
pour le Poivre Tellichéry 6.000 kgs nets, soit environ 100 sacs ; pour le Poivre Saïgon 6.000 kgs net, soit environ 100 sacs.

La Caisse de Liquidation perçoit les marges comme suit :

Un franc par 50 kgs pour le Coton ; 1 franc par 50 kgs pour le Café ; 1 franc par 50 kgs pour le Poivre Tellichéry et Saïgon ; 1 franc par 100 kgs pour le Cuivre ; 2 francs pour la Laine.

« L'importance de chaque marge à verser pour les autres « marchandises sera déterminé ultérieurement » (*art. 8, règlement 1935*).

2° *De la situation personnelle du client :*

« Les dépôts (original dépôt et marges initiales) dont « le montant est fixé par la Caisse de Liquidation... peut « être modifié par simple décision du Conseil d'Administra-
« tion ».

Les *marges* qui représentent la compensation (art. 3) des différences passives entre le prix inscrit au contrat et la cote journalière sont également modifiables par simple décision de la Caisse (interprétation de l'article 8 précité : « L'importance de chaque marge à verser pour les autres marchan-
« dises sera déterminé ultérieurement »).

Il va de soi que le Conseil use avec beaucoup de prudence, et très rarement, même dans l'hypothèse :

3° *Nervosité du marché*, de la faculté de modifier la valeur des dépôts et marges ; les fluctuations de valeurs dûes aux monnaies peuvent cependant rendre le fait plus fréquent, sans qu'il y ait, à proprement parler une différence résultant d'une différence de cours des denrées-valeurs considérées.

Nature des marchés admis à inscription

Le marché à prime simple est pratiqué sur la place du Havre, non le marché à double prime, ou stellage. Depuis quelques années, il n'est plus possible de se porter à volonté acheteur ou vendeur sur une même affaire, en payant une double prime.

La Caisse de Liquidation admet les affaires à primes à inscription.

Il y a lieu de distinguer :

a) L'inscription au nom du Receveur de la Prime, appelé encore Encaisseur : elle est faite après versement de l'ori-

ginal dépôt, des marges initiales s'il y a lieu « écart entre le prix inscrit au contrat et le cours du jour de l'inscription). Le Règlement 1935 (*art. 26*) prend soin de stipuler que l'encaisseur reste soumis à l'appel des marges ultérieures, après paiement du montant de la prime par le payeur, sans escompte. (La prime ne se confond pas avec le prix).

b). L'inscription au nom du Payeur ; elle n'est évidemment ferme que si le Payeur avertit la Caisse, au plus tard à midi (le 25 qui précède le mois d'échéance) et par écrit, qu'il rend l'affaire ferme. « A défaut d'option dans les conditions « stipulées ci-dessus, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en « demeure par la Caisse de Liquidation, le Payeur est considéré comme faisant abandon pur et simple de sa prime ».

«Le jour de la réponse de l'option, le montant de la « prime est porté au crédit du compte de l'encaisseur sous « déduction de l'escompte qui revient au Payeur » (*art. 27*).

L'affaire à prime, devenue ferme, se liquide comme les affaires ordinaires (1).

*
**

Ce ne sont pas les Caisses de Liquidation qui ont inventé le système des marges, les courtiers le connaissent de longue date ; cependant les Caisses de Liquidation étant donné leur importance sur la place, et leur caractère inter-corporatif, peuvent ériger ce système en règle absolue.

D'autre part le règlement de la Caisse de Liquidation

(1) Lorsqu'une partie a payé le droit, par une prime simple à la baisse, acquise en tous cas aux encaisseurs, de livrer tant de sacs de café à tel prix ou de résilier purement et simplement, le montant de la prime devant être payé en faisant la réponse entre les mains des encaisseurs au plus tard à telle date avant midi, la clause du paiement de la prime est intimement liée à celle de la réponse. » (Trib. Com. Havre, 14 mai 1913.)

qui stipule l'exécution d'office pour non réponse aux marges, est licite, par application de l'article 1134 C. Civ.

Sur cette question de la Liquidation d'office et des marges nous relevons cette note insérée au Sirey :

« ... La marge joue, dans les opérations sur marchan-
« dises, le même rôle que la couverture dans les marchés à
« terme de valeurs... la marge est le dépôt supplémentaire
« que l'intermédiaire après avoir engagé des opérations,
« estime nécessaire de se faire remettre par son client... ; si
« les cours viennent à faiblir et que la marge soit insuffi-
« sante, il appartient au courtier... d'exiger immédiatement
« un versement complémentaire en espèces... ou un nouveau
« dépôt de titres ou de marchandises. (Vr. Tercel et Lejeune
« *T. des op. Com. de banque*, 2 Ed. p. 269 et ssq. Comp.
« sur le droit des agents de change en cas d'insuffisance de
« la couverture : Cass, Req. 5 février 1900 - S. 1901 - 1-21,
« et la note de M. Wahl) ; en l'espèce, les parties avaient sti-
« pulé qu'au cas où le Courtier aurait vainement réclamé une
« marge supplémentaire, il pouvait à défaut de paiement
« liquider... (d'office)... Cette stipulation n'ayant en soi rien
« d'illicite devait être exécutée, par application de l'art. 1134
« Code Civil ». (S. 1921, note sous Cass. Req. 19 Mars 1915 et
20 Janvier 1919).

CHAPITRE III

LA CAISSE DE LIQUIDATION, SOCIÉTÉ ANONYME

Avant que de décrire l'intervention dans la liquidation des marchés, de la Caisse du Havre, il convient de noter le caractère onéreux des services que procure la Caisse.

S'interposant dans le mécanisme perfectionné des échanges, objet du terme réglémenté, la Caisse de Liquidation a pour objet social une activité d'ordre commercial.

La nature commerciale de ses services résulte des faits; et l'activité de la Caisse s'exprime dans une formule commerciale, la formule d'une société anonyme par actions, régie par la loi du 24 Juillet 1867.

CARACTÈRE ONÉREUX DES SERVICES DE LA CAISSE DE LIQUIDATION

La Caisse, société commerciale, procure ses services moyennant Commission ; l'appellation générique a toujours désigné, au Havre comme à Hambourg, à Roubaix-Tourcoing, comme à Marseille et à Paris, le prix, dû la Caisse en raison de l'enregistrement d'un contrat, payé pour partie par l'acheteur, par le vendeur, et par le courtier.

Au Havre, le montant respectif de ces parties est différent, ainsi que le montant total de la Commission selon la nature des denrées traitées, et leur valeur à l'époque de l'inscription des unités de contrat.

L'ancien Règlement (art. 27) indiquait comme suit le montant des différentes commissions prélevées :

« La Commission dûe à la Caisse de Liquidation, en raison de l'enregistrement d'un contrat et prélevée par elle, achat et vente, est :

« Pour le Coton : 0,39 par balle, payables à raison de : 0,13 par le courtier ; 0,13 par l'acheteur ; 0,13 par le vendeur.

« Pour le Café : 0,08 par sac, payables à raison de : 0,04 par le courtier ; 0,02 par l'acheteur ; 0,02 par le vendeur.

« Pour le Poivre (Tel. t Saïg.) : 0,08 par sac, payable à raison de : 0,04 par le courtier ; 0,02 par l'acheteur ; 0,02 par le vendeur.

« Pour la Laine : 0,80 par balle, payables à raison de : 0,40 par le courtier ; 0,20 par l'acheteur ; 0,20 par le vendeur.

« Pour le Cuivre : 1,60 par tonne, payables à raison de : 0,80 par le courtier ; 0,40 par l'acheteur ; 0,40 par le vendeur ».

Le Règlement 1935 se réfère, pour le calcul de la Commission « à la répartition déterminée par les syndicats de commerce pour chaque article » (pour les frais syndicaux, le courtage et enfin la Commission de la Caisse).

Il y a, dans cette référence expresse du Règlement 1935, une indication nouvelle de l'interpénétration des règlements de place : règlement de Caisse et règlements syndicaux, comme du caractère intercorporatif de la Caisse. C'est, à notre sentiment, la caractéristique qui rend compte de chacune des particularités du fonctionnement de l'organe, comme de leur ensemble.

Le montant définitif de la Commission reste fixé par le Conseil d'Administration, sur la base de calcul indiquée (art. 14, Règlement 1935).

Le courtier qui opère comme contre-partie est, ainsi que nous l'avons déjà noté, tenu à toutes les obligations de Vendeur ou d'Acheteur (*art. 5, 1935*).

Les Contractants qui apportent directement, sans l'intermédiaire d'un courtier, leurs déclarations à la Caisse, débitent de ce fait leur compte, non seulement de la Commission de la Caisse, mais du courtage habituel et des frais divers que les usages de place mettent à la charge du courtier (les frais d'arbitrage sont versés directement à la Chambre arbitrale).

C'est ce qui résulte de l'article 14 précité du nouveau Règlement, article qui supprime purement et simplement l'article 4 très long de l'ancien règlement, qui donnait à l'enregistrement des contrats une forme solennelle (1).

La Commission prélevée par la Caisse pour rémunération personnelle de ses services n'est pas son seul bénéfice. Pour toute affaire liquidée par anticipation, la Caisse met immédiatement à la disposition de ses clients créiteurs, les soldes qui leur reviennent ; elle perçoit sans délai les sommes qui lui sont dûes : son bénéfice, en l'espèce, résulte de l'application de deux taux d'intérêt ; l'un plus élevé pour les paiements qu'elle reçoit, l'autre, moins élevé, pour les paiements qu'elle fait ; la pratique des établissements ban-

(1) Ancien Règlement, art. 4 : « L'enregistrement est fait sur les « déclarations de contrats écrites et signées par les Contractants. La « Déclaration n'est qu'une proposition d'enregistrement, elle n'engage « la Caisse de Liquidation en aucune façon. Elle est présentée soit par « le Courtier, intermédiaire du marché, soit par les contractants. Le « Courtier, pour avoir la faculté de présenter... doit être agréé... Les « Contractants, qui déclarent un contrat... sont tenus, en outre de leurs « obligations de contractants, à toutes les commissions et taxes que le « présent règlement et les usages de la place mettent à la charge du « Courtier, sans en excepter les frais, etc... »

— La disposition finale a pour objet de préciser la position favorable de la caisse pour le ministère des Courtiers, que les usages de place tendent évidemment à rendre obligatoire.

caires est d'ailleurs identique. (L'intérêt consenti par la Caisse sur les dépôts est actuellement, septembre 1936, de 0,50 du cent).

*
**

Les Commissions, perçues par la Caisse, viennent alimenter ses réserves : réserves légales (le maximum est atteint), réserves statutaires.

En ce sens, mais en ce sens seulement, l'on peut énoncer que les commissions sont l'un des éléments de la garantie que la Caisse procure, de la bonne exécution des contrats.

La Commission a, en effet, une cause absolument différente de celle des marges et dépôts. La cause de la Commission réside dans la nature commerciale des services procurés par la Caisse. La Caisse s'insère, moyennant salaire, dans la circulation de denrées-valeurs (1). D'institution antérieure à la loi du 1^{er} avril 1893 (art. 67 nouveau de la loi de 1867), la Caisse du Havre suit la nature de son objet : nature commerciale.

Il ne nous semble pas que la différence qui separe la Commission et les dépôts ait été dans tous les cas précisée ; il convenait d'autre part de la souligner, puisqu'elle met en relief la *nature bi-partie de la Caisse de Liquidation : organe intercorporatif, dont le support juridique est la forme société anonyme*.

Le Règlement de 1935, nous l'avons souligné liminairement, n'a en rien modifié les services que la Caisse procure à la Communauté Havraise ; l'objet de la Caisse, sous l'empire du nouveau Règlement, comme de l'ancien texte, reste commercial, même, et surtout peut être, si la Caisse doit

(1) Cf. Thaller et Percerou, *op. cit.*, n° 25.

expressément accomplir pour le compte d'autrui une opération, ou d'une façon habituelle des opérations, sur un produit circulant.

Une partie de la doctrine considère que la commercialité de l'acte de commission se décèle par la commercialité de l'acte eu égard au mandant. Elle résulte plutôt, pour certains auteurs (1), de la commercialité de l'acte lui-même.

L'une ou l'autre opinion permettent de rendre parfaitement compte de la commercialité de l'objet de la Caisse. commercialité précisée cependant, s'il est possible, par la position juridique expresse de commissionnaire à l'exécution, reconnue par le Règlement 1935 à la Caisse de Liquidation du Havre.

En fait d'ailleurs, la commercialité de la Caisse n'a jamais été mise en question.

La Caisse de Liquidation a pour support juridique une formule, commerciale par nature, et par forme.

LA CAISSE DE LIQUIDATION, SOCIÉTÉ ANONYME, EST TENUE A LA CONSTITUTION DE RÉSERVES

La Caisse de Liquidation du Havre, fondée en 1882 sous la forme de société anonyme, a constitué trois fonds de réserves.

La *réserve légale*, obligatoire pour les sociétés anonymes, conformément aux prescriptions de l'article 36 de la loi du 24 Juillet 1867, est alimentée par un prélèvement de 1/20 (5 %) du bénéfice net, calculé annuellement. (L'obligation du prélèvement cesse, lorsque le montant de la réserve légale est égal au 1/10 du capital social).

Pour les Sociétés anonymes par actions, la loi ne prévoit pas l'obligation d'employer les réserves en achat de valeurs déterminées. Les Sociétés d'assurance, par contre, sont

(1) Thaller et Percerou : *Traité de droit commercial*, n° 1.114.

soumises pour l'emploi de leur réserve légale à des conditions d'emploi déterminées par le décret de 1922.

La Caisse de Liquidation du Havre tient cependant effectivement compte, pour l'emploi de ses réserves, des préoccupations de sécurité qui ont inspiré le législateur en matière d'assurances.

Aux termes de l'article 46 de ses statuts, la Caisse du Havre effectue en outre un prélèvement de 10 %, « pour
« constituer un autre fonds de réserve, destiné à compenser
« les pertes possibles et ce jusqu'à ce que ce fonds spécial
« ait atteint une somme égale au 1/10 du capital social, avec
« faculté au Conseil d'Administration de dépasser le
« quantum de 10 % fixé ci-dessus, s'il y a lieu de reconsti-
« tuer tout ou partie de cette réserve ».

C'est en quelque sorte la constitution d'un fonds d'assurance, immuable, contre les pertes possibles.

CHAPITRE IV

LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE SELF-ORGANE EXÉCUTIF DES MARCHÉS A TERME

Le principe est le suivant : *la Caisse du Havre, assume la charge de mener à bonne fin les opérations traitées aux conditions du terme réglementé.*

La liquidation de ces sortes d'opérations peut être effectuée par voie de filière ; et toute liquidation par filière se double nécessairement d'une liquidation par différence.

La liquidation peut également prendre la forme d'un règlement différentiel, par voie de compensation.

Le mode de liquidation par voie d'émission de filière n'est pas toujours compris dans les attributions d'une Caisse de Liquidation, *stricto sensu*.

A Paris, le service des filières paraît être indépendant de la Caisse ; son organisation est d'ailleurs plus ancienne, que la Caisse de Liquidation actuelle, instituée à Paris.

Quoi qu'il en soit, les articles 20 et suivants du règlement de la Caisse de Paris, réglementent les conditions de la liquidation des marchés par filière, inscrits par la Caisse :
« La Liquidation par filière donne lieu à l'établissement d'un
« bordereau, sur lequel figureront le montant de la commis-
« sion acquise à la Caisse de Liquidation, et tous les frais et

« taxes imposés par les usages de la place et par la loi ». (Art. 23).

*
**

La fonction spécifique des Caisses de Liquidation, et de la Caisse du Havre, est de faciliter la liquidation des marchés par règlements différentiels. Les obligations réciproques de l'acheteur et du vendeur se trouvent éteintes, par le paiement et le reçu d'une différence, active ou passive.

La loi du 28 Mars 1885 a rendu au paiement par différence le caractère de simple mode d'exécution d'opérations à terme, lorsque lesdites opérations ont pris la forme de marchés à terme, et que les spéculations du contrat n'excluent pas la possibilité d'exécuter le marché par livraison effective.

C'est ce que précise notamment un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation, en date du 14 décembre 1921 : (Dal. 1922-I-13) (1).

« Attendu qu'en déclarant en termes impératifs, que nul
« ne peut se soustraire aux obligations résultant de tous mar-
« chés à livrer sur marchandises, lors même qu'ils se résou-
« draient par le paiement d'une simple différence, la loi du
« 28 Mars 1885 a entendu, quand les opérations ont pris la
« forme de marchés à terme, interdire aux parties d'opposer
« l'exception de jeu, et, aux juges, de rechercher l'intention
« des parties ; qu'il appartient seulement à ceux-ci de recher-
« cher si le consentement du donneur d'ordre n'a pas été
« vicié par le dol ; attendu que l'arrêt (Douai, 26 juin 1913),
« déclare que les opérations litigieuses ne constituaient pas
« un marché à terme, comme n'ayant eu pour objet que des

(1) Dans le même sens : Cass. Req., 8 déc. 1913, S. 1914, I-192 ; Cass. Req., 1^{er} avril 1919, S. 1920-I-61.

« opérations purement fictives, lesquelles constituaient un
« simple jeu parce qu'elles n'étaient que différentielles ;
« mais attendu que les stipulations du contrat n'excluaient
« pas l'exécution du marché, que chaque partie avait la pos-
« sibilité d'exiger de l'autre l'exécution de ses engagements ;
« qu'ainsi le contrat librement conclu prévoyait et réglait des
« opérations constitutives d'un marché à terme ; que dès
« lors, en statuant comme il l'a fait, l'arrêt a vicié le texte
« de la loi susvisée... »

Il appert de ce texte, d'une part, que le règlement par différence, ou par compensation, d'un marché à terme, est parfaitement correct, et que d'autre part, il ne peut pas être imposé, comme unique mode de résolution des obligations réciproques, nées des marchés à terme.

N'y aurait-il pas, dans cette particularité, la cause essentielle de la liberté qui est laissée aux opérateurs et aux courtiers de recourir aux services de la Caisse de Liquidation, généralement considérée comme spécialement chargée des règlements par différence ? Il existe, à notre sentiment, entre l'une et l'autre liberté, un corollaire nécessaire.

Il convient d'ailleurs de noter que conformément à l'interprétation de la loi du 28 Mars 1885, tous les marchés enregistrés à la Caisse de Liquidation confèrent par définition la faculté d'exiger ou d'imposer une livraison à l'expiration du terme.

Mais les fabricants, qui veulent transformer les produits, ont seuls intérêt à liquider un marché par livraison, ou mieux, par réception de filière ; la fongibilité des marchandises, la base uniforme stéréotypée des qualités et des quantités représentées par les unités de contrat, la fixation par voie réglementaire des époques de livraison, — toutes ces précautions seraient inutiles et oiseuses, si le règlement par différence n'était pas ordinairement pratiqué.

La fongibilité s'étend d'ailleurs aux opérations elles-mêmes, et c'est la deuxième raison pour laquelle la pratique de la compensation n'est jamais obligatoire : en acceptant, à l'exclusion de tout autre mode, le règlement par différence, je renonce au droit de choisir ma contre-partie, j'accepte de courir le risque d'insolvabilité d'un inconnu; ceci ne peut pas m'être imposé.

Pour qu'il y ait compensation possible (au sens très large actuellement employé pour définir un des effets du compte-courant), entre deux affaires réciproques, il suffit qu'il existe sur le marché du terme une deuxième affaire, distincte de la première et postérieure, non viciée par le dol, librement conclue comme la première sous le régime de la loi de l'offre et de la demande.

En matière d'exécution des marchés à terme, le rôle essentiel de la Caisse de Liquidation est précisément de faciliter les règlements différentiels, expressément permis par la loi d'une part, d'autre part résultat logique des prescriptions des règlements de marchés.

La Caisse de Liquidation du Havre facilite la liquidation des marchés :

a) En donnant aux inscriptions d'engagements la possibilité de se rencontrer, sur un être central, chargé de leur dénouement. Les engagements enregistrés sont des contrats complets entre lesquels il y a possibilité de compensation; et il semble bien que la jurisprudence de la Cour de Rouen notamment, ait totalement méconnu cette base essentielle de toute compensation, même entendue au sens large. Il ne peut y avoir compensation qu'entre des obligations existantes. Or la cour de Rouen, ainsi qu'il sera précisé infra, attribua formellement à la Caisse de Liquidation du Havre le caractère d'une Caisse de formation des contrats ;

b) En procurant, par des mesures d'ordre technique (déposits, marges), aux opérateurs, la certitude que les règlements par différences seront effectifs ;

c) En donnant sur demande, aux opérateurs, la possibilité de liquider par anticipation, de dénouer par anticipation une opération.

Du paragraphe : a), résulte en fait l'élargissement du marché à terme, élargissement indispensable pour permettre à la place de devenir un « marché » d'importance mondiale ; or, un tel accroissement, nécessaire dans l'économie d'une nation, serait impossible si les opérateurs à terme ne se recrutent que parmi les professionnels, à la recherche d'une assurance : les fabricants mêmes ne pourraient trouver, sans la contre-partie d'un spéculateur, qui opère à terme, et qui n'a jamais eu l'intention de prendre livraison, l'assurance qu'ils recherchent : nous avons par ailleurs souligné l'importance économique de la spéculation, qui crée et soutient les cours.

En second lieu, la Caisse de Liquidation crée par l'octroi de sa garantie la sécurité du marché (§ b).

En troisième lieu (§ c), elle accélère, lorsque l'argent est rare, la circulation des capitaux par le procédé de la liquidation anticipée ; cette accélération est d'autre part facilitée, et soutenue, en raison même de la sécurité conférée par la Caisse aux nouveaux placements possibles.

CHAPITRE V

FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE LA CAISSE

Examen de la question de la Liquidation anticipée

La possibilité d'escompter par anticipation les résultats des engagements à terme, valeur du jour de la liquidation, résulte pour la Caisse de l'art. 16 de son Règlement 1935 :

« L'échéance d'un engagement est le dernier jour du
« mois traité. Toutefois, sur la demande de l'opérateur et
« avec l'agrément de la Caisse de Liquidation, les différences
« résultant des ventes et des achats sur un même mois, pour-
« ront faire l'objet d'un règlement par anticipation sous es-
« compte jusqu'à l'échéance, et, à partir du 15 du mois précé-
« dant le mois de l'échéance, cette liquidation pourra être
« faite valeur fin du mois traité. Le dernier jour de ce mois,
« la Caisse de Liquidation liquide dans l'ordre de leurs ins-
« criptions les ventes et les achats qui n'ont pas fait l'objet
« d'un règlement anticipé ».

De ce texte, deux conclusions se dégagent :

a) Il n'y a pas de différence de nature entre les règlements différentiels opérés par la Caisse, à l'échéance du terme, et les règlements par anticipation ; dans l'un et l'au-

tre cas, les opérations seront régulièrement closes. Le contractant renonce au bénéfice du terme, et il reçoit de la Caisse le paiement immédiat de la différence, calculée valeur du jour de la liquidation.

b) Le terme, stipulé généralement dans l'intérêt du seul débiteur, est ici dans l'intérêt de l'un et de l'autre contractant ; le terme est la fin — sens scholastique — du marché. L'un ou l'autre contractant est donc parfaitement fondé à renoncer à une faculté, qui est par ailleurs susceptible d'aggraver sa perte, si la pente des cours se dessine défavorable.

c) *Il convient de remarquer l'originalité de la liquidation anticipée*, accordée par les Caisses de Liquidation, et qui n'est pas pratiquée par les Clearings ; c'est une mesure d'es-compte, mais tout se passe comme si la garantie à l'exécution donnée par la Caisse, pouvait rétroagir et s'exercer réellement par anticipation. La Caisse accepte sur demande de rendre ce service, qui est de nature, en périodes troublées, de restreindre considérablement les fluctuations, en permettant les dégagements des positions compromises, en sauvant, en récupérant des moyens de crédit, lesquels, libérés, vont revenir alimenter le circuit même du terme ; il y a là une sorte de création de crédit sur le terrain corporatif, un circuit sans fin, bouclé par la Caisse.

Les Clearings, qui sur la place de New-York notamment sont sous la dépendance étroite des associations de courtiers (coton et caoutchouc entr'autres) règlent journellement les différences actives ou passives, qu'il y a lieu, d'après les cours du jour, d'inscrire au crédit ou au débit des comptes des courtiers qui font partie de l'association. Mais c'est là un simple procédé comptable, un fractionnement journalier des éléments de perte ou de gain, qu'implique l'opération avant l'époque de la liquidation, un émiettement et une fixation sur chaque jour des risques qu'elle entraîne : le contrat subsiste.

La liquidation anticipée par contre fait disparaître les engagements, les résout par anticipation.

Certaines études (1) voient dans l'enregistrement des contrats par la Caisse (contre-partiste), l'explication de la possibilité de régler par anticipation la différence, valeur du jour.

« Il nous faut exposer comment ce perfectionnement dé-
« sirable (la liquidation anticipée) une caisse de liquidation
« le réalise... Du moment où par deux marchés enregistrés,
« on a vendu et acheté sur le même mois - la contre-partie
« étant la même, la compensation est toujours possible sur
« les mêmes quantités. De plus l'opérateur va avoir la faci-
« lité de liquider son affaire - et par conséquent de toucher
« son bénéfice ou de payer sa perte sans attendre l'échéance
« normale de l'opération. Facilité très appréciable, surtout
« quand les opérations se soldent en bénéfice, l'opérateur
« pouvant fort légitimement désirer avoir, soit des capitaux
« abondants en main, soit un compte créditeur plus élevé,
« garantie des autres opérations en cours, afin d'éviter les
« versements supplémentaires ».

L'inconvénient de ce raisonnement, que l'auteur indiqué cite, sans l'admettre d'une manière précise personnellement, est qu'il pose, en prémisses, la conclusion : les règlements par Caisse de Liquidation s'opèrent par voie de compensation; la compensation ne peut s'opérer qu'entre deux dettes réciproques (2) (d'acheteur et de vendeur) ; les différentes positions d'acheteur et de vendeur prises sur un mois donné, par un même opérateur, sur une même denrée, ont donc nécessairement une même contre-partie : c'est la caisse.

Nous analyserons différemment *la cause* de l'escompte par anticipation.

La Caisse, à l'encontre des Clearings, lesquels ne font

(1) Depitre, *op. cit.*, p. 72.

(2) Liquides et échues...

pas de crédit, peut effectivement accepter d'escompter les opérations, ou mieux leurs résultats calculés valeur du jour; en effet :

1) La garantie que la Caisse procure s'applique au paiement par différence ; dans le cas de liquidation par anticipation, il y a bien règlement par différence, c'est-à-dire liquidation correcte d'une opération dont le terme n'est qu'une modalité suspensive de l'obligation à double exécution.

2) La garantie de la caisse est parfaite dès l'enregistrement du marché précisément *parce que le risque prend naissance à la formation du contrat*. A l'encontre de la Caisse, ceci résulte de son règlement, dont la teneur est obligatoire pour elle, Caisse, au même titre que pour les opérateurs ou les courtiers ; à l'encontre du client, cela résulte également du règlement de la Caisse.

La garantie, concomitante de l'enregistrement, entraîne donc support immédiat d'un risque réel ainsi que nous l'avons souligné *supra*. Sans doute, le risque, au moment même de la formation du contrat, est pratiquement nul ; en conséquence, le décalage susceptible d'exister dans le temps, entre formation et enregistrement, est négligeable, du point de vue examen du risque, qui est le nôtre actuellement.

La liquidation par anticipation nous apparaît essentiellement, comme l'usage par un client de la Caisse, de la faculté qui lui appartient, parfaite dès l'inscription du marché, de se prévaloir vis-à-vis de la Caisse de la garantie dont l'inscription matérialise l'existence, avec celle du risque.

En fait, il est d'ailleurs évident que l'escompte par anticipation se présente comme une opération de crédit. Lorsque les capitaux sont raréfiés, et le taux d'escompte de la Banque de France très élevé (1924 : 7,5 et 8), la Caisse, afin de créer des capitaux dans le circuit du terme qu'elle suppose,

et supporte, pratique un taux d'escompte de 6,5 ; elle favorise systématiquement l'escompte par anticipation, dont le montant annuel se chiffre dès lors par millions ; le crédit naît du crédit ; et il contribue à assainir le marché.

*
**

Nous aurons maintenant à examiner le mode pratique adopté par le Règlement 1935 de la Caisse du Havre, d'une part pour les liquidations par différence, d'autre part pour les liquidations par voie d'émission de filière.

*
**

Modalités pratiques des Liquidations par différences

L'inscription d'un achat et d'une vente (*art. 4, règlement 1935*) :

« s'effectue sur la demande des opérateurs ou de leurs
« courtiers ; cette demande indique : les nom et adresse du
« vendeur ou de l'acheteur, la quantité, le prix, la nature de
« la marchandise traitée, l'époque de livraison ».

Art. 6. — « Les intéressés seront avisés de l'inscription
« et de la garantie de leurs opérations par le duplicata des
« inscriptions portées à leur compte qui leur sera adressé.
« Leur courtier en sera également informé par avis tenu à
« sa disposition au siège social. Le défaut de délivrance de
« duplicata et d'avis d'inscription indique que l'affaire n'est
« pas inscrite, et par conséquent n'est pas garantie par la
« Caisse».

« En cas de perte ou de destruction du duplicata de
« compte délivré par la Caisse de Liquidation (*art. 7*) ses
« livres feront foi ».

« En matière d'engagements fermes, les achats et les ven-
« tes sur un même mois seront jumelés (*art. 15*) par la Caisse
« de Liquidation au fur et à mesure de leurs inscriptions au
« compte du commettant, dans l'ordre de ces inscriptions,
« compte tenu des différences en perte, des frais et, si le
« Conseil en décide ainsi, des différences en bénéfice ».

« La Caisse n'appliquera pas de dépôt aux opérations
« ainsi jumelées. Elle ne pourra retenir qu'un seul dépôt
« sur des jumelages formés par un achat sur un mois et une
« vente sur un autre mois. Elle pourra appeler dépôts et
« marges sur chaque partie d'opérations déjumelées pour
« quelque raison que ce soit. Le dépôt sera celui en vigueur
« au jour de l'appel ».

Chaque nature de marchandises donne ouverture à un
livre distinct, pour ses enregistrements et pour ses marges.
Les ventes reçoivent toujours un numéro impair, et les achats
un numéro pair, ceci dans l'ordre même de leur présenta-
tion à la Caisse. Le procédé pratique d'inscription est donc
des plus simples.

Il y a « jumelage » *possible* (1) lorsque des marchés por-

(1) L'obligation dite d'achevalement dans les marchés à terme n'est pas obligatoirement une forme indirecte de la liquidation de l'opération. L'achevalement ne constitue pas une jonction indissoluble entre l'achat d'une marchandise sur un mois, et la vente sur un autre mois.

A l'encontre du report, qui constitue en un achat et ne vente simultanée d'une même quantité de marchandises sur deux mois différents, et ne peut se déboucler que par un rachat et une revente simultanée, et donne lieu à une commission réduite, l'achevalement forme deux opérations bien distinctes, qui, jumelées pour les faciliter de la comptabilité seulement deviennent la garantie l'une de l'autre et fait disparaître le jeu des marges, et la nécessité du dépôt pour chacune d'elles. (Trib. Com. du Havre, 4 mars 1914.)

lent sur le même nombre d'unités de contrats d'une marchandise donnée.

Prenons l'exemple suivant :

J'ai deux ventes sur novembre et quatre ventes sur décembre d'une unité de contrat ou de filière, de café, dont le poids type est 60 kilos (pour simplification je néglige les provenances). Les six inscriptions, passées soit en mars, s'inscrivent sous les numéros d'ordre : 1, 3, 5, 7, 9, 11, aux prix respectifs indiqués par moi de frs 180, 178, 175, 177, 181, 180.

D'autre part je fais inscrire six achats de café sous les numéros 2, 4, 6, 8, 10, 12 (attribués par la Caisse dans l'ordre des inscriptions, et qui figurent sur le duplicata qui m'est délivré) dont deux sur novembre, et quatre sur janvier, aux prix respectifs de 182, 175, 176, 170, 170, 170. Si le 10 octobre 1933 le café cote 179 francs, mon compte pour chacun des trois mois de novembre, décembre et janvier s'établira comme suit : jumelage 1-2 : perte 2 marges ; jumelage 3-4 gain : 3 marges ; jumelage 5-6, perte : 1 marge, etc...

Avant 1926, la filière de café était de 500 sacs et 30.000 kilos brut, elle n'est plus, depuis cette date, que de 250 sacs, soit 15.000 kilos brut.

Examen du rôle de la Caisse dans la circulation des Filières

La Caisse du Havre provoque l'émission ou la réception de filières, pour alimenter une vente ou achat à découvert.

« Art. 21. — « ...au plus tard 24 heures avant l'expiration
« du délai stipulé par les règlements des marchés à terme
« pour la création des filières, un vendeur a l'obligation de

« présenter à la Caisse de Liquidation une demande d'ins-
« cription de rachat ou une filière, qui circulera suivant les
« indications qui y seront stipulées, faute de quoi la Caisse
« est en droit de racheter d'office pour le compte de qui de
« droit les ventes non alimentées. »

« Tout acheteur sera tenu de recevoir une filière pour un
« achat non suivi d'une vente inscrite au moins une demi-
« heure avant l'endossement de cette filière. (Art. 10) ».

La Caisse endosse la filière pour le compte (stipulation du Règlement 1935) du vendeur, ou de l'acheteur. L'« *arrê-
tiste* » règle le prix directement au livreur de la filière,
comme s'il venait de recevoir de lui le titre.

La Caisse de Liquidation n'est responsable ni de la créa-
tion, ni de la circulation ni de la livraison proprement dites
des filières, « qui doivent se faire dans les conditions stipu-
« lées par les règlements des marchés à terme ».

Pratiquement il résulte de ceci qu'une filière de forme
irrégulière serait arrêtée lors de son passage par la Caisse.

La Caisse se borne à garantir à tout arrêteste qu'une
filière lui sera délivrée ; à tout créateur, que le prix de la
filière lui sera payée. C'est ce qu'indique le paragraphe ci-
après distrait de l'article 24 :

« Au cas de défaillance du receveur, la Caisse de Liqui-
« dation prend livraison à sa place. Au cas de la défaillance
« de l'émetteur, la Caisse de Liquidation livre à sa place,
« étant entendu qu'elle se libèrera valablement par la livrai-
« son de toute marchandise faisant aliment au contrat du
« Terme ». (Ceci vise le cas d'un groupe d'opérateurs
« essayant de bloquer le marché à terme.)

Des précisions qui précèdent il résulte que la Caisse
n'intervient bien que pour garantir la régulière exécution,
« régulière » au sens des règlements de marchés — *des obli-*

gations abstraites de livrer ou de payer, nées d'un achat ou d'une vente qui se liquident par filières.

« Lors de la livraison des filières la Caisse de Liquidation n'intervient entre l'émetteur et le receveur que pour garantir les obligations de l'un vis-à-vis de l'autre », (la liquidation par différence n'étant plus possible à l'époque prévue pour la livraison par les Réglements du terme sur la place).

Nous citerons les 2^e et 3^e paragraphes de l'article 24 :

« Notamment la Caisse de Liquidation n'est pas responsable des livraisons consenties sans paiement préalable, ni des versements faits en totalité ou à valoir sur les sommes indiquées sur les filières, ni des différences de poids, ni des réfections ou des magasinages, le tout devant être réglé directement entre le livreur et le receveur sous leur responsabilité, conformément aux conditions du marché à terme.

« La Caisse de Liquidation est également dégagée de toute obligation si, au plus tard le troisième jour ouvrable après l'expiration des délais prévus aux marchés il ne lui est parvenu aucune réclamation concernant la livraison et le paiement de la filière ».

Livraison et paiement de la filière, c'est-à-dire livraison du titre, contre remise de sa valeur au jour de la livraison. Les règlements des expertises relatifs aux filières (clauses de typages de marchandises, d'expertises préalables certifiées par les cachets des organismes responsables) sont très rigoureux ; cette réglementation a pour objet, et sur les places telles que Le Havre pour effet, d'affirmer la fongibilité pratique parfaite de toutes les unités de contrat, ainsi que nous l'avons signalé supra.

Il va de soi que la Caisse chargée de l'exécution régu-

lière des marchés à terme ne saurait être responsable d'une organisation que sa présence présuppose nécessairement être parfaite. Une Caisse de Liquidation ne peut, par définition, assumer la circulation que d'unités fongibles qui peuvent effectivement être mises en circulation sur le marché du terme réglementé, en donnant lieu à une série de règlements par différences, entre les endosseurs successifs.

Ce sont bien les prescriptions minutieuses des Règlements de marchés ayant trait au typage (qualité, poids) de ces denrées, qui permettent d'opérer à terme sur des unités de contrat, également dénommées unités de filières, unités pratiquement fongibles : l'application des règlements, ainsi que nous l'avons par ailleurs précisé, supprime tous les risques inhérents aux différences de valeur marchande, des unités de denrée-valeur ayant cours au Havre. Les opérateurs à terme, les courtiers, la Caisse de Liquidation enfin, n'ont pas, eux, à vérifier si les qualités reconnues par les experts, être celles des unités de coton, poivre, etc..., correspondant à la réalité des faits. Et ce sont les contractants, et eux seuls (ou les courtiers), qui peuvent demander un arbitrage dit du second degré, si l'arbitrage du premier degré leur paraît discutable.

Les règlements successifs des différences, résultant pour les endosseurs successifs de l'écart entre le cours de la denrée, au jour de l'endossement, et le prix inscrit, ont lieu sous la médiation et sous la responsabilité de la Caisse de Liquidation : *car toute livraison de filière se double nécessairement d'une liquidation par différence*. On ne saurait trop insister sur le fait, qui explique que la Caisse de Liquidation peut prendre en charge la garantie des règlements différentiels nés d'une filière.

Soit l'exemple ci-après :

Une filière de café est émise et reçue le 10 décembre 1933, le cours du café à cette date étant frs 180.» les 60 kilos, L'émetteur E l'a vendue frs 220 » en janvier 1933, et le receveur R l'a achetée 200 francs en avril. L'émetteur E (ou plus exactement le service chargé de faire circuler le titre) la facture frs 180.» au receveur R, et reçoit de la Caisse de Liquidation la différence, soit frs 40.» . E fait un bénéfice de frs 40.» par unité de contrat ou de filière, dont la Caisse crédite le compte de E. L'arrêliste R perd par unité de contrat frs 20.» que d'ailleurs il a antérieurement versés sur appel de marges, à la Caisse, agissant pour le compte de X... La Caisse, en effet, a reçu de janvier à décembre, de différents acheteurs en perte, la totalité de la différence positive qu'elle inscrit au compte de E.

Du fait de l'appel régulier des marges, tout se passe en virements d'écritures, à l'intérieur des comptes de chacun des filliéristes ou de leurs commettants.

Le bénéfice réalisé par E. eût été inférieur à la différence résultant de l'écart du prix de la filière et des cours, si E., au lieu de s'engager ferme, s'était réservé la faculté de se dédire moyennant le versement d'une prime. La prime eût été portée au crédit de l'acheteur, sans être incorporée au prix. En Bourse valeurs, les primes font partie du prix d'achat, et les marchés à prime sont liquidés à une date fixée sur la base du cours de compensation. En Bourse marchandises, les marchés à prime sont liquidés le 25 du mois qui précède le mois d'échéance et non à la date voulue par le payeur seul.

A la Caisse de Liquidation du Havre, les liquidations par filières, ne représentent qu'environ un dixième des opérations.

La Caisse de Liquidation du Havre a enregistré l'émission par année de :

Filières Café . Filières.Coton *Année*

12.100	24.507	1922
18.329	31.376	1923
15.983	31.232	1924
12.035	27.989	1925
13.032	31.038	1926
9.484	20.971	1927
13.474	21.878	1928
15.510	20.980	1929

*Filières Poivre
Saïgon*

22.822	20.925	1930	fil : 152
18.155	22.764	1931	149
10.117	15.393	1932	160
9.432	16.389	1933	1
9.174	14.247	1934	1

*
**

Telles sont les modalités pratiques de l'activité de la Caisse de Liquidation du Havre en matière d'émission de filière.

Avant d'en terminer l'étude il convient de citer le paragraphe 2 du règlement 1935, qui spécifie comme suit la position juridique de la Caisse, dans les services qu'elle rend à la place en la matière :

« ...La Caisse de Liquidation n'étant pas contre-partie, « et ne pouvant ni livrer, ni recevoir pour son propre compte, « cesse d'accepter les filières une demi-heure avant les heures limites fixées pour leur transmission, entre les maisons « de commerce, par les règlements des marchés à terme ».



Dans la liquidation des marchés à terme, soit liquidation par différences (rôle spécifique des caisses) soit liquidation par voie d'émission de filière (donnant également lieu au paiement de différences), la Caisse de Liquidation du Havre apparaît tout à la fois comme l'organe exécutif du marché à terme, et comme l'organe nécessaire, qu'appelait implicitement mais impérieusement, l'application de la loi du 28 Mars 1885 (1).

(1) Interpénétration de forme et de fond des modes de règlements par filière et par différences : telle est la constatation personnelle que nous avons dégagée de l'étude du fait « Caisse de Liquidation du Havre ».

Une glane au hasard d'une lecture vint corroborer notre point de vue : « Dès 1544, Saravia de la Calle (Instruccion de Mercaderes, « Medina del Campo, pp. III et ssq.) nous parle des opérations qui se « terminaient sin ver ni recibir la lana, et, ajoute-t-il, per via de refeccion ;... sans voir ni recevoir la laine !... Par voie de refeccion !... (le « mot restera assez longtemps, on ne lui substituera que sensiblement « plus tard celui de « différences») : Toutes les apparences de nature « à attirer les foudres de l'Eglise, et cependant les écrivains espagnols « n'ont guère protesté contre cette pratique, car ils ont bien compris « que c'était là une simplification ne portant aucune atteinte au caractère réel des choses. En effet, l'acheteur qui avait revendu avant « l'échéance n'aurait pas, en tout cas, conservé la laine livrée, puisqu'il « la devait à un autre ; et sa situation était très compréhensible, même « respectable, car il avait d'abord eu l'intention de prendre livraison ; « c'était des circonstances nouvelles qui l'avaient incité, sinon obligé, « à renoncer à sa position. Les constatations prouvent qu'à l'origine, « le règlement par différences n'était pas la conséquence d'opérations « de jeu, mais celle d'une situation de fait dans le commerce sérieux « de la laine ; et elles ont l'avantage de bien montrer la nature d'un « tel règlement : économie d'efforts et de frais (malgré les conséquences qu'il a eues et qui ont abouti à une semi-forme de jeu dans « l'intention des parties). »

A.-E. Sayous, — *étude citée*, R. E. I., août 1936.

TITRE II

LES MODIFICATIONS DE FORME APPORTÉES PAR LE RÈGLEMENT 1935

Les conséquences juridiques DE CES MODIFICATIONS

CHAPITRE PREMIER

MODALITÉS PRATIQUE DES DEMANDES D'ADMISSION ET DES DEMANDES D'INSCRIPTION DES CONTRATS

La Caisse de Liquidation du Havre : Position juridique

Avant que la Caisse du Havre fut régie par son nouveau règlement, son rôle, du point de vue juridique était dessiné par les interprétations généralement admises par la doctrine, afin de rendre compte du fait que les achats et les ventes traités par un seul opérateur sur un même mois, avec peut-être autant de contre-parties différentes que d'opérations, pouvaient se confondre en une sorte de masse, pour ne plus laisser apparaître après broyage de toutes ces opérations portant sur des marchandises fongibles, que le solde, à un ou plusieurs degrés de une ou plusieurs différences, différen-

ces réglées par la Caisse, par ailleurs gardienne des inscriptions, matérialisant l'existence des marchés.

Or, depuis le 1^{er} Janvier 1935, la position juridique de la Caisse du Havre ne relève plus que de son règlement, lequel fut adopté par une Assemblée extraordinaire de ses actionnaires, en date du 4 Décembre 1934.

Texte de la Caisse — société anonyme —, texte de la Place, approuvé par les syndicats de la place, texte générateur d'usages de place, que par ailleurs il constate, puisque — ainsi que nous ne saurions trop le souligner pour éviter toute interprétation erronée — le Règlement s'est inscrit dans le fonctionnement de la Caisse, mais ne l'a pas modifié, en soi, tel nous apparaît le Règlement 1935.

Afin de poser exactement la modification apportée par le Règlement 1935, dans l'interprétation possible du rôle de la Caisse vis-à-vis de chacun de ses clients, il convient de rappeler l'interprétation assez complexe et signalée comme non définitive, généralement admise, pour expliquer les effets très simples du rôle de la Caisse, intermédiaire à l'exécution entre acheteur et vendeur à terme sur le marché réglementé.

A cet effet, nous citerons, à titre strictement documentaire, de larges extraits d'une étude intervenue en 1907 (1) qui résume les positions prises sur le terrain interprétatif, en l'absence de tout texte :

« La question est un peu délicate, elle a été controversée ;
« les textes eux-mêmes ne contiennent pas d'indications décisives ; ...l'acheteur et le vendeur... veulent l'un et l'autre
« s'assurer une contre-partie d'une solvabilité certaine, d'une

(1) Depitre, *thèse Paris* 1907, p. 29 et sq.

Nous réservons entièrement notre avis personnel, soit quant aux détails pratiques décrits, soit quant à leur interprétation particulière, ou dans l'ensemble du système.

« solidité qui ne leur laisse aucun doute sur la bonne exécution du marché à l'échéance ; enfin et surtout ils veulent
« jouir d'une sécurité parfaite, que ne puisse désormais venir troubler — au cas par exemple où la Caisse serait incapable de faire face à ses engagements — nulle poursuite
« leurs obligations vis-à-vis de la Caisse une fois remplies, née de la convention originaire, soit de la part du vendeur
« impayé, soit de la part de l'acheteur privé de sa marchandise. En un mot les parties ne veulent plus se connaître,
« comme aussi bien la faculté de la liquidation anticipée que l'une et l'autre peut demander avant l'échéance ne leur
« permet-elle plus de se connaître. C'est avec la Caisse qu'elles ont entendu contracter ; dès lors celle-ci se trouve
« constituée acheteur vis-à-vis du vendeur — vendeur vis-à-vis de l'acheteur. C'est avec la Caisse que les parties
« doivent liquider directement.

« Cette intention précise (?) des parties, nettement affirmée d'ailleurs par les praticiens eux-mêmes, suffit à faire
« écarter dès l'abord deux idées, d'une part celle suggérée, dit-on, par la rédaction des textes, d'après laquelle la
« Caisse, devenue caution de chacune des deux parties, leur garantirait réciproquement l'exécution du contrat, d'autre
« part, celle d'une délégation imparfaite, sans effet novatoire. Restent deux hypothèses, ou bien il y a eu délégation,
« ou plus exactement double délégation, le vendeur a délégué la Caisse de Liquidation auprès de son acheteur
« pour lui livrer la marchandise ; l'acheteur a délégué la Caisse auprès de son vendeur pour lui en acquitter le prix
« — délégation parfaite, qui va faire table rase du passé, etc... ou bien il faut admettre que le lien de droit s'est
« formé directement entre les parties et la Caisse... voir dans les déclarations d'achat et de vente deux offres d'achat et
« de vente, que le courtier est chargé de communiquer, simultanément à la Caisse de Liquidation. *Dans cette opi-*

« *nion on devrait considérer le marché inexistant, au cas où la Caisse refuserait l'enregistrement* ».

Opinion singulièrement dangereuse tant pour les courtiers que pour leurs clients, dont les positions réelles d'acheteur et de vendeur resteraient subordonnées au bon vouloir de la Caisse de Liquidation, libre de ses inscriptions.

Ce serait le régime de l'arbitraire introduit dans un système de règlement véritablement harmonieux où chaque élément remplit une fonction délimitée et constitue un véritable rouage réglé.

En deuxième lieu on peut admettre qu'un lien direct de droit se forme entre la Caisse et ses clients — qui ne soit pas un lien d'acheteur — si vendeur, et de vendeur — si acheteur. L'entremise d'un courtier ou d'un commissionnaire en matière de terme règlementé, n'est-elle pas spécialement prévue par la loi de finances du 27 Février 1912, art. 8 alinéas 2 et 3 (loi postérieure de cinq années au texte précité) ?

En troisième lieu l'argument principal -- tiré de l'intention des parties -- est controuvé, en ce qui concerne Le Havre, par le Règlement 1935. Si en effet l'on peut -- très justement à notre sens -- contester la valeur et le poids des rapports parlementaires, pour l'interprétation des lois, dont le texte doit normalement se suffire à sa propre interprétation, il n'est par contre pas possible, lorsqu'un texte, législatif ou autre, ne présente aucune difficultés amphibologique ou amphigourique de contester son sens. En droit français, les conventions font la loi des parties et le Règlement 1935, de la Caisse de Liquidation fait loi dans l'interprétation des rapports de droit qui interviennent entre elle, Caisse, personnalité juridique, et chacun de ses clients.

Il semble par ailleurs que le fait de tenir, stricto sensu, une caisse de liquidation pour contre-partiste effective viendrait controuper le rôle régulateur, qui est maintenant celui

de toutes les caisses de liquidation fonctionnant normalement : l'exemple tout récent de la Caisse de Liquidation de Paris affirma la position de la Caisse au-dessus de la mêlée et permit l'exécution parfaite par la Caisse, sans trouble ni aléas, de la loi sur les blés, promulguée le 15 Juillet 1933, loi dont l'interprétation fut l'objet d'un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, en date du 19 Décembre 1935.

Jeter dans la mêlée du terme un organe destiné à transformer cette mêlée en une harmonie de demandes et de réponses concordantes, sans cesse fondues et sans cesse renaissantes, n'est sans doute pas extrêmement logique.

La jurisprudence de la Cour de Rouen, entr'autres, ayant paru à la place du Havre de nature à donner de la Caisse et de son mécanisme une interprétation dont la rigueur ne tenait pas compte de la nature réelle des faits, provoqua l'élaboration du nouveau texte réglementaire par les usagers de la Caisse.

*
**

Quelle est donc l'interprétation réglementaire actuelle du rôle de la Caisse de Liquidation du Havre, dans le mécanisme du terme ?

Le mécanisme juridique défini par le nouveau texte interprétateur des faits économiques, édicté par les créateurs mêmes de ces faits, s'appuie d'une part sur le fait de la Caisse, commissionnaire ou mandataire — d'autre part sur les effets de l'indivisibilité expressément définie, du compte de chaque client.

Dans un but de simplification nous citerons ci-après les textes du Règlement 1935, qui ont trait à l'ensemble du mécanisme juridique, tel que nous l'avons posé :

« Article premier. — La Caisse de Liquidation des Affai-

« res en marchandises garantit la bonne exécution des opérations qu'elle a accepté d'inscrire aux comptes de ses commettants.

« ...La Caisse de Liquidation, sans se substituer aux opérateurs, et sans jamais être leur contre-partie, agit pour leur compte, comme mandataire ou commissionnaire, conformément aux articles 94 et 95 du Code de Commerce, et de l'art. 2 de ses statuts, soit pour la livraison et réception des marchandises, soit pour la liquidation anticipée et d'office.

« Ce mandat, donné dans l'intérêt du mandat et de la Caisse de Liquidation, est irrévocable ».

Art. 2. — « Toute personne ou Société désirant obtenir l'ouverture d'un compte doit être inscrite au Registre de Commerce du Havre. Elle doit être agréée par le Conseil d'Administration, qui peut toujours revenir sur l'admission, et en suspendre ou annuler les effets ».

Art. 3. — « En demandant l'ouverture d'un compte le commettant s'engage :

« 1° A accepter l'intégralité des clauses et conditions du règlement et à s'y conformer.

« 2° A verser : a) les dépôts dont le montant est fixé par la Caisse de Liquidation, et peut être modifié par simple décision du Conseil d'Administration ; b) les marges représentant la différence entre le prix inscrit et la cote officielle ; c) A reconnaître à la Caisse de Liquidation le privilège de commissionnaire, le droit de retenir toutes les sommes ou valeurs reçues de lui ou pour son compte à quelque titre que ce soit ; d) à accepter l'indivisibilité de tous ses comptes ; e) à reconnaître la nature commerciale à tous les cautionnements solidaires dont il aura bénéficié ; f) à ne pas contester, dans le règlement des opérations, les

« contre-parties désignées par la Caisse dans l'ordre des inscriptions ».

Les conséquences pratiques du nouvel état de choses sont les suivantes :

L'ancien Règlement (*art. 11*) donnait à l'inscription des opérations une forme solennelle, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler. Pour tout contrat enregistré la Caisse délivrait deux bulletins, un bulletin de vente et un bulletin d'achat, ils portent tous deux les mêmes mentions et numéros que le livre d'entrée et sont délivrés au déclarant. Les bulletins qui ont été délivrés au courtier intermédiaire doivent être revêtus de sa griffe, etc.,... (ancien Règlement).

Nous aurons à mentionner l'inconvénient, révélé à l'usage, de ce formalisme, qui n'existe pas à Paris, sous le régime actuel, en vigueur croyons-nous depuis la création de la Caisse en 1921. Formalisme inutile, d'ailleurs, puisque l'ancien article 15 du règlement du Havre, spécifiait : dans le cas où les bulletins auront été détruits ou égarés, les livres de la Caisse feront foi.

Sous le régime actuel, la demande d'ouverture d'un compte est le fondement de l'édifice : ceci depuis le 1^{er} Janvier 1935.

*
**

La forme actuelle de la demande d'admission au nombre des clients de la Caisse, et de la demande d'inscription d'un marché.

La demande est rédigée sur des formules imprimées dont voici le texte : « Nous vous demandons de vouloir bien
« nous ouvrir un compte et nous vous donnons tous pouvoirs
« pour assurer l'exécution sans aucune distinction de com-

« metteurs, de tous les engagements à terme inscrits sur vos
« livres aux conditions de vos statuts et de votre Règlement
« dont nous possédons un exemplaire et dont nous déclarons
« connaître et accepter toutes les clauses (ce membre de
« *phrase rappelle la mention analogue qui figure dans les*
« *polices de mutuelles et d'assurances.*) » Ce mandat, donné
« dans votre intérêt et dans le nôtre, est irrévocable ».

Le courtier (ou le négociant) indique deux références et signe après avoir mentionné : Lu et approuvé.

La Caisse sur formule imprimée, fait connaître « qu'elle
« a ouvert un compte pour l'inscription de (vos) opérations
« à terme, aux conditions de nos statuts et de notre Règle-
« ment ».

La demande d'inscription d'un marché est faite sous forme de lettre missive ; cette lettre missive est établie par le courtier, en autant de formules qu'il existe de contre-parties. Elle est remise en double exemplaire sur deux feuilles de couleurs différentes, suivant la nature des denrées objet du contrat : jaune pour le coton, vert pour le café, etc... Les lettres sont divisées par un pointillé qui constitue une des parties détachables.

Ces demandes portent l'indication de l'article et de la quantité vendue ou achetée, le mois, le prix, les conditions de courtage, de commission, de retenues, etc...

L'opération est inscrite lorsque l'original déposé et les marges initiales sont déposés.

Après l'inscription la demande souscrite par l'opérateur est conservée par la Caisse de Liquidation, le double établi, au nom du courtier, est tenu à la disposition de celui-ci, à la caisse ; les numéros et dates d'inscriptions y sont mentionnés. La remise de ce double au courtier lui indique que l'affaire est inscrite au compte du commettant, et qu'elle est garantie par la Caisse de Liquidation. Il devra en aviser son commettant.

Par ailleurs un duplicata de compte est adressé à l'opérateur lorsqu'une ou plusieurs opérations sont portées au compte, il mentionne les opérations inscrites dans la journée, il confirme au commettant l'avis d'inscription qui a déjà dû lui être donné par le courtier, et indique l'existence de la garantie. Le défaut d'avis et de duplicata indique que les opérations n'ont pas été inscrites et par suite ne sont pas garanties par la Caisse de Liquidation. Le duplicata comporte en outre la balance des achats et ventes, sur chaque mois, inscrits au compte du commettant, ainsi que le mouvement des pertes et bénéfices et des dépôts. La réception des demandes d'inscription s'arrête à midi.

Les demandes de Liquidations anticipées.

Elles sont proposées à la Caisse de Liquidation sur une formule imprimée, sur laquelle figurent d'une part les ventes par unité d'inscription et d'autre part les achats ; ils sont respectivement totalisés.

La différence entre les totaux respectifs des ventes et des achats représente le bénéfice ou la perte en francs ou fraction de francs aux 50 kilos pour le café, le poivre et le coton, ou aux 100 kilos pour le cuivre et la laine. Le produit de l'escompte par anticipation est porté à la suite, dans les colonnes crédit et débit. Les frais (commissions, retenues et dépêches, courtages) sont portés dans les colonnes respectives en face de chaque numéro d'inscription.

Il est établi par mois d'échéance une formule en double exemplaire, l'un est remis au commettant, l'autre, portant la signature ou la griffe de l'opérateur, reste à la Caisse de Liquidation. Celle-ci est libérée de sa garantie pour les opérations ainsi liquidées.

En ce qui concerne les filières, voici comment s'opère la remise d'un avis de dépôt de filière : lorsqu'un vendeur livre

une filière, il joint à cette filière l'avis indiquant le numéro d'inscription de la vente qu'il désire alimenter. Cette filière est adressée par la Caisse de Liquidation, au premier acheteur dans l'ordre numérique d'inscription des achats à alimenter, en y indiquant le numéro de l'achat ainsi alimenté. *L'endos de la Caisse de Liquidation « n'est qu'une simple formalité de transmission »* (1). Chaque fois qu'un vendeur retransmet cette filière à la Caisse de Liquidation, il y joint l'avis prévu ci-dessus.

Les demandes pour obtenir l'autorisation d'émettre ou de recevoir une ou plusieurs filières sur les ventes ou achats jumelés sont établies sur des formules spéciales ; les demandes doivent comporter autant de numéros de ventes que d'achats, à moins que l'opérateur n'indique le numéro d'une vente ou d'un achat secs à jumeler au lieu et place de la partie déjumelée.

(1) Lettre-circulaire de la Caisse de Liquidation, en date du 7 janvier 1935.

CHAPITRE II

LE COMPTE-COURANT A LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE UTILITE DE L'INDIVISIBILITE

La possibilité pour un courtier de donner mandat à la Caisse de Liquidation d'assumer en ses lieu et place, à lui commettant, l'exécution des engagements à terme inscrits au compte de l'opérateur a, comme condition *sine qua non*, la demande et l'ouverture d'un compte par la Caisse.

Le Règlement stipule expressément l'indivisibilité de tous les éléments de ce compte. Avant d'examiner l'intérêt de cette disposition, il convient de noter au passage que, sur la demande initiale d'ouverture d'un compte (sens générique), la Caisse ouvre à ses clients deux comptes, un compte dit « marchandises, ou filières », dont les résultats d'inscriptions actifs ou passifs, servent à alimenter le deuxième compte, dit « compte espèces », ce compte espèces est le compte au sens exact, c'est celui dont l'indivisibilité est solennellement proclamée, c'est celui dont nous allons maintenant examiner l'intérêt.

Aucune loi ne réglemente le compte-courant ; sa construction est presque entièrement d'origine jurisprudentielle, puisque seul l'article 575 du Code de Commerce le mentionne (1).

La définition dégagée par la jurisprudence (2) exige du véritable compte-courant la réunion des cinq conditions suivantes :

1) réciprocité de remises entre les deux correspondants.

2) transmission immédiate de la propriété des remises.

3) intérêt immédiat au profit du remettant.

4) novation de la nature des remises qui deviennent de simples éléments, absorbés par le compte, éléments d'actifs et de passifs.

5) indivisibilité de tous ces éléments qui à la clôture du compte, se balancent, pour donner naissance à un solde prescriptible par trente ans seulement, même s'il est formé partiellement des intérêts.

Ce cinquième caractère d'indivisibilité convient seul aux comptes ouverts par la Caisse à ses clients.

La caisse ne devient propriétaire des couvertures que, sous la condition suspensive que ces couvertures seront absorbées par les pertes des remettants, quand cette condition se réalise, on peut alors soutenir que la caisse n'est devenue propriétaire des couvertures, que jusqu'à concurrence de ses commissions. Le reste revient aux mandants qui sont en bénéfice.

Examinons donc les conséquences du caractère d'indivisibilité, édicté par le nouveau règlement de la caisse.

(1) Thaller et Percerou, *op. cit.*, n^{os} 1657 et ssq.

(2) Entre autres 4 arrêts de Cassation en date du 2 juillet 1890 et un arrêt en date du 3 décembre 1901. (S. 91-1-432 ; S. 1902-1-294.)

L'indivisibilité, dont la jurisprudence avait fait l'élément essentiel de la construction du compte-courant a vu son importance discutée, par la Chambre civile de la Cour de Cassation, arrêt en date du 1^{er} Avril 1935.

En l'espèce il s'agissait d'une hypothèque constituée pendant la période suspecte par l'un des deux titulaires d'un compte-courant qui n'avait reçu aucune remise depuis la constitution de ce gage. La Cour de Cassation a annulé cette hypothèque. Il nous paraît intéressant de citer le commentaire sous cet arrêt, note de M. J. Hamel (Dal. 1936-1-33).

« La jurisprudence du compte-courant paraît en com-
« plète transformation. Après l'arrêt du 19 novembre 1929
« (Dal. 1930-1-97) dans lequel elle a bouleversé les bases de
« la traditionnelle novation des comptes-courants, la Cham-
« bre Civile a, le 22 Juillet 1931 (Dal. 1932-1-49) attaqué indi-
« rectement le principe de l'indivisibilité tel que l'avait for-
« mulé la jurisprudence antérieure. Depuis 1931, il n'est plus
« vrai de dire que pendant la durée du compte, il n'y a ni
« créancier, ni débiteur, et voici que le mouvement continue.

« L'arrêt ci-dessus rapporté s'en prend, encore à la no-
« tion d'indivisibilité. Il déclare nulle une sûreté constituée
« pendant la période suspecte au profit d'une partie crédi-
« trice en compte-courant ».

Ce revirement de la Cour de Cassation pourrait être de nature à retenir l'attention des caisses de liquidation, il autoriserait en effet un syndic à faire annuler tous les nantissements conférés non seulement depuis la date de la cessation de paiements mais dans les dix jours précédents. Soit l'exemple suivant : le client débiteur de 100.000 francs le 22 Mars se déclare le 1^{er} Avril en état de cessation de paiement et dépose son bilan avant le 15 Avril.

Le 23 Mars il a remis à la caisse de liquidation en nantissement 100.000 francs de valeurs au porteur, ou bien un récépissé warrant, endossé en blanc, ou encore transféré en

garantie, par un transfert régulièrement enregistré aux Magasins Généraux. Aux termes de la nouvelle jurisprudence de la Cour Suprême, ces remises pourraient être annulées à la demande du syndic : « La prétention du syndic serait
« basée sur l'article 446 C. Com. lequel annule le paiement
« fait par le failli à un créancier depuis la cessation générale
« de ses paiements, ou dans les dix jours antérieurs, soit
« lorsque ce paiement a eu lieu pour une dette non encore
« échue, soit lorsqu'il est opéré par voie de transport, de
« vente ou de compensation. Ne peut-on dire que la remise
« représente un paiement par compensation ou encore un
« paiement par transport, un paiement de dette non
« échue... » (1).

Les conséquences de la jurisprudence instaurée par l'arrêt précité, de la Cour de Cassation, seraient bien les mêmes, si la convention de compte-courant était consolidée par une convention d'indivisibilité.

Le défaillant, dans l'un et l'autre cas, est en effet frappé d'une incapacité d'ordre public, d'administrer ses biens.

Cependant la livraison de marchandises vendues avant la période suspecte ne serait pas annulable. Il en serait de même du paiement en espèces ou en effets de commerce (à la seule condition que la dette fut échue) fait pendant la période suspecte.

La Caisse de Liquidation pourrait donc recevoir sans crainte de les voir résilier des espèces, des effets, des chèques et des virements, en paiement des 100.000 francs qui lui sont dûs. Toutefois ce paiement pourrait être annulé si l'imminence de la faillite était connue de la Caisse. Il est même probable que l'argument serait proposé au Tribunal.

Quoi qu'il en soit, les conventions d'indivisibilité et de

(1) Thaller et Percerou, op. cit., p. 1007.

La citation complète était (en 1931): « Cette argumentation n'a pas eu de succès ».

compte-courant à la condition d'être réciproques dans leurs effets offrent pour la Caisse de Liquidation l'avantage de la dispenser de verser à la masse de la liquidation ou de la faillite, le total des inscriptions portées au crédit du compte du client défaillant, sans imputation préalable des inscriptions figurant au débit.

« Les remises réciproques des opérateurs sont connexes, « chacune d'entre elles est rattaché au solde, mais elles ne « se rattachent pas directement les uns aux autres. S'il y a « eu des remises dans un sens, les remises en sens opposé ne « sont pas des paiements d'une dette précédente. On ne cou- « vre pas son correspondant en vue de payer ce qu'on lui « doit, mais bien pour entretenir le compte. Le paiement « suppose une obligation : l'obligation fait ici défaut, puis- « que le compte n'est pas clos.

« De là des conséquences importantes en matière de fail- « lite. L'une des parties, Secundus, cesse ses paiements, puis « un jugement déclaratif est rendu contre elle. Envisageons « la situation... Le compte-courant est arrêté pour l'avenir, et « on le liquidera avec tous ses éléments. Donc si le compte « portait 100 au débit du failli et 150 à son crédit, le corres- « pondant Primus n'aura pas à verser les 150 au syndic et à « produire pour 100 ; il devra seulement la différence, soit « 50. Dans la mesure où la compensation s'est faite, pour sa « créance entière dans notre exemple, il n'aura pas été tou- « ché par la loi du dividende » (1).

La convention de compte-courant et d'indivisibilité présente un deuxième avantage : celui de confirmer l'application de l'art. 1300 du Code Civil, édictant la confusion de plein droit et par suite l'extinction des deux obligations de livrer et de payer : « Lorsque les qualités de créancier et de « débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait « une confusion de droit qui éteint les deux créances ».

(1) Thaller et Percerou, *op. cit.*, p. 1006.

Cette confirmation enlève aux syndics la faculté de demander la résiliation des achats faits par le client défaillant, en application de l'art. 578 C. com. (modifié par la loi du 20 Mars 1928).

La Chambre des Députés avait adopté, au cours de la séance du 12 Mai 1927 (*Off.*, 13 Mai) la compensation de l'indemnité de résiliation due au vendeur avec les dépôts, marges, commissions, ou autres avances à restituer par le vendeur ou par le commissionnaire du vendeur. Le Sénat repoussa ce texte, d'ailleurs contraire au vœu émis par l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce, en Mars 1927.

« L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce considérant que la Cour de Cassation, refuse au vendeur, qui use de la faculté que lui reconnaissent les art. 576 et 577 C. com. de retenir les marchandises qui, au moment de la mise en faillite de l'acheteur, ne sont pas encore dans ses magasins le droit d'obtenir une réparation pécunière pour le préjudice que lui cause l'inexécution de la vente, que ce préjudice peut être particulièrement lourd par suite de la baisse des cours, qu'ainsi le vendeur peut se trouver dans l'obligation d'exécuter des contrats avantageux pour la masse et onéreux pour lui, sans que la réciprocité existe, considérant que la situation ainsi faite au vendeur est contraire à l'équité et peut avoir, au point de vue commercial, les conséquences les plus fâcheuses en incitant les acheteurs de mauvaise foi ayant passé des marchés onéreux, à se réfugier dans la liquidation judiciaire ou même à subir la faillite ; que d'autre part la jurisprudence de la Cour de Cassation est d'autant plus illogique qu'elle reconnaît à l'acheteur non livré par un vendeur tombé en état de faillite, le droit de produire au marc le franc, pour dommages-intérêts dans la faillite du vendeur. Considérant que le projet de loi déposé le 1^{er} Février 1927, qui tend à permettre au vendeur de demander la résolu-

« tion, avec dommages-intérêts prévoit que les sommes dues
« par le revendiquant, aux termes de l'art. 576-3 seront com-
« pensées avec celles qui pourront lui être allouées à titre de
« dommages-intérêts, considérant que cette compensation
« serait contraire aux conditions de l'art. 1291 du Code Civil,
« que l'action en dommages intérêts est entièrement dis-
« tincte de la restitution des sommes énoncées à l'art. 576-3.
« Emet le vœu, que le projet de loi tendant à régler la situa-
« tion des vendeurs des marchandises, en cas de faillite ou
« de liquidation judiciaire de l'acheteur, soit mis rapidement
« en discussion devant le Parlement ; qu'il soit purement et
« simplement ajouté à l'art. 576 du Code de Commerce, soit
« d'achat, soit de vente, ouvre un droit de dommages-inté-
« rêts contre la faillite ou la liquidation judiciaire, pour la
« réparation du préjudice causé. »

*
**

La Caisse de Liquidation du Havre peut-elle se prévaloir du droit de rétention stipulé dans son règlement, pour refuser de verser, sans délai, à la faillite de son client, acheteur à découvert, le dépôt et les marges dont le dépôt a eu pour cause l'achat résilié ?

Que ce dépôt soit représenté par des espèces ou par des valeurs reçues en nantissement, il semble que l'on puisse répondre par l'affirmative. La créance de dommages, née à l'ouverture de la faillite et non depuis l'ouverture est régie par les règlements ou décisions applicables au passif antérieur à la cessation des paiements (Cf. Rap. Doc. parl. Chambre J. Off., 25 oct. 1927, p. 516).

Comme ce passif concerne les rétentions, nantissements, ou autres sûretés garantissant son paiement, l'arrétiste en dé-

duirait que ces mêmes garanties affectées à l'exécution de l'achat résilié, passent de plein droit à l'indemnité née de son inexécution.

*
**

Pour terminer dans le cadre la présente étude, l'examen du compte-courant indivisible, il nous a paru intéressant de noter au passage les recherches relatives à l'indivisibilité du compte à Rome.

« Les Romains (1) ont-ils connu le compte-courant tel
« qu'il se pratique aujourd'hui ? Il serait peut-être impru-
« dent de l'affirmer. Toutefois chacun sait que le banquier
« qui après avoir ouvert un compte à son client lui récla-
« mait une somme sans déduire sa propre dette, encourant
« la plus petitio (2). Si l'on estime, avec l'opinion générale,
« que cette solution est antérieure à Marc-Aurèle, il semble
« en découler que l'effet principal attaché de nos jours à la
« convention de compte-courant, était admis à Rome : les
« créances respectives des deux parties perdaient leur indi-
« vidualité propre, pour se fondre dans le solde, puisque
« les différentes créances du compte ne pouvaient pas faire
« l'objet de poursuites séparées ; le client lorsqu'il versait
« ou faisait verser une somme au banquier qui lui avait
« ouvert un crédit, diminuait d'autant sa dette et ne deve-
« nait pas créancier à son tour. Il est probable aussi que les
« banquiers usaient de ce procédé pour devenir créanciers
« du capital par eux avancés, et des intérêts convenus, par
« des inscriptions sur leurs livres, renouvelées à intervalles
« réguliers, convenus d'avance ».

(1) G. Appert. *Essai sur l'évolution du contrat littéral*. *Revue historique de droit français et étranger*, 1932, p. 647.

(2) Gaius.

CHAPITRE III

LA NOUVELLE POSITION JURIDIQUE DE LA CAISSE ; SES AVANTAGES ; LES INCONVÉNIENTS DE LA POSITION ASSIGNÉE PAR LA COUR D'APPEL DE ROUEN.

Quels sont, pour la Caisse de Liquidation du Havre, les avantages de la précision opposée par son nouveau Règlement, à l'interprétation jurisprudentielle de sa position, interprétation basée sur des hypothèses, non sur des textes inexistants, non sur des faits réels ?

En premier lieu, la caisse échappe, sans discussion possible à l'application de la loi du 27 Février 1912, dont la disposition essentielle est la suivante : elle soumet à la tenue d'un répertoire et au paiement d'une taxe spéciale, toutes les personnes faisant commerce habituel de recueillir des offres et des demandes relatives à des marchés à terme ou à livrer de marchandises, dont le trafic est réglementé dans les bourses de commerce.

Or par une décision de l'administration de l'enregistrement, intervenue, croyons-nous, en Janvier 1914, la Caisse de Liquidation, après examen approfondi et contradictoire de la question, a été dispensée de la tenue du répertoire, et du paiement d'une taxe, qui aurait représenté pour la place du Havre, une imposition supplémentaire annuelle de l'ordre de 200.000 francs.

La décision administrative, dispensant la Caisse de Liquidation du Havre de la tenue du répertoire, infirmait par avance la thèse de la Cour de Rouen, qui, par arrêt en date du 30 Mars 1920 (1), croyait devoir apprécier comme suit le rôle de la caisse en matière de terme.

« Considérant qu'aux termes du règlement de la Caisse
« de Liquidation, celle-ci a pour but d'assurer, dans les mar-
« chés à terme, la bonne exécution des opérations enregis-
« trées par elle et ce, au profit de chacune des parties con-
« tractantes, qu'ainsi elle garantit à l'acheteur la livraison de
« marchandises, au vendeur le paiement de son prix. Con-
« sidérant que pour obtenir ce résultat, la caisse de liquida-
« tion, par suite de l'enregistrement des contrats, se substi-
« tue aux parties dans leurs rapports respectifs, prenant le
« rôle de l'acheteur si c'est un contrat de vente qui lui est
« présenté, celui du vendeur, si c'est un contrat d'achat,
« qu'ainsi chaque contractant, par l'intermédiaire de la
« Caisse de Liquidation elle-même, se trouve avoir pour con-
« tre-partie la Caisse de Liquidation elle-même, et n'a lieu
« de droit qu'avec elle. Considérant que la Caisse de Liqui-
« dation, comme son nom l'indique, a pour principal objet
« de liquider, avant l'échéance, les affaires en marchandises
« qu'elle a enregistrées, que chaque contractant est en droit
« de liquider son opération, à n'importe quel moment, et
« par sa seule volonté. Que la Caisse de Liquidation peut
« alimenter une vente qu'elle a consentie, avec un achat
« qu'elle a fait, sans qu'il soit nécessaire que ces deux con-
« trats aient été enregistrés à la même date, ni même con-
« sentis aux même prix. Qu'il suffit qu'il s'agisse de mar-
« chandises de même nature, et livrables sur le même mois. »

(1) (Destombes c/Caisse de Liquidation, Westphalen et Cie, et Virnot fils. *Cour d'Appel de Rouen*, 1^{re} Chambre.)

Recueil de jurisprudence du Havre, fondé en 1855 par M^e Guerrand, 1920, II, p. 135.

Ni Dalloz, ni Sirey n'ont recueilli cet arrêt.

La critique de ces cinq motifs s'établit elle-même : le premier motif est parfaitement correct ; par contre le second motif prête à la Caisse de Liquidation (du Havre, de Paris, peu importe le lieu), la possibilité d'enregistrer un contrat d'achat dépourvu de vendeur et un contrat de vente dépourvu d'acheteur ; ceci ne rend pas compte du fait que la Caisse de Liquidation est toujours couverte : *sa garantie, sa fonction* ne s'exercent que sur des *contrats complets*, au reste comment pourrait-elle garantir l'exécution (premier motif) d'offres, qui ne peuvent faire naître une obligation qu'après acceptation ou mieux rencontre avec une autre offre en sens contraire ?

Le troisième motif prête au vendeur la faculté de livrer avant l'échéance convenue : or, seul, l'acheteur peut exiger la livraison avant l'échéance ; mais le vendeur, où l'acheteur, confondant sur leur personne, la position contraire (précisément parce que la Caisse n'est pas contre-partiste à la formation du contrat), peuvent, notamment par application de l'art. 1300 du Code Civil, obtenir de la Caisse l'avance de leur bénéfice, moyennant escompte.

Le quatrième motif, enfin, prête à nouveau à la Caisse la position de contre-partiste cette interprétation eut été dangereuse pour les Caisses de Liquidation, si toutes les Cours d'Appel, avaient suivi la jurisprudence de la Cour de Rouen.

La disposition qui autorise le syndic à résilier tous les engagements d'un acheteur défaillant, et à faire immédiatement rembourser à la masse, toutes les avances relatives à ses engagements (1), est d'ordre public ; son application en

(1) « La déclaration de faillite entraîne déchéance du terme, aussi bien pour les créanciers gagistes que pour les créanciers hypothécaires. » Percerou, *Traité des Faillites*, tome 1^{er}, n^o 715, note 1.

l'espèce aurait eu pour résultat, d'obliger la caisse à verser à la masse la totalité des dépôts et des marges, relatifs, pour exemple, à un achat de 50 filières de café, sur Juin 1933 au prix de 200 frs l'unité. Les cours, au début de 1933, s'effondrent, et le client avant juin dépose son bilan. Nous supposons que l'achat ait été passé en Juin 1932 (les usages de la place autorisent un délai de livraison d'une année, il est par ailleurs à noter, qu'un délai de livraison de plusieurs années ne vicierait pas en droit le contrat).

En Mai 1933, le café cote 150 fr. seulement et après appels successifs de marges, le client dépose son bilan, alors qu'il a dans l'intervalle de Juin 1932 à Mai 1933, versé à la Caisse, sur appels de marges, un total effectif de 750.000 frs auxquels s'ajoutent 200.000 frs de dépôts.

Du point de vue technique financier, la couverture du risque encouru par la Caisse, par suite de l'inscription du marché, s'avère parfaite ; en Mai 1933, 50 filières de café représentent, à raison de 250 sacs par filière 1.875.000 fr., contre (prix d'achat) 2.500.000 frs en Juin 1932, soit une différence de 625.000 frs dont la Caisse a garanti le paiement effectif morcelé à un nombre X d'opérateurs, contre-partistes en bénéfice et pour laquelle elle a reçu du client 950.000 frs. La couverture est donc d'une moitié (très approximatif pour simplification) supérieure à la différence réelle qui s'inscrit en Mai. Qu'arrivera-t-il si la jurisprudence (1) de la Cour

(1) Il est à noter que, de fait, cette jurisprudence paraissait réellement rendre compte des intentions des parties : l'interprétation des volontés était la base sur laquelle s'appuyait les interprétations rapportées notamment par Depitre, *op. cit.* Or il semble bien que le terme « contre-partie » ne visait, dans l'esprit de personnes rompues aux subtilités du droit pratiqué, que la sécurité effective du paiement des différences. La revision formelle faite sur la place du Havre, à l'usage de la Caisse de Liquidation, aurait donc moins pour effet de modifier un usage, que de l'exprimer dans la langue juridique d'une manière qui rende effectivement compte des intentions.

de Rouen est appliquée? Sur demande du syndic, la Caisse sera tenue de rembourser immédiatement le total des dépôts et marges, garantie d'une livraison à venir (art. 576 à 578 du Code de Commerce)... Elle produira à la faillite pour les 625.000 frs pour lesquels elle sera soumise à la loi du marc le franc. Ce serait donc pour la Caisse, et pour la collectivité dont elle est l'expression, une perte sensible (1). Avec le nouveau règlement, il n'en sera pas ainsi : le jugement déclaratif de faillite arrêtera pour l'avenir le compte-courant, qui sera liquidé avec tous ses éléments (compte réputé indivisible). Sur les 950.000 fr. qu'elle a reçus et qui sont d'autre part grevés à son profit, du privilège de commissionnaire régi par l'art. 95 du Code de Commerce, la caisse retient :

Le montant des différences payées pour le compte du

(1) Pour la collectivité, pour deux raisons: a) un affaiblissement de la Caisse de Liquidation, susceptible de faire jurisprudence, tendrait à ébranler toute l'institution, jetée réellement dans la mêlée qu'elle a pour objet de transformer en clavier aux multiples touches ; b) l'obligation de prendre livraison, dont le syndic de la masse des créanciers demande la résiliation brutale, n'est pas en réalité distincte ; elle a déjà servi de support à de multiples échanges, en ce sens, elle a donné naissance à des créances qui ne deviendront, pour partie ou totalité, exigibles qu'après la mise en faillite. Ces nouvelles obligations ne sont pas nées, sans doute, de l'activité personnelle du failli, mais de l'activité si l'on peut dire, de l'acte qu'il a librement lancé sur le marché du terme. De par l'intervention de la Caisse, la position des contre-partistes du failli est devenue privilégiée (effets de la compensation du compte-courant). Dans un cas d'espèce évidemment tout différent, mais dont l'analyse révélerait peut-être quelques points de contact, la Cour d'Appel mixte d'Alexandrie a jugé (13 juin 1934) la question juridique de la détermination des droits des créanciers chirographaires du nouveau commerce du failli. Elle l'a résolu, conformément à l'avis d'une grande partie de la doctrine, dans un attendu très large et très général, en faveur du droit de préférence. « Attendu, a dit la Cour, que si, dans l'exercice de ce nouveau commerce, le failli a contracté des dettes, les créanciers postérieurs à la faillite ont le droit d'être payés sur la fortune nouvellement acquise par préférence aux créanciers composant la masse... »

Sur cette question, consulter J. Percerou, *Traité des Faillites*, tome I, n° 8.

failli, aux vendeurs en bénéfice, soit.....	625.000 frs
La commission	mémoire
Les frais divers (courtages etc...)	mémoire
Total approximatif	627.000 frs

Le solde résultant de l'arrêt du compte-courant, soit 323.000 frs, sera offert par la Caisse au syndic, et ce solde sera en fait égal à l'excédent des couvertures versées, par rapport aux risques encourus

La Caisse ne serait donc pas réduite à produire à la faillite pour le total des articles figurant au crédit du compte-espèces du client, sauf à ne toucher pour eux qu'un dividende, et à payer au contraire intégralement le montant des articles figurant au débit, elle peut compenser jusqu'à concurrence des 625.000 fr. (*sommes qu'elle a effectivement mises en circulation*) augmentés du montant de sa créance de commissionnaire et des frais divers. Elle ne subit la loi du dividende que pour le surplus.

*
**

Le droit Romain aurait donné à la Caisse l'exception de *dol*, pour lui permettre de se payer sur sa propre dette, et de résister à la demande du syndic, le *concept allemand* de la compensation basée sur le droit de rétention aboutirait de nos jours à une solution analogue.

C'est la question de la compensation, dans la faillite des créances connexes qui se trouve ici posée.

« ...Bon gré, mal gré, quand on serre la question et qu'on
« ne s'en tient pas aux formules quelques peu cabalistiques
« des arrêts, c'est à l'idée romaine, au droit de rétention sur
« la dette, qu'il faut revenir, aujourd'hui encore en France,
« pour justifier la compensation, dans la faillite, des créances
« connexes. Au fond, et encore qu'elle l'enveloppe dans des

« considérants sous lesquels on a parfois peine à la reconnaître c'est à cette doctrine que se rallie notre jurisprudence.

« L'espèce la plus importante, et qui forme comme le « nœud de tout ce développement jurisprudentiel, est celle « du compte-courant » (1).

(1) Thaller et Percerou, *op. cit.*

CHAPITRE IV

EXEMPLE RÉCENT DE L'APPEL EN GARANTIE D'UNE CAISSE DE LIQUIDATION

Il est remarquable, que, dans une espèce toute récente (l'application de la loi du 10 Juillet 1933, fixant le prix minimum des Blés), la position de la Caisse de Liquidation de Paris n'ait pas été analysée par le Tribunal de Commerce de la Seine, en tant que contre-partiste à l'achat et à la vente.

On a souligné supra, que pratiquement, la position de la Caisse de Liquidation de Paris avait été la position d'un intermédiaire, versant les différences en perte (résultant de la reliquidation des contrats dont la liquidation avait tout d'abord été opérée sur la base des cours de compensation ressortant des cotations des quinze dernières bourses précédant la promulgation de la loi), après avoir reçu les différences en bénéfice. Nous allons maintenant préciser la question.

Voici comment le Tribunal de Commerce de la Seine, par jugement en date du 15 Octobre 1935 (1) a apprécié le rôle de la Caisse de Liquidation de Paris, sur le marché du terme :

« ... Sur l'appel en garantie : Attendu que la Caisse de «Liquidation des Affaires en Marchandises est une Société

(1) Gaz. Pal. 1935-2-613.

« Anonyme, commerciale et indépendante, qui a pour objet
« de garantir, sous certaines conditions fixées par elle seule
« (1) dans le règlement qu'elle impose à ses contractants, la
« bonne exécution des opérations au même titre qu'une quel-
« conque compagnie d'assurance... ».

... Ici apparaît la fonction d'assurance dévolue à la Caisse sur le marché du terme : la Caisse cependant n'est pas une compagnie d'assurance. Les compagnies d'assurance, en effet, quelles qu'elles soient, mutuelles ou sociétés, perçoivent des primes, représentant le coût approximatif du sinistre couvert par la police, dont l'éventualité est envisagée sur un certain nombre d'années (usages de loi des grands nombres et des tables de mortalité), les mutuelles restituent sous forme de ristournes, la partie de la masse des primes, qui n'a pas reçu d'affectation. Du point de vue technique, rien de comparable au système de dépôts et de marges, qui a pour objet, de permettre la régulière exécution d'obligations à venir, *certaines* ; au fond, le système de la caisse de Liquidation serait plutôt analogue à une tirelire....

Du point de vue de l'arrivée du risque, celui-ci à notre sentiment, naît du terme lui-même, il n'a pas d'autre origine que la suspension contractuelle de l'exécution double de l'obligation ; et le système préventif de la Caisse quant à l'admission, le droit continu du regard qu'elle se réserve par la suite, soit sur l'ensemble du marché (étranglements), soit sur un client particulier, n'a d'autre objet, que d'éliminer, dans la mesure humaine, du marché à terme, tout risque imputable à une personne et non à un événement impersonnel (crise). *Les risques supportés deviennent eux aussi impersonnels, fongibles pour ainsi dire.*

(1) Ceci, qui n'est pas absolument exact pour la Caisse de Paris, puisque son Règlement fut homologué en 1931, souligne le caractère accessoire, en quelque sorte accidentel, d'une homologation postérieure de dix années, au texte visé.

Le texte du jugement précité met en outre en relief :
« que la Caisse de Liquidation, en sa qualité de garante de
« la bonne exécution des opérations, est tenue elle-même
« d'indemniser le commissionnaire... qui doit être condamné
« à payer au donneur d'ordre la différence résultant du nou-
« veau décompte des opérations ». (Affaire Cie Grainière
Lévy-Simons c/Caisse de Liquidation des affaires en mar-
chandises, *Trib. Com. Seine*, 15 Octobre 1935 *Gaz. Pal.* 1935-
2-613).

Le rôle de la Caisse, garante de l'exécution des contrats
est bien exactement posé par le Tribunal de Commerce de
la Seine, 4^e Chambre ; la note sous le jugement conclut en
ces termes :

« Le jugement recueilli, qui émane de la 4^{me} Chambre du
« Tribunal de Commerce de la Seine, dans un raisonnement
« direct et dans une longue série d'attendus, pose le problème
« sur son vrai terrain : celui de l'interprétation de l'art. 6,
« paragraphe 1 de la loi du 10 Juillet 1933, et du règlement
« du marché (1).

« A cette fin, il note : que le contrat de commission com-
« porte une clause obligeant le client et le commissionnaire
« à se conformer aux règlements et usages du marché ».

« Les intérêts juridiques, qui résultent expressément ou
« implicitement de ce jugement sont multiples... » (2).

*
**

(1) Et nous ajouterons, *du Règlement de la Caisse*.

(2) Suite de cette note, 4^e al. in fine : « La condamnation prononcée
« contre le commissionnaire entraînait automatiquement, dès l'instant
« où la Caisse de Liquidation avait été appelée en garantie, la con-
« damnation de cette dernière. Comme le relève le jugement, la Caisse
« de Liquidation, garante de la bonne exécution des opérations traitées
« aux conditions des marchés réglementés de la Bourse de Paris et
« enregistrées par elle (art. 1^o 12 et 6 du Règlement de la Caisse) est
« également garante, si les opérations sont officiellement suspendues,
« d'une liquidation conforme aux dispositions réglementaires de
« chaque marché (art. 17 *bis* du Règlement de la Caisse) ».

Ce jugement a dans le cadre de la présente étude, l'intérêt d'exprimer l'intervention de la Caisse dans le dénouement des affaires à terme, d'une manière que nous n'avons pas trouvée définie auparavant par la jurisprudence ; la caisse de liquidation est automatiquement tenue de mettre le commissionnaire (ou le courtier suivant l'espèce) à même de liquider le marché. Il s'agit bien d'une nouvelle liquidation ou mieux d'une révision d'une liquidation dont la base mathématique était illégale.

L'existence des contrats qui donnent lieu à cette liquidation n'est même pas discutée ; le règlement par différence apparaît sous son aspect réel, de mode effectif de liquidation, que les contractants par suite sont libres de préférer à la liquidation par livraison de filière (livrer par filière équivaut à livrer la marchandise).

Cependant le règlement par différence, n'est que le paiement de la différence de prix de deux unités de denrée-valeur à deux moments différents. Le paiement par différence a pour cause deux obligations en sens contraire, de livrer, de recevoir ; c'est pourquoi les parties ne pourraient exclure, au sens de la loi du 28 Mars 1885, rappelé par la Cour de Cassation pour la première fois en 1898, l'exécution par livraison du marché : la *possibilité de régler par différence serait dès lors sans cause*, elle constituerait bien un pari.

*
**

La Caisse de Liquidation de Paris, a pu, dominant les événements, effectuer de multiples révisions de comptes : seule la centralisation d'écritures, qui est un des services rendus par les Caisses, pouvait matériellement, permettre l'exécution de la loi du 10 Juillet 1933.

En ce qui concerne la commission dûe à la Caisse, elle a en droit, été dûe deux fois : une première fois pour la liquidation sur la base des cours de compensation indiquée par la Chambre Syndicale, une deuxième fois, pour la reliquidation prescrite par la Cour d'Appel (arrêt du 19 Décembre 1935) ; ceci résulte des principes généraux qui régissent la matière de la Commission, et d'un arrêt entre autres, de la Chambre des Requêtes, en date du 12 Juillet 1926 :

« Dès qu'une vente a été conclue par un commissionnaire et agréée par le commettant, le commissionnaire a droit à la commission et ce droit acquis ne peut être atteint par l'inexécution du marché, puisque aux termes de l'article 1999 Code Civil le mandat ne peut, s'il y a aucune faute imputable au mandataire, se dispenser de lui payer son salaire, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi ».

Nous venons de noter au vif, l'importance de l'inscription littérale par la Caisse de Paris (ou du Havre) des contrats à terme qu'un accord verbal suffit à rendre valables. Une note sous un jugement du Tribunal de Commerce de Lyon (12 Juillet 1933) précise en effet que : « En matière de marchés à terme sur marchandises, il n'est pas nécessaire qu'il y ait contrat préalable écrit et signé pour que les ordres soient valables, et exécutoires, dès lors que la fluctuation et la modalité des cours exigent une exécution immédiate ». Il faut et il suffit que les parties aient été d'accord pour contracter.

C'est donc à juste titre que le nouveau règlement du Havre (règlement 1935) a mis fin à un formalisme, périmé depuis la loi de 1885, validant les opérations à terme réglementé (*esprit de la loi, si ce n'est pas la lettre*), — et ce règlement a de ce fait évité de faire appliquer à chaque demande d'enregistrement, un droit de timbre, dont la multiplication par le nombre d'opérations eut alourdi singu-

lièrement la charge supportée par la place, cela au profit (est-il besoin de le souligner ?) des places étrangères. (C'est ainsi que les courtiers de New-York acceptent d'exécuter les ordres câblés du Havre, à la réception du câble, la lettre confirmative arrivant 8 ou 10 jour parfois après l'exécution).

CHAPITRE V

LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE : « COMMISSIONNAIRE OU MANDATAIRE »

Il semble que nous nous soyons beaucoup éloigné du texte du règlement de la Caisse de Liquidation du Havre ; les développements ci-dessus avaient cependant pour point essentiel le texte 1935 du règlement, que le Tribunal de la Seine (1) a précisé obligatoire pour la Caisse, au même titre que pour les clients de la Caisse.

Le Règlement 1935, (article premier) édicte que la Caisse « agit comme mandataire ou commissionnaire, conformément aux articles 94 et 95 du Code de Commerce ».

Commissionnaire ou mandataire...

Y-a-t-il une définition possible de la commission ?

« En doctrine, la commission est le mandat salarié, tendant à accomplir un acte qui est à l'égard du mandat, une opération commerciale.

« Nous nous rangeons à cette opinion, avec une variante. Ce qui constitue la commission, par opposition au mandat ordinaire, ce n'est pas nécessairement la nature d'acte de commerce de l'opération confiée au mandataire (achat de marchandises pour revendre, etc.) c'est plutôt la nature de l'objet que le mandataire a reçu ordre de traiter. Si

(1) Gaz. Pal. 1935-2-613.

« cet objet est un produit ou un titre circulant, notre contrat
« existe, quoique l'opération, prise du côté du mandant ne
« soit pas un acte de commerce en vertu des articles 632 et
« 633. La commercialité consiste dans la circulation des pro-
« duits et des titres de crédit. Dès que se constitue une chaîne,
« si courte soit-elle, et que le trafic de l'objet implique le
« ministère de plusieurs personnes cette interposition relève
« de la législation commerciale.

« Aucun texte ne nous donne une définition de la com-
« mission. Nous savons seulement que, selon les cas, le com-
« missionnaire exécute l'ordre sous nom ou l'accomplit sous
« le nom de son commettant. En droit civil, dans un simple
« mandat, ce double mode serait également de nature à se
« présenter (1). ».

Lyon-Caen et Renaut admettent qu'on devrait regarder
« comme contrat de commission, tout mandat ayant pour
« objet des opérations commerciales, sans qu'il y ait lieu
« de rechercher si l'intermédiaire agit en son propre nom
« ou au nom d'autrui ».

Le contrat de commission est nécessairement commer-
cial ; le mandat peut être soit civil, soit commercial :

La commission est consensuelle, dénuée de forme.

*Le mandat en bref, nous paraît porter essentiellement
sur un acte défini et la commission sur l'exercice d'une acti-
vité à but défini.*

« Le Code de Commerce français ne consacre à la com-
« mission que les articles 94 et 95 et quelques règles sur le
« privilège accordé au commissionnaire, alors que la plu-
« part des codes étrangers, font au contrat de commission
« une place beaucoup plus large (code de commerce hollan-

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*,
n° 1114.

« dais articles 76 à 85, code allemand, autrichien, hongrois, « italien, roumain, espagnol, suisse, bulgare, japonais, codes « Amérique du Sud » (1).

Les usages règlent aux Etats-Unis et en Angleterre la matière de la Commission.

*
**

L'insertion de l'activité de la Caisse de Liquidation du Havre, dans la formule de la Commission est confirmée par l'une et l'autre opinion de la doctrine : le contrat de commission doit-il être considéré comme ayant avant tout pour objet des opérations commerciales par rapport au mandant ? La Caisse de Liquidation, personne juridique distincte, peut jeter son activité dans le moule de la commission.

La commission doit-elle permettre à l'intermédiaire de s'insérer dans la circulation des produits ? Cette dernière opinion traduit exactement l'activité de la Caisse de Liquidation laquelle permet de boucler le circuit des échanges, sur le marché du terme, et par suite le circuit du crédit. On peut ajouter que la Caisse « mandataire ou commissionnaire » rend compte de l'exécution des opérations qu'elle fait « pour compte », du fait de l'inscription au « compte-espèces » de chaque client, de toutes les sommes provenant des différences en bénéfice, des marges libérées, des intérêts respectifs des divers articles, etc...

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que le commissionnaire en marchandises ne peut se constituer contre-partie de son commettant qu'avec le consentement expresse de celui-ci.

*
**

(1) Lyon-Caen et Renaut. *Traité élém. de droit commercial*.

Thaller, étudiant le contrat estimatoire romain (1) signale que « la doctrine moderne à moulé la commission dans les « formes du mandat, non pas du mandat représentation ou « organe de transmission de la voix du donneur d'ordres, « mais du mandat romain, du mandat ancienne manière, qui « fixait sur la tête du mandataire les créances et les dettes « contractées pour compte ».

Capitant note (2) « le droit romain n'admettait pas qu'un « acte juridique put faire naître des droits et des obligations « chez d'autres personnes que celles qui y avaient pris part. « La représentation apparaissait donc aux jurisconsultes « romains, comme une impossibilité juridique ».

*
**

Avant le Code de Commerce, on admettait sans difficulté qu'un commissionnaire pouvait agir au nom du commettant ; Savary conseille au commissionnaire de ne pas se constituer débiteur envers les tiers, afin de ne pas avoir à courir les risques de l'insolvabilité du commettant ; or c'est précisément ce que la jurisprudence de la Cour de Rouen faisait courir à la Caisse du Havre.

*
**

Sur l'interpénétration, en droit français, des idées françaises de la représentation et du mandat, l'extrait ci-après

(1) A propos du contrat estimatoire romain. *Mélanges Appleton*, 1903, p. 639-655.

(2) *Introduction à l'étude du droit civil*, 5^e part., ch. II. Section II.

d'une communication présentée au Congrès International de Droit comparé, en 1932 (1) fixe un point d'ordre historique assez curieux :

« ... Etudiant un jour les idées de la représentation et
« du mandat... étant frappé comme tout le monde de l'étrange
« compénétration de ces idées, dans l'art. 1984 Code Civil, je
« voulus connaître la source de cette aberration. Je vis sou-
« dain que ce n'était ni à Pothier, ni à Domat, qu'il fallait
« s'en prendre, le premier, en effet, en définissant le mandat
« (n° 1) s'abstient soigneusement de toute expression qui
« paraisse évoquer l'idée de représentation au sens techni-
« que. Le mandataire agira bien toujours à la place du man-
« dat, mais parfois en son propre nom (n° 88). D'ailleurs sa
« définition n'a rien de commun, ni pour la forme, ni pour
« le fond, avec celle du Code, puisqu'elle s'occupe princi-
« palement des obligations réciproques des contractants,
« point de vue évidemment négligé et par les auteurs du Code
« et par Domat, pour se porter du côté de l'élément pouvoir.
« C'est pourquoi tous les deux disent, sauf variations sans
« importance : le mandat ou procuration est un acte par
« lequel une personne donne pouvoir à une autre, etc... mais
« chez Domat (I-I-XVI-I) l'effet de la proposition est amorti
« par l'énonciation extensive : « soit qu'il faille simplement
« gérer et prendre soin de quelque bien ou de quelque
« affaire, ou que ce soit pour traiter avec d'autres ; au con-
« traire, dans le code, il est affirmé à force de précision :
« pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et *en son*
« *nom* ». « Où donc, me suis-je dit alors, Portalis est-il pu
« aller chercher sa modification, de l'avis de tous si malen-
« contreuse ?... M'étant mis en frais de tous les manuels de
« droit naturel, gros et petits ; je n'ai pas tardé à attraper

(1) Naber: *Sur une source mal connue du Code Civil français. Revue hist. de droit français et étranger*, 1933, p. 113.

« la pendarde dans les Institutions de Wolff, publiées avec
« traduction française à Leyde, l'an 1772, où l'on lit au para-
« graphe 551 : « on appelle mandat un contrat bienfaisant, par
« lequel nous donnons commission de faire quelque chose en
« notre nom... »

CHAPITRE VI

LA NOTION D' « AGENCY » DANS LE DROIT ANGLAIS

En Angleterre, le commissionnaire est appelé « agent » et le commettant « principal ».

L'influence des usages anglais au Havre, en toute matière et principalement en matière commerciale, étant très nette, il convient, nous semble-t-il, à propos de la question de la représentation, d'indiquer ou de résumer quelques données d'une étude de Lévy-Ullmann, traitant de la « contribution essentielle du droit anglais à la théorie générale de la représentation dans les actes juridiques » (1).

En Angleterre, la représentation est une institution juridique spécifique, en vertu de laquelle une personne « *agent* », possède le pouvoir d'en lier une autre « *principal* » vis-à-vis des tiers, par ses actes licites ou illicites.

Deux principes dominent le système de la représentation en droit anglais : le formalisme du contrat, le caractère objectif du rapport obligatoire.

Le formalisme du contrat ne consiste pas en paroles solennelles requérant la présence des parties. En droit anglais

(1) Lévy-Ullmann. *La contribution essentielle du Droit Anglais à la théorie générale de la représentation dans les actes juridiques*. Berlin 1928, n° 8. (Extrait des *Acta Academiae universalis jurisprudentiae comparativae*. Vol. 1, p. 341-370.)

« l'agent » qui participe à un « underseal act » n'est pas considéré comme un simple représentant, mais comme la partie principale. Le premier effet du droit anglais formaliste, exclue donc l'idée de représentation. Mais les contrats « *parol contracts* » comportent à peine d'inefficacité ou même d'inexistence, l'observation de deux règles de forme : a) la nécessité d'une « valable considération », d'un *onus* quelconque, appréciable en argent, grevant le créancier et destiné à attester la nature non gratuite de l'obligation ; b) la nécessité d'une « communication », c'est-à-dire d'une rencontre dans le temps des deux éléments : offre, acceptation. Ceci est une règle de forme non de fond. Le droit anglais ne recherche et ne requiert que la coexistence, par suite du principe d'objectivité qui a engendré en Angleterre, dans la jurisprudence du xix^e siècle, ce curieux formalisme de la « communication », dont la doctrine anglaise n'a pas fini d'analyser la notion.

L'obligation peut être considérée comme un élément du patrimoine, c'est la conception objective du droit anglais vers laquelle tend de plus en plus le droit allemand, et qui forme le fond du droit positif suisse (1). La « chose in action » constitue donc avant tout, en Angleterre, un élément patrimonial, s'analysant en une fraction d'actif et de passif dans le patrimoine des particuliers ; le « contract » constitue beaucoup plus une mise en contact de deux patrimoines, qu'une rencontre subjective de deux volontés individuelles. Cette constatation « éclaire tout le droit anglais en matière « d'obligations contractuelles ».

Voici ses conséquences en matière de représentation : « la mise en contact des patrimoines intéressés par le contrat » est normalement l'œuvre des parties ; mais elle peut aussi

(1) Conception vers laquelle tend, à notre sentiment, le droit du terme réglementé.

« s'opérer par intermédiaire, et c'est précisément cette entre-
« mise qui constitue « l'agency ».

« L'agency, d'après ces principes, apparaît comme la
« mise en contact de deux patrimoines, réalisée par un inter-
« médiaire, l'agent, en vue d'y faire naître des éléments actifs
« et passifs, des créances et des dettes... »

Un des principaux avantages du droit de « l'agency » est
de permettre l'établissement d'un lien objectif, entre prin-
cipal et tiers, même si le tiers a ignoré que l'agent agissait
pour le compte de...



Le droit anglais conçoit la représentation sous sa forme la
plus stricte ; et par ce système s'explique l'importance capitale
de la personnalité de l'agent, de sa volonté, de son autonomie.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, dont la seconde partie s'est résolument attachée à la dissection d'un règlement, charte vivante de tout le mécanisme, dont l'importance générale a été mise en lumière par une décision toute récente de jurisprudence (1) il convient de rechercher si l'idée de contre-partie (la

(1) Le jugement déjà étudié par ailleurs notifie encore :

« Attendu que l'article 2 du règlement spécial précise : que toutes
« les affaires enregistrées à la Caisse de Liquidation sont des opérations en marchandises traitées aux conditions du marché réglementé
« de la Bourse de Commerce de Paris. Attendu que ce même règlement
« prévoit que si les opérations se trouvaient officiellement suspendues,
« la liquidation des engagements en cours s'effectuerait en conformité
« des dispositions particulières à chaque marché. *Attendu que la Caisse
« de Liquidation, tenue par les textes de son règlement, ci-dessus rap-*
« *pelé, avait l'impérieuse obligation de s'en tenir à l'application de*
« *l'art. 82, parag. 3, du règlement du marché des blés, qui détermine*
« *avec précision les conditions dans lesquelles il doit être procédé en*
« *cas de suspension des affaires, alors que surtout cette société anonyme ne peut valablement exciper d'aucun motif pour s'affranchir*
« *du respect de son propre règlement ; son indépendance étant d'ail-*
« *leurs d'autant plus rigoureuse, qu'elle demeure totalement en dehors*
« *du Syndicat du commerce des blés de Paris, auquel elle n'est pas*
« *inscrite, et par suite échappe à son contrôle et à son autorité, et que*
« *les articles 5 et 6 du règlement précité lui donnent le pouvoir le plus*
« *absolu de refuser, soit par mesure collective, soit par mesure indi-*
« *viduelle, l'enregistrement des affaires traitées, qu'il échet par consé-*
« *quent de la rappeler au respect des engagements résultant pour elle*
« *de son propre règlement, qu'en tout état de cause, la Caisse de*
« *Liquidation doit être tenue de garantir dans les conditions de son*
« *règlement, Lévy et Simons et Cie des dispositions et condamnations*
« *qui vont être ci-après prononcées contre eux... »*

Trib. Com. Seine, 15 octobre 1935. Gaz. Pal. 1935-2-613.

Duquesne, Lois Nouvelles, 15 mars et 1^{er} avril 1935.

Note sous Trib. Seine, 6 février 1934. Gaz. Pal. 1934 I-I. 555.

caisse de liquidation contre-partie à l'achat et à la vente), n'aurait pas pour origine lointaine, une survivance d'ordre psychologique, de la crainte de l'exception du jeu.

Il semble bien que la crainte de ladite exception, ait inspiré la rédaction de l'ancien règlement du Havre et notamment de l'article 11 : le text décrit minutieusement le mode de déclaration des enregistrements opérés par la Caisse de Liquidation. Or la Caisse de Paris actuelle instituée en 1921, ignore ce formalisme, les bulletins d'inscription qu'elle délivre, sont par elle et par les contractants, considérés comme dépourvus de valeur juridique ; ce ne sont pas des signes scripturaires.

Une autre trace de la crainte de l'exception de jeu, est très nette : elle est inscrite dans l'article premier de l'ancien règlement du Havre, paragraphe 2. « Toutes les affaires dont
« les contrats sont enregistrés à la Caisse de Liquidation,
« sont des livraisons en marchandises, devant donner lieu
« à une réception effective ; elles sont susceptibles d'une
« sanction légale et *ne peuvent être frappés d'aucune excep-*
« *tion* ».

Le formalisme minutieux de l'ancien règlement de la Caisse de Liquidation du Havre, est entièrement expliqué par ce membre de phrase ; comme le texte est périmé, il n'y a pas lieu d'en faire l'étude détaillée, mais il convenait de le noter au passage.

Il suffit de rappeler que la Caisse de Liquidation du Havre fut instituée, en 1882, mais pendant les travaux préparatoires ou avant-préparatoires de la loi de 1885. Le souci des fondateurs, fut vraisemblablement d'écarter toute possibilité pour l'avenir de voir opposer à la Caisse de Liquidation, une exception dite de jeu — les liquidations par différence paraissant d'autre part à juste titre indispensables, comme règlement des opérations à terme d'un grand marché : l'ex-

tension du Havre fut en partie attribuée par les Allemands, à l'organisation du terme, et aussi du crédit sur la place.

Les opérations à terme, pour être légales, devaient pouvoir offrir une contre-partie sérieuse, c'est-à-dire ayant effectivement pour intention de prendre livraison effective ? Le paragraphe 2 de l'article premier ancien règlement répond à cette préoccupation.

Cependant, comme du fait de l'extension parfaitement centrée du point de vue économique, de la Caisse de Liquidation du Havre, les liquidations par différences, entraînent chaque année dans son activité pour neuf dixièmes, il en résultait, le règlement étant pris comme il se doit à la lettre (mais rarement lu peut-être, l'importance d'un semblable texte, n'ayant pas encore été dégagée), que les neuf dixièmes des liquidations opérées sous l'égide de la Caisse, étaient contraires à son Règlement.

Dès 1889, une thèse (1) spécifiait que la Caisse de Liquidation du Havre était « contre-partie » : c'est à notre connaissance, la première introduction de l'appellation, dans l'histoire des Caisses de Liquidation.

Interprétative des intentions des intéressés, la doctrine en la matière expliqua comme il a été rappelé, la position juridique de la Caisse, notamment afin de rendre compte des particularités comme suit résumées : d'une part, la Caisse pouvait entremêler les offres et les acceptations, sans acception de personnes ; d'autre part, elle opérait par voie de compensation : or la compensation, telle qu'elle résulte des articles 1289 et s. C. Civ. ne peut se produire qu'entre deux dettes distinctes ; les deux dettes se compensent jusqu'à concurrence de la plus faible (*encore faut-il que les deux obligations réciproques soient devenues liquides et exigibles...*) : la Caisse opérait par voie de compensation parce

(1) Senn, Thèse Paris 1889.

qu'elle devenait la contre-partie unique à la formation de tous les contrats ; dès lors toutes les opérations de chaque opérateur, se compensaient avec la caisse même.

Les difficultés d'intégration du système, la prudence de la doctrine, prudence qui ne fut pas comprise par certaine jurisprudence, ont été rappelées *supra*.

Quoiqu'il en soit, avec le système strict de la contre-partie, la possibilité pour la Caisse d'escompter par anticipation (qu'on voulait précisément expliquer) devenait une faculté d'une importance exceptionnelle, le jeu, qu'on avait voulu éviter, faisait son apparition : la Caisse maniait le terme à son gré. *En théorie, cela va de soi. Mais sur le plan théorique, il est difficile de réfuter l'assertion.*

*
**

Or, la Caisse pouvait opérer par voie de compensation, sans que la compensation au sens du Code Civil, soit appliquée. C'est ainsi que la construction du compte-courant repose sur la compensation qui s'opère à l'intérieure du compte, entre tous ses éléments : « ... le fait que ces sommes ne sont « pas encore exigibles ou liquides importera peu. Elles se « compenseront naturellement par le seul fait de leur existence réciproque... Nous employons d'ailleurs le terme compensation d'une manière impropre. Une compensation ne « peut s'opérer qu'entre deux dettes distinctes... » (1).

Il existe donc bien actuellement dans le droit français, des formes de compensation que le code n'avait pu prévoir, et que le développement des échanges a, les justifiant, rendu indispensables.

Il n'est plus maintenant besoin, pour rendre compte du

(1) Thaller et Percerou, *Traité élém. de Droit Commercial*, n° 1658.

mécanisme de la compensation qui s'opère à l'intérieur de la Caisse, d'une part, et du compte de chaque client d'autre part, de faire intervenir la caisse comme partie à la formation du contrat.

L'application de l'article 1300 du Code Civil, suffit par ailleurs à exprimer l'extinction de deux contrats jumelés achat-vente, l'achat étant la garantie de la vente.

La Caisse de Liquidation, enfin, il est vrai, inscrit les contrats dans l'ordre des numéros d'inscription, elle donne à telle vente, la contre-partie anonyme indiquée par numéro d'ordre et les intermédiaires ignorent quelle est la personne avec laquelle ils traitent.

Mais les opérateurs en fait n'ont jamais entendu traiter *intuitu personae*. De plus ce chassé-croisé d'opérations effectué expressément pour compte à la Caisse du Havre, est l'indice précis du rôle de la Caisse, *interprète supérieure des intérêts de la collectivité, investie à cet effet d'une liberté d'initiative nécessaire.*

Il convient de ne pas perdre de vue que la Caisse de Liquidation ne peut intervenir que sur le marché réglementé : la fongibilité de toutes les opérations est la base *réelle* de toutes les opérations qui se traitent sur ce marché.

La Caisse éliminant, par son fait, les conséquences pratiques du choix personnel de la contre-partie (insolvabilité) il devient indifférent de lui donner mandat, d'assumer, sans distinction de commettant, l'exécution des opérations inscrites aux comptes des commettants.



Y a-t-il analogie, entre le rôle de la Caisse, intermédiaire agissant avec pleins pouvoirs, dans l'intérêt de la collectivité et des commettants, ou clients de la caisse, et le rôle

de « *l'agent* » en droit anglais ? Sans doute, la question en soi nécessiterait une étude spéciale, mais nous avons le sentiment qu'il ne serait pas impossible, de voir dans le mécanisme des Caisses de Liquidation et entre autre de la Caisse du Havre, véritable société de Commission à base intercorporative, une application « *innommée* » des usages anglais.

Un des principaux avantages du droit de l'agency est de permettre l'établissement d'un lien objectif, entre principal et tiers, même si le tiers a ignoré que « *l'agent* » agissait pour le compte de... L'activité personnelle de la Caisse de Liquidation agissant pour compte sans distinction de commettant, n'est-elle pas une application exacte de cette notion ?

Le formalisme de l'Ancien Règlement du Havre a certes pu faire inférer que la Caisse devenait « contre-partiste », c'est ainsi que l'une des études précitées (1) s'appuie presque exclusivement sur le règlement du Havre, pour signaler, très justement, combien le formalisme en est inhabituel en droit commercial : « Le Règlement du Havre est sur ce point « très détaillé, celui de Roubaix-Tourcoing se borne à dire que « les intéressés seront informés par lettre de l'inscription « des ventes et des achats dans les registres de la Société ».

*
**

Contre l'interprétation erronée de fait et en droit, de la Caisse de Liquidation du Havre contre-partiste *stricto sensu*, le nouveau règlement de 1935 s'élève au nom et par la volonté des usagers, implicitement et expressément :

Implicitement parce que le texte pose une base juridique exactement contraire à la position assignée anciennement ; *expressément*, parce qu'il oppose à la jurisprudence de la Cour de Rouen un barrage net.

(1) Depitre, *op. cit.* p. 26.

Barrage d'autant plus utile que la violation d'un usage par les juges de fond, ne donne pas lieu à cassation. « Inter-
« prêter un usage, c'est interpréter non une loi, mais l'inten-
« tion des parties. Une interprétation inexacte des intentions
« ne saurait constituer un moyen de pourvoi. Au surplus, il
« n'est pas dans le rôle de la Cour de Cassation, d'unifier ou
« de consolider les usages, comme il est dans sa mission d'as-
« surer l'observation uniforme des lois écrites. L'usage est
« variable suivant les places et les industries, il n'y a pas à
« parler de son unité. L'usage est souple et changeant, c'est
« ce qui fait son mérite. Le consolider serait l'immobiliser.
« En l'interprétant, la Cour de Cassation l'entraverait dans
« sa marche » (1).

Et voici le danger que présentait la position prise par la Cour de Rouen : elle pouvait prétendre interpréter un usage, l'usage de considérer la Caisse du Havre comme contre-partiste, à l'achat et à la vente et ce, de l'avis même des intéressés. « C'est avec la Caisse qu'elles (les parties) ont entendu
« contracter. Dès lors, celle-ci se trouve constituée « acheteur
« vis-à-vis du vendeur, vendeur vis-à-vis de l'acheteur » (*Depitre op. cit.*).

Mais la Cour de Rouen avait en fait pris sur la question une position rigide qui n'a jamais été celle de la doctrine ; la doctrine n'a jamais conclu à la réalité juridique stricte de la Caisse de Liquidation contre-partiste, Par ailleurs, pas plus que la Cour suprême, elle ne veut figer les usages, dans une immobilité, contraire aux faits :

« Le devoir impérieux du juriste, est de connaître les
« transformations sociales, et la mesure dans laquelle elles
« ont déjà modifié les institutions anciennes, afin de pouvoir

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de Droit commercial*, N° 51.

« discuter son interprétation dans le sens que cette étude préalable lui aura révélé (1).

**

Avant que de conclure la présente étude, nous précisons les difficultés que fait naître l'emploi par des non praticiens de termes juridiques.

Le terme *contre-partie*, peut être signalé dès 1889, avec l'acceptation suivante : Caisse de Liquidation acheteuse vis-à-vis du vendeur, venderesse vis-à-vis de l'acheteur.

Sans faire de la contrepartie une étude détaillée, ouvrons un vocabulaire juridique : « *contre-partie* — fait par celui auquel il a été donné mandat de vendre ou d'acheter une marchandise, de se porter lui-même acquéreur ou vendeur de cette marchandise, s'emploie spécialement dans les opérations de bourse de commerce ou de valeurs ».

L'emploi d'un terme dont on ignore le sens précis est particulièrement dangereux, pour la sécurité des relations commerciales. C'est ce que souligne *Becquart* (2) dans un très intéressant ouvrage, traitant des « *mots à sens multiples* ». Nous lui empruntons les citations qui suivent, et faisons entièrement nôtres, ses conclusions.

« Cette instabilité d'origine amphibologique possède une influence autrement pernicieuse, quoique d'ordre moral moins évidente, nous voulons parler de l'appréhension qu'elle produit dans l'esprit des particuliers... (P. 177).

(1) J.-M. Percerou. *Revue critique de législation et de jurisprudence* 1904 (A propos d'un ouvrage traitant d'une nouvelle conception des études juridiques et de la codification du droit civil, par Alvary).

(2) J. Becquart. *Les mots à sens multiples dans le droit français*. Préface de M. René Cassin, professeur à la Faculté de Droit de Lille, délégué de la France à la S. D. N. (Les Presses Universitaires de France), 1934.

« Lors de son discours d'installation à la Cour de Cassation prononcé le 4 décembre 1911, M. le Premier Président Baudouin s'est exprimé en ces termes : « Présidents, et tous nous vous avons été reconnaissants (disait-il en s'adressant au Procureur Général) de l'attention avec laquelle vous vous êtes attachés à surveiller la rédaction des arrêts. Bentham disait : le législateur doit veiller scrupuleusement au soin des mots. Tels mots, telles lois. Fait-on des lois autrement qu'avec des mots ? Vie, propriété, liberté, honneur tout ce que nous avons de plus précieux dépend du choix des mots... Les paroles de la loi se pèsent comme des diamants ».

« M. Marc Ancel (1) souligne l'attention que les auteurs anglais apportent à ce besoin de certitude (certainty) du droit. Il faut que l'on sache en face d'une question concrète quelle solution précise du droit recevoir, il serait très embarrassant et peu pratique qu'il en allât d'autre sorte. Blackstone insiste sur ce point et Kent qui est un peu le Blackstone du droit américain reproduit une fois de plus son modèle : le droit doit assurer avant tout la sécurité des transactions, si l'on veut pour le droit fixité et certitude, cela ne tient pas seulement à des raisons de commodité pratique, c'est aussi par crainte de l'arbitraire du juge ».

Les citations qui précèdent expriment les mobiles profonds et de valeur permanente, de la précision juridique dont le nouveau Règlement de la Caisse de Liquidation du Havre a doté et l'Institution et la Place.

*
**

Et, afin de justifier l'interprétation du texte du Règlement 1935, à laquelle nous avons systématiquement réduit

(1) M. Ancel. « *The Common Law* » en Angleterre.

la marche de la seconde partie de la présente étude, il nous paraît que nous ne pouvons terminer sur une note, autre que celle qui nous est comme suit donnée (1).

« C'est une règle fondamentale de la loi anglaise, dit
« sait Sir Douglas Hogg, devant la Cour Permanente de Jus-
« tice Internationale, le 26 Octobre 1925, qu'un document
« écrit doit être interprété selon l'intention des parties, telle
« qu'elle a été exprimée dans ce document, ou qu'elle peut
« être déduite de ses termes actuels. Cette règle s'applique
« aussi bien aux actes législatifs, qu'aux contrats ou accords
« de toute sorte, elle est fondée sur la raison, et sur le bon
« sens...

« La loi est ce qu'elle est, elle n'est pas ce que l'on aurait
« voulu qu'elle fut. C'est dans l'écrit dressé par les contrac-
« tants, uniquement dans cet écrit, que l'on doit chercher la
« solution des difficultés que soulève son interprétation... La
« règle est énoncée chez nous dans l'article 1341 C. Civ...
« vieille disposition de la sagesse populaire, fruit de l'expé-
« rience tirée de l'observation de la vie : elle remonte à l'or-
« donnance de Moulins, de 1566... »

Vu : Le Doyen
E. ALLIX.

Vu : Le Président
PERCEROU

Vu et permis d'Imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY

(1) Capitaine R. H. Dal. 1935-12-77.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- BECQUART. — Les mots à sens multiples dans le droit français, 1934.
- BLOCH. — Le Marché de Paris (Bourse de Commerce), 1910.
— Les Caisses de Liquidation, 1905.
— Bourses de marchandises, 1913.
- DEPITRE. — Les Caisses de Liquidation des Opérations à terme sur marchandises : *Thèse, Paris, 1907.*
- DUNAN. — La Crise du Marché des Sucres (1905) et la question de la Caisse de Liquidation à la Bourse des Marchandises de Paris : *Thèse, Paris, 1907.*
- GUILMARD. — La réorganisation de la Bourse de Commerce de Paris, 1906.
- HAYEM. — Opérations à terme sur marchandises : *Thèse, Paris, 1894.*
- JEANNET. — Le capital, la spéculation et la finance au xix^e s., Paris, 1892.
- LEDUC. — Les règlements différentiels, 1910.
- LEVY-ULMANN. — La contribution essentielle du droit anglais, à la théorie générale de la représentation dans les actes juridiques, Berlin, 1928. (Extrait des *Acta Academiæ universalis jurisprudentiæ comparativæ. Vol. I, p. 341-370.*)
- LIMA SIMOES. — Das caixas de Liquidacao, Lisboa, 1934.
- PERCEROU. — Des faillites et banqueroutes.

SAUVAIRE-JOURDAN. -- La Caisse de Liquidation des affaires en marchandises de Marseille, 1928.

SAYOUS. — Les Bourses allemandes de valeur et de commerce, *Thèse, Paris, 1898.*

-- Les origines du marché à terme sur marchandises. Les origines de la Bourse : *Revue Economique Internationale publiée par l'Institut Economique International, Palais d'Egmont, à Bruxelles. Dépositaire pour la France, Alcan. — Août 1936.*

SENN. — De la Liquidation des marchés à terme en marchandises. *Thèse, Paris, 1889.*

J. VANDAMME. -- La liquidation par filières des marchés à terme à la Bourse de Commerce de Paris, 1933.

VIDAL. — Les marchés à terme sur marchandises, 1902.

RAPPORT des Séances de la Commission extra-parlementaire désignée par arrêté ministériel en date du 22 septembre 1910.

STATUTS, REGLEMENT 1935 ; Règlement 1921 de la Caisse de Liquidation des Affaires en marchandises du Havre.

REGLEMENT 1931-1935 de la Caisse de Liquidation des Affaires en Marchandises à Paris.

REGLEMENTS de marchés de la place du Havre (coton, café, poivre, cuivre et laine).

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

Du rôle des Caisses de Liquidation dans le dénouement des marchés à terme Caractère intercorporatif de ces Caisses

	Pages
INTRODUCTION. — OBJET DES CAISSES DE LIQUIDATION	5
CHAPITRE I. — ETUDE COMPARATIVE DU RÉGIME ADMINISTRATIF DU RÈGLEMENT DES CAISSES ET DES RÈGLEMENTS DE MARCHES	9
1. — Le Règlement des Caisses : son importance..	9
2. — Les Règlements de Marché : homologation obligatoire	12
3. — Fonction de la Caisse de Liquidation	16
CHAPITRE II. — IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE LA SPÉCULATION A TERME ET DES RÈGLEMENTS DE MARCHÉS	21
1. — La spéculation à terme : son utilité	21
2. — Marchés à livrer, marchés à terme	24
CHAPITRE III. — UTILITÉ DES CAISSES DE LIQUIDATION POUR LE FONCTIONNEMENT CORRECT DU MARCHÉ A TERME	30

	Pages
CHAPITRE IV. — CAISSES DE LIQUIDATION ET CRISES ÉCONOMIQUES	35
CHAPITRE V. — LES MARGES : LEUR UTILITÉ ET LEURS INCONVÉNIENTS	40
1. — La question des marges, immobilisatrice de capitaux	41
2. — Les appels de marges et les liquidations anticipées	42
CHAPITRE VI. — EXEMPLE DE L'ACTUALITÉ DU RÔLE DES CAISSES DE LIQUIDATION : LA CAISSE DE PARIS ET LA LOI DU 10 JUILLET 1933	49

DEUXIÈME PARTIE

Etude spéciale de la Caisse de liquidation du Havre

INTRODUCTION	53
--------------------	----

TITRE PREMIER

La technique du fonctionnement de la Caisse de Liquidation du Havre sous l'empire de l'ancien et du nouveau règlement

CHAPITRE PREMIER. — LIBERTÉ DE LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE (pas d'homologation de son règlement).	55
1. — La Caisse de Liquidation du Havre se réserve toute liberté quant à l'admission dans son cercle	56

	Pages
2. — Cas de suspension ou d'annulation de l'admission	61
3. — Le risque d'étranglement du marché	63
CHAPITRE II. — CONDITIONS D'INSCRIPTION DES CONTRATS : MARGES ET DEPOSITS	65
1. — La garantie technique des dépôts et des marges : son caractère global	67
2. — Nature des marchés admis à l'inscription ..	70
CHAPITRE III. — LA CAISSE DE LIQUIDATION : SOCIÉTÉ ANONYME	73
1. — Caractère onéreux des services de la Caisse de Liquidation	73
2. — Société Anonyme, la Caisse de Liquidation est tenue à la constitution de réserves	77
CHAPITRE IV. — LA CAISSE DE LIQUIDATION SELF-ORGANE EXÉCUTIF DES MARCHÉS A TERME SUR MARCHANDISES....	79
CHAPITRE V. — FONCTIONNEMENT PRATIQUE DE LA CAISSE	84
1. — Examen de la question de la liquidation anticipée	84
2. — Modalités pratiques des liquidations par différence	88
3. — Examen du rôle de la Caisse dans la circulation des filières	90

TITRE II

LES MODIFICATIONS DE FORME APPORTÉES PAR LE RÈGLEMENT 1935

Les conséquences juridiques de ces modifications

CHAPITRE PREMIER. — MODALITÉS PRATIQUES DES DEMANDES D'ADMISSION ET DES DEMANDES D'INSCRIPTION DES CONTRATS	97
---	----

	Pages
CHAPITRE II. — LE COMPTE COURANT A LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE : UTILITÉ DE L'INDIVISIBILITÉ.....	107
CHAPITRE III. — LA NOUVELLE POSITION JURIDIQUE DE LA CAISSE : SES AVANTAGES, LES INCONVÉNIENTS DE LA POSITION ASSIGNÉE PAR LA COUR D'APPEL DE ROUEN .	115
CHAPITRE IV. — EXEMPLE RÉCENT DE L'APPEL EN GARANTIE D'UNE CAISSE DE LIQUIDATION	122
CHAPITRE V. — LA CAISSE DE LIQUIDATION DU HAVRE « COMMISSIONNAIRE OU MANDATAIRE »	128
CHAPITRE VI. — LA NOTION D' « AGENCY » DANS LE DROIT ANGLAIS	134
CONCLUSION	137
BIBLIOGRAPHIE	147

— IMPRIMERIE SPÉCIALE —
DE LA LIBRAIRIE L. RODSTEIN
— PARIS —

